LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Le maquis intégriste.

R. MONTAGNE : Islam et Chrétienté.

M. CRUBELLIER : La guerre, sociologie et histoire.

J. NANTET : L'insurrection au Moyen-Orient, sa force, ses faiblesses.

R. VRINAT : A Venise : l'art devant l'homme.

LES SIGNES DU TEMPS

M. Pinay devant le nœud gordien.
L'épreuve nord-africaine Tunis-Rabat... La Haye.
Les Assemblées européennes de Strasbourg.
La Chine à Moscou.
La discipline des seigneurs et celle des autres.
Désordre social et engagement personnel.
Azimuts.
Kurt Schumacher.

ARTS — LETTRES — THEATRE CINEMA

DOCUMENT : Le patronat français devant ses responsabilités sociales.

REVUE MENSUELLE

OCTOBRE 1952

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Le maquis intégriste** 1
R. MONTAGNE : **Islam et Chrétienté** 5
M. CRUBELLIER : **La guerre, sociologie et histoire** ... 25

NOTES ET CHRONIQUES

J. NANTET : **L'insurrection au Moyen-Orient, sa force, ses faiblesses** 52
R. VRINAT : **A Venise : L'art devant l'homme (XVIe Biennale de Venise)** 65
A.-J. MAYDIEU : **A Genève : L'homme devant la science** 78
J. THOMAS : **Richesses et misères d'une Semaine sociale** 84

LES SIGNES DU TEMPS

M. Pinay devant le nœud gordien (J. Dumontier) 88
L'épreuve nord-africaine Tunis-Rabat... La Haye (P.-A. Martel) 94
Les assemblées européennes de Strasbourg (A. Frisch) 99
La conférence de Mexico et l'Europe (F. Sellier) 100
Match électoral aux États-Unis (A. Viatte) 102
La Chine à Moscou (B. Féron) 104
La discipline des seigneurs et celle des autres (J. Rounault) .. 106
Désordre social et engagement personnel (J. Brown) 109
Azimuts (A.-Z. Serrand) 112

PORTRAIT

A. Frisch : Kurt Schumacher 120

LETTRES — LIVRES

Chronique de littérature (G. Venaissin) 123
La petite peur des mal-pensants (M. Chavardès) 129
La flamme et le vent, d'H. Hatzfeld (J.-A. Lesourd) 132

THÉATRE

Chronique (H. Gouhier) 135

CINÉMA

Le festival de Venise (J.-L. Tallenay) 138

DOCUMENT

Le patronat français devant ses responsabilités sociales (C.I.C.). 142

Le maquis intégriste

Il faut croire que le document sur l'intégrisme publié dans la revue d'août-septembre était d'actualité, car il a suscité quelques remous : applaudissements, et aussi colères. Certains ont écrit directement à la rédaction leurs approbations, leurs suppléments d'information ou leurs critiques. D'autres ont préféré recourir à l'imprimé : une feuille ronéotypée circulait à Paris depuis la fin du mois d'août. Dans Aspects de la France *(12 sept.), M. Robert Havard de la Montagne répond directement aux références qui le concernaient en ce document.*

Ce n'est pas en un court billet que l'on peut discuter des différents faits allégués dans l'article de M. Havard de la Montagne. M. de la Montagne affirme avoir ignoré, avant qu'un historien récent la lui eût révélée, l'existence de la Sapinière. On est tout prêt à le croire. Nul n'en viendra pour autant à nier l'existence d'un mouvement que le pape Benoît XV jugea à propos de condamner. De même en notre temps, M. Havard de la Montagne peut traiter de roman policier la question sur la réorganisation d'un néo-intégrisme et les nombreux indices qui font craindre une réponse affirmative ; on n'en pourrait pas davantage méconnaître que certains se croient aujourd'hui, cependant sans aucun mandat de l'Église, autorisés à juger comme s'ils disposaient d'un discerne-

ment infaillible, de l'orthodoxie de leur frères. La petite feuille circulant dès fin août, dont on a parlé plus haut, serait peut-être capable de compléter l'information de M. Havard de la Montagne. Sous la simple signature de « un groupe de résistants catholiques » (mais « résistants » à qui?), elle dénonce l' « irénisme » de La Vie Intellectuelle *et reprend les procédés que dénonçait à juste titre le Document : nouveau signe que les craintes exprimées par celui-ci n'étaient pas sans fondement.*

Quel mal le Document d'août-septembre dénonçait-il quand il faisait l'histoire des catholiques intégraux condamnés par Benoît XV? Avant tout ceci : la prétention de ceux qui, sans aucun mandat, s'érigent en docteurs universels et infaillibles et confondent avec la foi en Jésus-Christ, dont l'Église a le dépôt, leurs propres opinions personnelles. Chacun l'a bien compris; et plus d'un sait que ce mal est plus qu'à redouter en notre temps.

Après l'on peut bien ironiser, et imputer à l'auteur du Document la prétention que toute nouveauté doive être accueillie parce que nouveauté, toute œuvre récente de M. Claudel applaudie comme géniale, tout article de Témoignage chrétien *couvert d'approbations. On a manifesté ici même plus d'un désaccord avec M. Claudel et gardé toute liberté à l'égard des opinions d'un hebdomadaire ami. Mais dans des pamphlets dirigés contre de grands écrivains catholiques on ne s'en est pas tenu à la critique littéraire de l'œuvre claudélienne, et c'est les pages ignobles qui prétendaient s'ériger en juge de son inspiration cependant peu contestable que le Document dénonçait; de même dénonçait-il les insinuations calomnieuses du B.E.I.P.I. et autres feuilles. Que la discussion soit fructueuse entre chrétiens de différentes tendances, la revue l'a toujours soutenu, comme elle soutient le bienfait de divergences entre chrétiens sur les opinions que la foi ne veut pas trancher. Des polémiques, même au ton violent, peuvent en naître; et l'on s'en*

félicitera. Mais la violence du ton ne doit jamais conduire à suspecter la bonne foi et moins encore la foi de ses frères en Jésus-Christ.

En un mot le souci qui inspire la revue est celui de la liberté inséparable de la foi en Jésus-Christ. Il faut mettre les points sur les i : il n'est nullement question d'ajouter à la foi en Jésus-Christ une liberté qui viendrait la compléter. En dépit des insinuations de la feuille « résistante » et anonyme, c'est la foi la plus intransigeante qui oblige à parler ici de la liberté, tellement à défendre en notre temps, et l'accusation d'irénisme ne peut que faire sourire. Jésus-Christ offre à ses frères les hommes la glorieuse liberté des enfants de Dieu; il n'accorde à aucun le droit d'imposer autour de lui ses préférences personnelles. Une seule angoisse devrait étreindre les chrétiens : c'est que, dans la tourmente actuelle, le nombre aille sans cesse croissant des hommes qui ignorent que le Fils de Dieu a été crucifié et a ressuscité pour eux. La nouvelle en doit être annoncée dans toute sa vérité; cette vérité est compromise lorsque des chrétiens, sous le fallacieux prétexte, condamné par Benoît XV, d'être des catholiques intégraux unissent à l'Évangile qu'ils ont mission d'annoncer, leurs opinions et leurs préférences personnelles en quelque domaine : politique, social, économique, scientifique, philosophique. « Je ne prêche que Jésus-Christ et Jésus-Christ crucifié », écrivait saint Paul. Seule l'Église, et ceux qui dans l'Église ont reçu mission de régir le troupeau et de veiller sur sa doctrine : le pape et les évêques, éclairent le chrétien qui, face aux nouveautés des événements, entend présenter en toute vérité l'Évangile. La Revue ne reconnaît pas d'autres censeurs.

Ainsi la polémique soulevée par cette publication opportune donne-t-elle à la Revue d'affirmer au début de cette nouvelle campagne quelques lois de son comportement. C'est la tâche d'une publication périodique d'être attentive aux pulsations du monde, de déceler les faits

nouveaux, les « signes du temps », comme on dit ici, les lignes d'évolution, de présenter parfois même des suggestions, des solutions pour les difficultés présentes. En ce domaine l'erreur est évidemment possible. Elle provient d'une insuffisance d'information ou d'observation. Elle peut avoir aussi pour source plus cachée les options secrètes que tout groupe d'hommes est appelé à faire, le plus souvent sans même s'en rendre compte. Aussi faut-il se réjouir que d'autres chrétiens, animés d'autres soucis, amenés à faire des options différentes, combattent ouvertement tout apport humain que nous aurions lié aux affirmations de la foi. Mais hors les autorités constituées de l'Église nul n'a le droit de s'ériger en docteur et de juger de ce qu'il faut ou ne faut pas dire. Contre toute attitude injustifiée de cette sorte la Revue continuera à mener le combat. Il s'agit pour elle d'un enjeu trop grave qui lui est imposé par le Christ même : Il attend de chacun un travail sans cesse repris pour qu'à son retour le Fils de l'homme trouve encore la foi sur la terre — la foi que nul n'a le droit de confondre avec ses opinions humaines.

V. I.

ISLAM ET CHRÉTIENTÉ

Le monde musulman, lorsque nous le regardons de nos pays d'Occident, nous apparaît sous des aspects changeants et nous avons peine à distinguer, derrière le paravent pittoresque des décors, et à travers les crises politiques bruyantes et parfois tragiques, les aspects essentiels du drame qui oppose si souvent nos deux civilisations.

Négligeons le chatoiement des images, l'existence des vieilles villes prolongeant sous nos yeux leur existence médiévale, et que l'économie moderne condamne aujourd'hui à disparaître. Oublions les caravanes et les grands troupeaux dans la dune dont le développement des puits de pétrole annonce la disparition. Laissons aussi de côté, malgré leur importance, les problèmes de l'évolution économique que pose l'expansion des techniques occidentales, et même l'agitation politique que cause partout le développement des aspirations nationales. Ne nous attardons pas non plus à analyser les aspects intellectuels du conflit qui se livre dans l'esprit même des élites nouvelles formées dans nos écoles. Non point qu'il s'agisse là d'un aspect secondaire du contact des civilisations, puisque la jeunesse ainsi formée tente aujourd'hui de prendre en main ses propres destinées et de modeler le vieux monde

de l'Islam à l'image de nos nations, en lui donnant des lois modernes. Mais quel que soit le mérite de cette nouvelle génération, ce n'est pas tant de ses efforts et de ses capacités d'adaptation que dépend selon nous l'issue de la grande crise politique moderne, c'est davantage, en fin de compte, des capacités qu'a l'Islam lui-même de s'adapter aux valeurs nouvelles issues de notre civilisation chrétienne. Pour mieux conduire notre méditation sur ce point essentiel, limitons plus encore le champ de notre recherche et proposons-nous d'étudier comment se présentent depuis un siècle les relations de l'Islam avec notre chrétienté.

*
* *

Il nous faut tout d'abord revenir aux sources de la pure doctrine d'Islam, telle qu'elle s'est élaborée, sous une forme qui semble aujourd'hui définitive, entre les VIIe et XIIIe siècles. L'Islam est la religion qui unit, par une foi ardente au Dieu unique, trois cent cinquante millions d'êtres humains, dans un ensemble que des sectes divergentes ne viennent guère diviser et qui est beaucoup plus homogène que notre christianisme séparé en Églises rivales. Mohammed, sceau des prophètes qui se sont succédé, parmi lesquels l'Islam revendique les envoyés de Dieu, de Noé à Abraham et à Jésus, a reçu en langue arabe, pour la faire connaître aux enfants d'Ismaël, une révélation claire et éloquente de la pensée éternelle de Dieu. C'est le Coran, le Livre par excellence, intemporel et incréé. Ce message est si complètement transcendant qu'il ne prête pas sans une sorte de sacrilège à une traduction valable.

Aucun doute à avoir sur le message prophétique, qu'il

est bien inutile d'étudier selon les règles de la critique moderne, puisqu'il nous donne la pensée même de Dieu.

Le dogme qu'il apporte est simple et clair : Dieu est tout-puissant, il crée le monde à chaque instant. Les hommes sont ses esclaves et obéissent à sa loi qui prescrit tout ce qu'il faut faire dans la vie.

Ceux qui croient au message transmis à Mahomet seront sauvés. Les chrétiens qui n'ont pas compris l'Écriture, les Juifs qui l'ont falsifiée, sont condamnés à l'enfer.

La communauté musulmane forme un peuple élu qui n'a qu'à suivre sa voie. Il lui faut se garder seulement de l'idolâtrie, de l'association à Dieu des êtres créés — et des innovations hérétiques, qui ne s'accordent pas avec la Loi. Les croyants se conformeront toujours à la pure tradition d'Abraham. L'Islam a ainsi les yeux fixés sur le passé, sur les anciens prophètes, sur Mohammed, et aussi sur les « pieuses générations » de ses compagnons, qui ont vécu l'âge d'or de la religion, et dont les enseignements constituent la *Sounna*.

De belles vertus morales, la résignation, la patience, la piété, le goût de l'entr'aide ont fleuri à l'intérieur de ce système clos. Système d'une puissance étonnante! L'Islam est une religion sans prêtres, mais dans laquelle le sentiment de la communauté est extrêmement développé et prend une forme de contrainte que nous avons peine à imaginer. L'individu suit en tout les prescriptions détaillées de la Loi de Dieu. Cette sujétion étroite favorise l'uniformité des attitudes. Les croyants sont solidaires, et comme des Bédouins qui puisent de l'eau au fond d'un puits profond, selon l'expression consacrée, « ils tirent tous ensemble sur la corde de Dieu ». Ils font tous en même temps leurs cinq prières par jour, les yeux tournés vers la Mecque, la ville sainte où les rassemble,

une fois au moins dans leur vie, le pèlerinage à la « maison sacrée de Dieu ». Ainsi l'attitude religieuse est-elle — l'histoire le montre — peu favorable à ce que nous appelons l'individualisme. Sur l'esprit du croyant s'exerce la discipline de la Sounna et non moins fortement aussi celle des docteurs de la Loi des siècles suivants.

L'État, bien qu'il ignore les castes sacerdotales, est, quoiqu'il s'en défende aujourd'hui, théocratique par son essence même. Le prince est chargé d'appliquer en tous lieux la même loi qui est celle de Dieu. Les divisions de la communauté en États ne sont ainsi que de simples commodités. Par l'application toujours plus étendue de la loi sur les peuples convertis, l'empire de l'Islam s'agrandit, comme Dieu l'a promis à ses fidèles, et ceci en dépit de l'imperfection des hommes et de leurs querelles, qui ne sont que des accidents.

Cette civilisation religieuse puissante et orgueilleuse, héritière par surcroît des richesses intellectuelles et matérielles de Byzance, a eu, du IXe au XIVe siècle, une période de splendeur. A ce moment, elle a affirmé sa supériorité sur les chrétiens et les Juifs établis depuis des siècles déjà sur les terres qu'elle avait conquises. D'ailleurs elle a toléré leur présence avec une certaine générosité, parce qu'ils étaient « des peuples du Livre », possesseurs d'Écritures sacrées eux aussi. Mais elle leur a appliqué peu à peu un régime un peu humiliant de protection et en a fait des tributaires défavorisés.

Après la victoire remportée sur les Croisés, l'Islam, depuis les frontières de la Perse jusqu'à celles du Maroc, a bénéficié de la puissance de l'Empire turc et s'est retranché de l'Occident, dans l'orgueil de sa force, au moment même où, avec la Renaissance commençait l'essor irrésistible de notre civilisation. C'est alors qu'il

est entré dans une lente décadence, une somnolence que rien n'a troublé jusqu'au XIXe siècle. La civilisation des villes s'est alors fixée. La science, enfermée inexorablement dans le cercle magique de la théologie et de la scolastique au contour immuable et parfait, s'est codifiée. Les hommes, endormis dans un fatalisme que troublaient à peine des convulsions politiques sans grandeur, ont vécu sans inquiétude, avec la certitude absolue et constante d'appartenir au « meilleur des peuples de la terre ».

Le réveil devait être pénible. Il se produisit à la fin du XVIIIe siècle.

Tout d'abord les croyants prirent conscience lentement des victoires des Russes sur les Turcs, de l'expédition de Bonaparte, de l'expansion politique et économique de l'Angleterre et de la France en Orient. Mais ils pensèrent que leurs défaites n'avaient guère que des causes techniques. Ce fut en Turquie, puis en Égypte, l'ère des réformes, des « tanzimat », qui consistèrent à adopter les pratiques militaires des armées européennes, puis, bientôt, à réformer selon les principes modernes quelques-unes des administrations de l'État musulman. Avec le temps, l'idée se fit jour qu'on pourrait même adapter à la civilisation de l'Islam des formules politiques du libéralisme. Ainsi des élites évoluées manifestèrent-elles au début une sorte de confiance dans la civilisation occidentale qu'elles pensaient pouvoir assez rapidement égaler et avec laquelle elles eussent pu alors traiter sans être humiliées.

Mais ce n'était là qu'une attitude temporelle qu'adoptaient seulement des esprits modernes dont la formation n'était pas entièrement emprisonnée par les traditions séculaires de l'Islam. Bientôt allaient entrer en jeu les docteurs de la Loi et plus tard le peuple croyant lui-même.

Les théologiens, les premiers, examinèrent la solution. Certes, l'état présent de l'Islam était un scandale qu'il fallait d'abord expliquer. Comment la civilisation fondée par Dieu s'était-elle trouvée brusquement placée dans une position inférieure de puissance devant les infidèles ? Quelle était la raison de cette épreuve ? Djemal ed din el Afghani, un savant docteur de la loi, de tendance réformiste, qui était aussi un grand agitateur politique, alla visiter vers 1880 la France et l'Angleterre, parla avec Spencer et Renan. Il rapporta de son voyage un livre contre l'Occident : *Réfutation du matérialisme.* Les Occidentaux avaient simplement conquis la puissance matérielle. Pour les vaincre, il fallait sans doute tout d'abord copier leurs méthodes, employer leurs armes. Mais il était, en même temps, nécessaire de revenir à la vraie foi, débarrassée de toutes les innovations hérétiques, de toutes les déviations. Ainsi parlaient déjà les vieux prophètes juifs : *Reviens, Israël, à ton Dieu, écoute les préceptes de la vie, tu as abandonné la source de la sagesse, c'est pour cela que tu as été compté parmi ceux qui descendent au séjour des morts.* C'est la réaction d'un peuple élu. Ainsi l'imitation des techniques de l'Occident et la pratique renforcée de la Loi divine devaient suffire à rendre à l'Islam la suprématie sur les nations infidèles.

Les hommes du peuple, dans leur foi naïve, n'en jugeaient pas autrement. Nous en avons eu personnellement une fois la révélation, et cette leçon est restée gravée pour toujours dans notre mémoire.

L'auteur de ces lignes, jeune officier aviateur de la Marine en 1919, avait été chargé de faire au Maroc, dans les tribus à peine soumises, une démonstration de notre force. Il s'agissait de faire comprendre aux montagnards que, contrairement aux affirmations mensongères des

Espagnols, qui dès ce temps nous jalousaient, la France avait bien gagné la guerre, et qu'il était faux de prétendre que les avions allemands allaient revenir pour chasser les Français avec l'aide de Guillaume II, ami de l'Islam. La tâche était donc de montrer les couleurs françaises en volant à basse altitude, au-dessus d'une grande foire annuelle où étaient rassemblés dix mille paysans. Après avoir survolé pendant une heure cette foule immense, mettant en déroute par le bruit, moutons, vaches et chameaux, l'aviateur se posa avec satisfaction sur une lagune et mit pied à terre pour jouir de son succès. A peine avait-il débarqué qu'un homme du peuple, très simplement vêtu, un petit lettré de campagne peut-être, était là qui expliquait à la foule silencieusement attroupée en cercle autour du gigantesque oiseau, ce qu'il fallait penser de cette manifestation de force. « Vous avez, leur disait-il, entendu tout ce bruit. Ne vous troublez pas, je vais vous dire ce qu'il en est. Les chrétiens — Dieu les maudisse — ont dérobé le secret du prophète David — sur lui soit le salut. Ce secret s'appelle le *moteur*. Ils l'ont mis sur des vaisseaux, cela fait les bateaux à vapeur qui passent en mer. Sur des voitures, cela fait le train qui roule sur les rails. Enfin sur ces caisses de bois tendues de toile, et cela vole et fait ce tintamarre. Mais les chrétiens iront tous en enfer. Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu. Soyez fermes dans votre religion. » Et le peuple assemblé répondait : *Amen!*

A cette première réaction de confiance en soi, un peu présomptueuse, devait cependant bientôt succéder une profonde inquiétude. Peu à peu la pénétration de l'Occident se poursuivait, ses idées, ses institutions, ses marchandises, ses formes de vie matérielle s'insinuaient dans les fissures béantes du rempart démantelé de l'Is-

lam. Les crises internes se multipliaient. Limitons-nous à décrire celles de la conscience religieuse.

Ce serait peut-être le lieu d'étudier tout d'abord ici le comportement intellectuel des nouvelles générations de musulmans élevées dans nos écoles. Écartelées entre leurs nouvelles disciplines d'esprit et les traditions médiévales de leur civilisation, elles ont cherché leur chemin avec peine. Il ne convient pas de les accabler de nos critiques, mais de comprendre leur état d'âme. Qu'il nous soit permis de dire que les efforts des théologiens musulmans pour suivre les élites modernisées, et leur présenter sous une forme acceptable un aspect modernisé de la religion, ont été bien insuffisants pour les guider et les rassurer. A cet égard, Cheikh Abdo et ses successeurs, dans leurs tentatives pour expliquer par le Coran les formes de la vie moderne, nous apparaissent comme des penseurs bien moins vigoureux que ceux qui, dans le christianisme contemporain, — protestant ou catholique, — se sont efforcés de rétablir dans les âmes l'accord un instant troublé de la raison et de la foi.

Par suite, le résultat de l'éducation occidentale donnée aux élites musulmanes a été généralement de développer chez elles le scepticisme et l'indifférence à l'égard de la religion. L'enseignement traditionnel, théologique et médiéval, a été ruiné dans son prestige. Suivant en quelque sorte sa réaction naturelle de retour au passé, de purification par la destruction des croyances adventives, l'Islam moderne en quête de réforme, d'*Islah*, a esquissé, une fois de plus, une réaction puritaine et légaliste. Les confréries, dont l'action sur les masses était alors si profonde, qui maintenaient dans le peuple les vertus de patience et de détachement qui font la beauté de l'Islam, se trouvèrent peu à peu condamnées par les « savants » et les théologiens réformistes. Le mysticisme, si vivace

encore dans les masses, en a été brutalement atteint dans ses sources mêmes.

Au même moment, alors que les élites modernisées s'écartaient des connaissances théologiques, la foule immense et ignorante des croyants, celle qui souffre le plus des crises économiques et sociales que cause le choc de l'Occident, malgré le déclin des confréries mystiques, gardait intacte pour un temps au moins sa foi puissante et naïve. C'est elle qui conserve aujourd'hui fidèlement le dépôt de l'Islam, elle qui ressent le plus profondément l'humiliation de son abaissement devant la force grandissante de la civilisation engendrée par les « chrétiens ». Mais elle se trouve sans cadres, et de plus en plus livrée à elle-même.

Notons que cette évolution est exactement l'inverse de la nôtre. Nos masses s'enfoncent dans l'indifférence, tandis qu'une élite, peu nombreuse il est vrai, mais singulièrement active parfois, maintient vivante la flamme ardente de l'idéal religieux. Qu'il suffise de rappeler ici qu'il se fonde aujourd'hui des monastères contemplatifs aux États-Unis, et qu'en France même, chaque année sont créés de nouveaux Ordres religieux, cependant que le protestantisme poursuit avec ténacité, dans l'œcuménisme, son rassemblement des Églises.

D'autres crises, sociales par nature, mettent en évidence le malaise de l'Islam. Par exemple, dans le domaine de l'éducation morale de la jeunesse et surtout de la jeune fille et de la femme — libérées de leur claustration millénaire par l'influence de l'Occident, le trouble n'est pas moins grand, et le désarroi plus éclatant encore. La femme n'a jamais joué un rôle important dans l'Islam, et l'on chercherait en vain dans ses origines l'équivalent du rôle des Saintes Femmes et des chrétiennes zélées auxiliaires des apôtres. Plus encore, la

femme, dans l'Islam, a souvent été considérée avec méfiance, comme la gardienne obstinée des traditions magigues des coutumes antérieures à la Révélation prophétique. Les docteurs de la Loi, à la différence de nos prêtres et de nos pasteurs, sont malhabiles à conduire son âme, et lorsqu'ils lui parlent de ses devoirs, ils la blessent par des propos qui nous semblent tirés du Lévitique, ce vieux livre formaliste d'Israël qui insiste si lourdement sur son impureté périodique. Aussi la libération de la femme, sur laquelle l'Islam n'a guère eu de prise, et qui se fait à l'image de l'Occident, est-elle difficile à réaliser dans l'ordre. A peine affranchie, elle passe aux extrêmes et échappe aisément à toute contrainte. Les musulmans en sont profondément conscients. Aujourd'hui les Berbères d'Algérie, peu instruits mais croyants très convaincus, se décident enfin, après avoir élevé trois générations de garçons dans nos écoles, à instruire leurs filles. Mais ils sont en même temps pleins d'inquiétude devant les conséquences de cette audace. C'est alors que l'idée leur vient de faire appel aux religieuses catholiques comme éducatrices, et ils leur demandent de construire des collèges dont eux-mêmes feraient les frais. De même, les jeunes nationalistes de Fès cherchaient, il y a trois ans, à Paris, des jeunes filles chrétiennes qui eussent accepté de venir dans des écoles fondées par eux, instruire et élever leurs sœurs.

Plus extraordinaires encore sont quelques conversions au christianisme, si rares dans l'Islam. Elles ont provoqué un immense scandale. Si elles sont sans valeur du point de vue statistique, elles sont profondément significatives. La plus célèbre est celle d'un étudiant marocain, il y a vingt ans, le plus intelligent et le plus religieux de sa génération. C'était celui dont on disait au Maroc : « Si quelqu'un doit rénover l'Islam, ce sera

lui. » Il s'est fait chrétien et est devenu et resté un religieux franciscain, sans d'ailleurs pour cela renoncer à son idéal national. Témoignage émouvant de la faiblesse des ressources intérieures de l'Islam moderne, qui ne peut donner aux âmes qui cherchent Dieu les aliments dont elles ont besoin.

Ne généralisons pas, cependant. L'Islam, lui aussi, convertit des chrétiens çà et là, parfois même des hommes instruits et cultivés. Mais l'essentiel est de bien voir que la hautaine forteresse d'autrefois n'est plus rigoureusement close. Les influences extérieures y pénètrent, en dépit parfois de violentes réactions collectives de colère qui peuvent provoquer des émeutes. Des esprits élevés rêvent même parfois d'une entente avec les chrétiens, sur le plan des valeurs communes du monothéisme. Il est vrai qu'il est parfois difficile de savoir s'il ne s'agit pas là, dans l'esprit de certains, d'alliances tactiques, non seulement pour lutter contre le communisme athée, mais encore contre les Juifs ou contre le colonialisme.

Ce serait cependant une erreur que de regarder la religion du Prophète comme entièrement statique et atteinte dans ses sources vives. Observons encore que la vie profonde de l'Islam traditionnel ne se ralentit pas, surtout dans les régions les moins troublées par la pénétration de l'Occident. Qui d'entre nous n'a pas entendu un ami musulman, d'ancienne formation, lui dire dans le secret : « Tu connais le Livre saint, tu es un honnête homme. Confesse avec moi qu'il n'y a d'autre Dieu que Dieu, que Mahomet est le prophète de Dieu, et tu iras au ciel. » En même temps sur toutes les frontières méridionales du monde de l'Islam, vers les profondeurs de l'Afrique tropicale, l'islamisation des païens se poursuit depuis des siècles sans arrêt, par une sorte d'osmose. Peut-être même s'accélère-t-elle aujourd'hui, grâce à la

paix établie par nous et aux moyens de diffusion de la pensée que nous avons créés. Si les catholiques et les protestants ont converti le cinquième des Noirs d'Afrique, l'Islam en a conquis le tiers. Il n'est pas sûr que la destruction, aujourd'hui inévitable, de la société païenne, qui se poursuit rapidement sous nos yeux, ne se traduise pas par une victoire de l'Islam sur les chrétiens.

Quoi qu'il en soit de ces contre-courants, un siècle et demi de contacts islamo-chrétiens se soldent aujourd'hui par une pénétration lente du monde musulman par les idées chrétiennes. Mais au même moment, et comme par réaction, nous observons depuis quelques années un brusque changement, un violent retour à la cohésion, une sorte d'effort désespéré des masses et d'une partie des élites pour rejeter l'Occident, se fermer à ses influences. Il nous faut à présent nous appesantir sur cette réaction collective. C'est elle qui explique dans une large mesure les événements politiques que nous apporte chaque jour la presse.

Les causes en sont complexes. Depuis cinquante ans, l'action des missionnaires chrétiens — catholiques et protestants — a favorisé en Orient la renaissance de la langue arabe, qui a partiellement perdu son rôle théologique pour devenir une langue de culture moderne et nationale. Cette rapide transformation a permis la diffusion étendue d'une presse qui s'est mise aussitôt au service de l'Islam, d'autant plus naturellement qu'elle commençait à toucher les masses restées foncièrement religieuses. D'autre part, les progrès de la radio, la facilité des communications ont favorisé les échanges, multiplié les pèlerinages, favorisé les grandes assemblées de croyants. Ce sont aujourd'hui les avions qui amènent à Karachi les congressistes de l'union islamique. Ainsi

la communauté musulmane a-t-elle bénéficié à son tour sans effort des « secrets du prophète David ».

Un fait important est survenu d'un seul coup et a donné à cette cohésion une forme active : le conflit judéo-arabe en Palestine. Celui-ci n'était à l'origine qu'une guerre nationale — bien qu'il s'agît en l'occurrence de fixer la possession d'une terre sainte que les musulmans revendiquent eux aussi comme sanctuaire. Au début, en effet, en face des sionistes qui apparaissaient comme ennemis, parce que juifs et colons conquérants, se dressait une coalition formée de patriotes arabes — en grand nombre musulmans, mais aussi chrétiens d'Orient, Grecs orthodoxes surtout, pénétrés d'influences arabes depuis des siècles. L'Angleterre, après avoir encouragé le *home national* juif, avait ensuite, pour en limiter l'expansion jugée trop rapide, favorisé cette coalition pan-arabe contre Israël. Mais bientôt la propagande germano-italienne excita dans les masses, par calcul, la haine religieuse contre Israël. Lorsque l'irrésistible poussée d'émigration juive se fut produite, depuis 1936, le conflit devint inévitable. Chacun des antagonistes fit alors appel à toutes ses forces dans le monde. Les sionistes eurent l'appui de toute la *Diaspora,* les Arabes celui de l'Islam dans le monde. Lorsque les Arabes, refusant le « Plan de Partage de l'O.N.U., s'en furent remis, en 1948, au jugement de Dieu, et que leur défaite militaire eût été consommée, un sentiment d'humiliation et de rage s'empara de tout l'Islam oriental. Les juifs établis dans les pays d'Orient, au Yemen, en Iraq, à Tripoli furent brutalement expulsés. Les chrétiens d'Orient eux-mêmes subirent çà et là le contre-coup d'une renaissance du fanatisme populaire à l'égard des « Peuples du Livre ».

Cette mobilisation des forces religieuses élémentaires

de l'Islam survenait au moment même où un grand changement apparaissait dans la conduite des affaires politiques des pays d'Orient. Les vieilles élites bourgeoises, sceptiques mais habiles, étaient peu à peu remplacées par une nouvelle génération grandie dans la période troublée où les idéologies fascistes avaient développé l'habitude d'appeler les masses et la jeunesse à entrer dans des organisations para-militaires qu'on jetait dans la mêlée politique. En même temps, les procédés de propagande moderne permettaient aux démagogues de rassembler et de conduire le peuple, au moyen de slogans religieux. Le terrorisme, vieille tradition de la politique orientale réveillée par l'exemple d'Israël, prenait alors bientôt dans l'Islam la tête des mouvements. Ainsi se trouvait libérée et jetée dans l'action journalière la force potentielle illimitée de la foi populaire musulmane, à la fois naïve et brutale, qui échappa bien vite à ceux qui prétendaient l'utiliser et la conduire. Les conséquences en sont connues. Les hommes politiques assez clairvoyants pour recommander des solutions modérées aux difficultés du jour, sont aujourd'hui assassinés les uns après les autres, les émeutes éclatent, des villes sont incendiées, les ennemis de l'Islam sont supprimés. Les élites raisonnables, trop peu nombreuses encore, se trouvent débordées et souvent entraînées.

Ainsi, voit-on peu à peu, grâce à la mobilisation des masses, les conflits qui opposent les nationalismes arabes à l'Occident, associés dans la Ligue arabe, prendre l'aspect d'une guerre de libération de l'Islam qui, dans un effort suprême, tente de rejeter à l'extérieur la chrétienté, avec sa puissance matérielle et morale. Les extrémistes musulmans l'emportent sur les nationalistes bourgeois. La « Ligue arabe », d'inspiration nationaliste, chancelle et l'idée prend corps d'une solidarité purement

religieuse dont la force serait telle qu'elle briserait toutes les résistances.

Observons par exemple le différend qui oppose la Grande-Bretagne et l'Égypte, au sujet de l'avenir national du Soudan. Les leaders nationaux d'Égypte, du Maroc, d'Algérie, de Tripoli adressaient il y a quelques mois un appel signé à leurs frères musulmans du Haut-Nil pour les guider dans la voie droite. Dans ce document, ils invoquaient et reproduisaient les versets du Coran qui interdisent aux croyants tout pacte avec un infidèle et leur prescrivaient de se jeter, sans plus attendre, dans les bras de leurs frères du Caire. L'argument sur le plan théologique est sans réplique. Au Maroc, les partisans de l'indépendance immédiate s'efforcent de célébrer dans les mosquées l'indépendance de la Libye. Et comme les autorités françaises, soucieuses de séparer le spirituel du temporel, les en empêchent prudemment, par une démarche qui nous étonne, les musulmans en appellent au Pape, pour lui faire constater cet attentat à la liberté de conscience et ce manque de respect à l'égard des sanctuaires religieux. Ce que nous regardons comme une étrange confusion du spirituel et du temporel ne trouble pas l'esprit des patriotes de l'Islam.

Il arrivera souvent sans doute, dans les discussions internationales, qu'on parle à l'Occident son langage, en utilisant dans les débats les mots de nation, d'indépendance. Mais le peuple musulman, qui redevient le vrai maître du jeu et entraîne avec lui ses élites à la poursuite de son unité retrouvée, de sa puissance religieuse restaurée, ne comprend, quant à lui, que les mots d'Islam, de foi, de supériorité sur les infidèles. L'esprit médiéval renaît, les conquêtes morales et intellectuelles réalisées par l'Occident sont remises en cause. La crainte même du communisme qui hante les élites riches favorise

cette réaction religieuse élémentaire et beaucoup croient nécessaire de réveiller la foi pour lutter contre les ennemis du capitalisme. Mais, d'autre part, suprême habileté, la Russie elle-même trouve comme allié ce sentiment populaire violent que nous désignons sous le nom de fanatisme et réussit du même coup à ruiner sans effort, dans tout le monde de l'Islam, le patient travail d'approche et d'entente poursuivi par l'Occident depuis plusieurs générations. Nationalisme exaspéré, Islam humilié, communisme naissant dans une société à demi désagrégée, concluent ainsi des alliances tactiques, toutes dirigées contre l'Occident, et dont la chrétienté elle-même supporte les coups.

L'avenir que dessine cette réaction, si les masses ignorantes et les démagogues qui les accompagnent emportent le succès, prépare la réalisation d'un monde qui n'a guère de ressemblances avec celui qu'ébauchait naguère dans ses rêves la charte de San Francisco. Au lieu d'une famille de nations d'Orient prenant sa place auprès des nôtres, à la table ronde où se discutent les intérêts communs des peuples libres, il risque de se reformer sous nos yeux, avec l'élimination des élites modernes par les zélotes, la grande communauté exclusive et fermée de l'Islam médiéval. Que celle-ci gagne demain à son alliance le Soudan, elle s'insinuera vers l'Afrique Noire, posant partout le problème des relations des musulmans et des païens. Qu'elle s'étende à la Libye et au Maroc, elle aura réalisé le rêve de refermer à son profit la Méditerranée. N'est-il pas à craindre, en effet, que cette Unité de l'Islam que l'on travaille si ardemment depuis trois ans à reconstituer dans les congrès du Pakistan ne ressuscite, en fait, que la vieille communauté islamique du Moyen-Age qui s'isolerait aussitôt pour tenter de recommencer son vieux rêve ? Au continent

fermé et hostile de l'Extrême-Orient, réservé à l'homme jaune, s'ajouterait alors celui de l'Islam, destiné aux vrais croyants, en attendant que se sépare à son tour de l'Occident le continent noir, invoquant contre nous la haine de race. Aucune perspective d'ailleurs que ces systèmes fermés vivent dans l'harmonie. Des conflits latents menacent entre l'Islam et l'Inde, entre les pays d'Islam et d'Afrique Noire mi-païens, mi-chrétiens. En fin de compte nous croyons précaires aujourd'hui les restaurations sous une forme politique des grandes communautés religieuses et ethniques. Leur faiblesse interne les condamne à retomber un jour dans le domaine de la vie pratique sous la domination des deux grands systèmes antagonistes qui dominent aujourd'hui le monde, si bien que toute cette agitation serait vaine à long terme et ne ferait qu'accroître le désordre et que précipiter des sujétions nouvelles.

Nous n'en sommes pas là encore cependant. Cet Islam simplifié et élémentaire n'a pas encore réussi à se débarrasser, par la volonté de ses peuples ignorants et par la naïveté politique de l'Occident, de l'influence de notre civilisation. L'œuvre séculaire de rapprochement que nous avons tentée n'est pas encore ruinée. Les élites modernisées ne sont pas encore éliminées totalement de la conduite des États musulmans. Elles restent un espoir de l'avenir. La fragile digue moderne que constitue en Orient la présence de la Turquie moderne, du Liban à demi chrétien, de l'État d'Israël, joue son rôle, bien qu'elle soit battue par les flots. Deux millions de chrétiens et de juifs peuplent les côtes de l'Afrique du Nord et y maintiennent encore un Islam ouvert au monde extérieur.

L'avenir dépend certes, dans une certaine mesure, de l'habileté et de l'intelligence de nos hommes d'État et

de leurs conseillers. Sauront-ils prévenir les manœuvres politiques, éviter les pièges qui leurs sont tendus, prévenir les coalitions dirigées contre nous et secrètement encouragées par nos ennemis ? C'est le secret d'un avenir assez proche. Les deux années qui viennent en décideront sans doute. Supposons qu'on réussisse à maintenir l'Orient islamique ouvert aux influences de l'Occident, le grand problème des relations fondamentales de l'Islam et de la chrétienté reste alors posé, dans les termes que nous avons déjà évoqués. Tout dépend d'ailleurs, en fin de compte, non pas des forces matérielles en présence, mais des forces spirituelles.

Sur le plan théologique l'avenir de l'Islam se trouve aujourd'hui engagé. S'il est vrai que toute civilisation représente un équilibre entre sa puissance matérielle et technique, l'activité intellectuelle de ses élites et la valeur morale et religieuse de son idéal, il est bien évident que le développement hypertrophique de l'une des formes de vie suppose, pour que des crises intérieures violentes ne surgissent pas, un des progrès correspondants dans les domaines voisins. Le monde de l'Islam qui adopte de plus en plus la civilisation matérielle de l'Occident et qui, par ses élites modernes, se trouve entraîné à accepter nos modes de pensée, doit en même temps réaliser sur le plan religieux une adaptation qui comble le retard des siècles depuis le Moyen-Age jusqu'à notre époque. Bien qu'un chrétien ne puisse sur ce point s'avancer qu'avec prudence, il nous est permis de croire que la civilisation musulmane tout entière ne trouvera des conditions normales d'existence que si ses meilleurs esprits sont capables de repenser d'une manière moderne le message prophétique. La difficulté vient pour eux de ce que le Livre saint lui-même n'a jamais été accepté que comme un tout, dans lequel nul n'a osé séparer l'éternel

de l'éphémère, les vérités essentielles des scories humaines qui sont le souvenir des modes de pensée et de vie du VII° siècle de notre ère. Rien n'indique jusqu'à présent que ce travail délicat puisse être un jour accompli par les musulmans eux-mêmes. Non moins difficile aussi est la tâche qui s'impose aux esprits de notre temps s'ils veulent soumettre la *Sounna,* la tradition prophétique, à la critique historique. Jusqu'à présent les esprits les plus avancés, ceux du Pakistan par exemple, se proposent seulement de rejeter les apports des théologiens postérieurs et de considérer dans un esprit nouveau l'ensemble formé par le Livre et la tradition des premiers siècles. Nous ne pouvons qu'avec sympathie examiner leur effort. Mais nous nous demandons avec quelque scepticisme s'ils seront capables de faire à leur tour et en peu de temps le difficile travail que l'Occident chrétien a pu réaliser depuis quatre siècles sans que nos penseurs aient perdu la foi qui les animait.

L'Islam saura-t-il, d'autre part, encouragé par notre exemple, par l'influence que nous exerçons sur ses meilleurs éléments, faire renaître, sous une forme moderne, une spiritualité profonde? Les quelques mouvements mystiques qui renaissent parfois çà et là sous nos yeux, dans quelques coins perdus du Soudan ou d'Algérie, rallumeront-ils la flamme qui s'éteint? Verrons-nous aussi se développer le souci de séparer le sacré du profane, le temporel du spirituel? Nous avons eu, il y a six mois, la visite à Paris d'un fonctionnaire turc de la direction des Cultes. Il venait s'éclairer sur les méthodes de formation de notre clergé, qui, disait-il, était si digne, si volontairement détaché des affaires politiques de l'État et qui consacrait tout son effort à la seule religion. Il souhaitait s'en inspirer pour l'éducation des fonction-

naires du culte musulman dans son pays. De telles influences se développeront-elles ailleurs ?

Enfin demain des musulmans étudieront-ils notre christianisme social d'Europe si vivant, pour s'inspirer de son action bienfaisante dans les problèmes qui opposent les élites riches et le prolétariat ? On parle déjà dans l'Islam « de la doctrine sociale du Coran ». Saura-t-on la formuler en termes modernes ?

Tout cela, on le voit, dépend de la vitalité de l'Islam. Cela dépend aussi de la nôtre. Si notre christianisme a toujours quelque chose à donner, si ses valeurs mystiques sont intactes, si sa doctrine sociale reste généreuse, si notre foi est forte, si notre intelligence scientifique reste claire et capable de relier l'homme à Dieu, alors, et alors seulement, nous conquerrons, par notre influence bienfaisante, l'amitié et l'estime de l'Islam. Derrière le masque souvent terrible de notre puissance apparaîtra le sourire apaisant de notre sagesse.

Nous disions plus haut que les années qui viennent allaient sans doute décider de l'avenir politique. Mais l'avenir des religions ne s'inscrit pas sur l'échelle des années. Dieu n'est jamais pressé, dans ce domaine, puisqu'il a devant lui l'éternité. Cependant il ne fait son œuvre qu'avec notre aide. C'est pourquoi, dans ce grand drame moderne, il nous demande à nous chrétiens, comme jamais peut-être il ne l'a fait, de savoir allier, dans nos relations avec l'Islam, sagesse, prudence, habileté et, en même temps, foi et charité.

ROBERT MONTAGNE.

LA GUERRE :

SOCIOLOGIE ET HISTOIRE

Il y a quelques mois, le directeur de cette revue, dans un article très éclairant [1], distinguait les *conséquences*, réelles ou supposées, de notre foi chrétienne et les *exigences* de cette foi. Distinction particulièrement féconde lorsque elle s'applique à la question de la guerre et de la paix. Du problème le plus urgent, le plus angoissant de notre temps, le chrétien, en tant que tel, ne possède pas la solution : il faut commencer par le reconnaître — sans doute parce qu'il n'y a pas de solution unique et définitive. Mais le chrétien a le devoir impérieux de rechercher, de toutes ses forces et par tous les moyens que la morale autorise, une issue pacifique à des crises mouvantes et sans cesse renouvelées. *Pas de solution de paix, donc; rien qu'une exigence de paix.*

Si l'on admet ce point (et comment ne pas l'admettre ?), il en découle évidemment que c'est en collaboration avec tous ses frères, avec tous les hommes de bon vouloir que le chrétien doit travailler, sans préjugés, sans paresse. La paix totale ne peut être qu'une œuvre

1. *La Vie Intellectuelle*, août-sept. 1951 : « Chrétiens en France 1951 », notamment pp. 15-17.

quasi unanime. Et aucune autre paix que la paix totale n'est plus concevable aujourd'hui.

Mais la guerre, comme tout événement humain, est lourde de sens, de sens différents voire contradictoires. Par suite, il est plus d'une manière de l'envisager. Et si le point de vue moral n'est pas forcément le plus sûr, le point de vue sentimental est certainement le pire. Ayons l'humilité de recourir à des méthodes plus éprouvées. Quelques ouvrages récents nous en fournissent le moyen [2].

Ces ouvrages se cantonnent, nous semble-t-il, dans deux positions que nous appellerons, pour être bref, *sociologique* et *historique*.

I. — Le point de vue sociologique

Le point de vue sociologique apparaît d'abord comme le plus tentant. Éprouver la guerre dans son cœur et dans sa chair, quand ce n'est même que par l'imagination, est douloureux. L'objectiver, au contraire, est déjà, en quelque manière, s'en délivrer. S'en délivrer et, en la transposant sur le plan de la pensée, entrevoir la possibilité de la vaincre. C'est un peu comme passer de la stérilité de la magie à l'efficacité de la science positive. Le physicien a réussi à enchaîner les forces de la nature. Pourquoi la même opération ne serait-elle pas réalisable à l'égard des forces sociales ?

2. Gaston Bouthoul : *Les Guerres.* Éléments de polémologie (Payot); Roger Caillois : *Quatre essais de Sociologie contemporaine* (Olivier Perrin); Raymond Aron : *Les Guerres en chaîne* (Gallimard); Louis Marlio : *Le Cercle infernal* (Flammarion); Jules Monnerot : *La Guerre en question* (Gallimard); R. P. Fessard : *Paix ou Guerre ? Notre Paix* (Monde Nouveau).

Malheureusement, les gains enregistrés depuis que l'on cultive les sciences sociales semblent minces. Et la question se pose de savoir si notre science est encore trop courte ou si la voie où nous sommes engagés n'offre aucune issue. L'analogie entre les sciences de la nature et les sciences des groupes humains risque de n'être que formelle. Le fait social ne serait-il pas assimilable au fait physique ?

Pour nous former une opinion, il nous faut essayer de suivre des sociologues dans leur travail.

On a, tour à tour, attribué aux guerres des causes politiques et des causes économiques. La croyance à la toute-puissance de ces dernières, naguère encore générale, a subi un net recul — sauf dans les milieux marxistes, bien entendu [3]. La mode porte aujourd'hui vers la démographie, sans toutefois qu'on imagine les causes démographiques exclusives des autres. On les suppose plutôt sous-jacentes aux autres. Telle est l'explication que suggère, sans jamais l'imposer, le gros traité de G. Bouthoul. Cette explication s'étaye sur deux séries d'observations complémentaires.

1° Les guerres, toujours, aboutissent à une consommation anormale, excessive de vies humaines. Ne se définissent-elles pas : *l'homicide collectif, organisé, finalisé ?*

2° L'étude, aujourd'hui suffisamment poussée, des deux cent cinquante dernières années prouve que nos sociétés modernes traversent des phases de déséquilibre démographique, qu'elles souffrent périodiquement d'une

3. V. la critique de R. Aron : *Le mythe léniniste de l'impérialisme* (pp. 63-84); mais L. Marlio écrit : « La cause la plus déterminante des guerres modernes est probablement le *conflit économico-politique...* » (p. 254).

pléthore d'hommes, d'hommes jeunes surtout, à qui elles n'ont plus à offrir ni l'emploi ni la subsistance.

Or, les guerres suivent, avec une régularité troublante, les crises de ce genre. Ainsi, pour ne parler que de l'Europe occidentale, la guerre de Cent Ans suivit l'apogée démographique du début du XIVe siècle. Les guerres de religion et la guerre de Trente Ans succédèrent au maximum, très vite retrouvé, du XVIe siècle. Un peu plus tard, la deuxième moitié du XVIIIe siècle ayant inauguré ce qu'on est convenu d'appeler la « Révolution démographique », les guerres de la Révolution et de l'Empire provoquèrent une nouvelle saignée d'hommes, une « relaxation ». Relaxation de très courte durée.

Sans doute, toutes les poussées démographiques n'engendrent-elles pas des guerres. Nous verrons qu'il existe des substituts possibles. Il n'en est pas moins vrai qu'une grande guerre n'est pas concevable en dehors du climat particulier que crée la surpopulation.

G. Bouthoul parle d'*infanticide différé*. Formule volontairement brutale. Ne nous scandalisons pas trop vite. Des faits cruels nous assaillent. Nous avons le devoir de les analyser lucidement. En un siècle et demi, la « Révolution démographique » a triplé la population européenne, plus que doublé la population mondiale. Or, ces gains s'expliquent moins par la croissance des naissances (régulièrement en baisse à mesure que s'élevait, dans un pays donné, le niveau de civilisation) que par la chute de la mortalité et, précisément, de la mortalité infantile [4]. L'Europe, le monde entier assurent aux nouveau-nés des chances de plus en plus nombreuses de longue survie. Serait-ce donc pour les sacrifier, vingt ou trente ans

4. V. la récente *Histoire de la population mondiale de 1700 à 1948*, de Marcel Reinhard (Domat-Montchrestien, 1949).

plus tard, à l'on ne sait quelle divinité de la guerre? Voici que périodiquement des hommes jeunes sont de trop. Et c'est eux justement que la guerre élimine. Des hommes jeunes — des producteurs, des géniteurs en puissance. G. Bouthoul insiste avec beaucoup de raison sur cet aspect *qualitatif* de la question. On pourrait dire, en d'autres termes, que la « pyramide des âges » offre le plus sûr critère pour juger de l'agressivité d'un État : danger des belles pyramides, à la base large, aux pentes assurées.

Dans cette perspective, la guerre apparaît comme une fonction sociale ou, pis, comme une fonction biologique — « *une fonction de destruction et de dépense,* ou de consommation accélérée ». Elle provoque une nécessaire restriction du capital humain et met fin ainsi à l'espèce d'inflation qui l'avait rendue nécessaire. Suit aussitôt la « relaxation », l'euphorie qui donne l'illusion des problèmes résolus. Ils n'ont pas été résolus mais momentanément supprimés.

G. Bouthoul, rapprochant du fait sociologique de la guerre un fait zoologique, nous fournit une illustration d'un symbolisme cruel :

> A certains moments, certaines espèces animales semblent prises de folie et se ruent en groupes compacts vers une direction commune qui constitue presque toujours un voyage sans issue au bout duquel les attend la destruction de la très grande majorité, souvent même de la totalité du groupe qui a pris part à la migration. (Ouv. cité, p. 518.)

Ainsi font les *lemmings* des forêts du nord de l'Europe environ tous les quatre ou cinq ans.

Symbole? ou, plus que symbole, réalité de même nature? Faisons-nous la guerre? Ou n'est-ce pas plutôt la guerre, épisode banal d'un cycle à répétitions, qui se saisit de nous, qui se fait par nous? Il peut être très

amer de le constater. Mais, s'il en est vraiment ainsi, il peut aussi y avoir là, pour nous, l'occasion d'une libération, d'une « désaliénation », voire d'une solution authentique.

A y regarder de plus près, même sur le plan sociologique, la guerre n'apparaît pas comme fatale. La conjoncture démographique peut créer une prédisposition, un état favorable à l'éclatement de la guerre. Rien de plus. D'autres issues, toujours, s'offrent à « l'impulsion belliqueuse ».

On hésite à nommer ici la famine ou les grands fléaux comme la peste noire de 1347-1349. D'ailleurs, ces calamités sont restées jusqu'à présent étrangères au vouloir des hommes, imprévisibles, excessives souvent dans leurs effets, dénuées de ce caractère institutionnel que G. Bouthoul reconnaît aux guerres.

La guerre civile ne se distingue qu'en apparence. Remarquons seulement que c'est elle qui finit par s'imposer à la nation dont aucune autre n'est plus capable d'équilibrer la puissance — comme ce fut le cas pour Rome ou, pendant des siècles, en Asie, pour la Chine. Dans une moindre mesure, elle menace le souverain (Louis-Philippe, par exemple) qui s'est opposé avec succès à l'aventure guerrière. Mais, guerre civile ou guerre étrangère, nous n'avons rien à gagner au choix.

Dans l'Antiquité, l'esclavage a pu procurer aux sociétés une relaxation démographique. La vie de l'esclave était courte, maigre sa fécondité. En outre, l'asservissement des débiteurs insolvables, « l'exposition » ou la vente d'enfants indésirés procuraient un soulagement direct à la pression démographique. On n'oserait plus ressusciter l'esclavage. Cependant, le prolétariat sous-humain de la grande industrie à ses débuts était-il autre chose qu'un esclavage déguisé, pire peut-être que le vrai

— et qui exerçait la même fonction destructrice et salutaire ?

L'émigration apparaît comme une issue plus souhaitable. On évalue à quarante millions le nombre des Européens qui abandonnèrent définitivement le vieux continent entre 1800 et 1930. Cet exode pacifique et civilisateur, conjugué avec l'essor des techniques et l'élévation du niveau de vie qui en a résulté, explique en grande partie que le XIXe siècle ait été un siècle pacifique entre tous.

De toutes les issues possibles, l'élévation du niveau de vie serait évidemment la plus recommandable puisqu'elle évite un mal par un bien. Son efficacité est indéniable. L'expérience du XIXe siècle l'a prouvé. Indéniable, ce qui ne veut pas dire indéfinie. Il faudrait ici une démonstration. Nous devons nous contenter de deux remarques. 1° Il est devenu nécessaire d'introduire dans nos perspectives économiques la notion de *saturation technologique* [5]. Le producteur peut faire absorber au consommateur des quantités étonnantes de ses produits. Il peut même lui créer toutes sortes de besoins nouveaux. A la longue, une lassitude, un ralentissement de la curiosité et du désir, un refus enfin se manifestent chez le consommateur. 2° Et, avant même que cette limite soit atteinte, le rapport production-consommation, qui implique des cadres institutionnels (féodalité, capitalisme, socialisme, pour nous en tenir à des indications tout à fait générales), se fixe, se durcit et, perdant toute souplesse, menace d'engendrer des crises et la guerre. A moins qu'il n'engendre des crises et la révolution : mais, dans

5. C'est Jean Fourastié qui, à partir des travaux de Colin Clark, a fait connaître en France la notion de *saturation technologique*, « ... phénomène capital de l'évolution économique contemporaine ». (*Le grand espoir du XXe siècle*, p. 48.)

un climat pré-guerrier, quel chef, assez lucide et assez fort, saura conjurer le glissement de la révolution à la guerre civile ?

G. Bouthoul évoque aussi le monachisme. On hésite à le suivre dans cette voie. Le bouddhisme tibétain est loin de nous dans l'espace comme les grandes marées du monachisme médiéval le sont dans le temps. Pourtant, ne tiendrions-nous pas là un type de solution idéale ?

Reste, pour éviter le recours à ces issues plus ou moins hasardeuses, toujours lourdes de risques, la vieille solution malthusienne, disons, plus exactement, la *natalité dirigée,* qui préviendrait le mal.

On y a eu recours dans le passé, par exemple dans le Japon des Tokugawa. Et, récemment encore, le pandit Nehru préconisait la restriction des naissances. Il ne semble pas, toutefois, que les préférences des chefs politiques aillent ordinairement de ce côté. Ce qui se comprend assez bien. Des hommes habitués à juger de tout par référence à un étalon de puissance politique, d'essence impérialiste, pousseront aveuglément aux naissances, seront, comme on dit, *populationnistes*. Le cas de l'Allemagne hitlérienne est significatif à cet égard.

Il n'est pas question ici de prendre parti pour le *birth-control* (comme disent les Anglais), mais d'accorder honnêtement notre attention à une opinion qui se fonde sur un examen sérieux des faits et qu'inspire une intention généreuse. N'oublions pas que pour beaucoup de nos contemporains les aspirations au confort et à la sécurité ont détrôné les aspirations morales de source chrétienne. Et que c'est *avec eux* que nous devons chaque jour repenser le problème de la guerre et de la paix.

Une explication démographique (surtout), comme celle que suggère G. Bouthoul, satisfait, sinon nos aspirations

morales, du moins notre besoin de logique. La sociologie religieuse recourt, elle, à l'irrationnel pour expliquer la guerre. Ainsi fait Roger Caillois dans un remarquable essai qu'il intitule : *Le Vertige de la Guerre.* Pour lui, la guerre, comme la fête, est une manifestation du *sacré,* une irruption violente du *sacré* parmi un ordre social qui s'applique à restreindre de plus en plus sa part.

Chronologiquement, le XVIIIe siècle marquerait, à cet égard, le *renversement* décisif. L'Ancien Régime, en France et en Europe, avait à peu près réussi à humaniser la guerre. C'est un titre d'honneur qui lui a été trop rarement reconnu. On s'est appliqué, au contraire, à dénigrer *sa* guerre, la guerre de sièges, lente, économe, minutieuse, réglée — réglée à la façon d'un tournoi ou d'un carrousel. Or, elle présentait l'incomparable avantage, en raison de sa lenteur et de sa minutie mêmes, de proportionner la dépense militaire à l'enjeu politique.

Tout le mal serait venu de la Révolution française : c'est du moins ce que prétend R. Caillois; et, en vérité, il est difficile de lui donner tort. Rappelons-nous Valmy — et le mot prophétique de Gœthe sur le commencement d'une « ère nouvelle ». Cette ère nouvelle, nous la vivons, hélas! Qui aurait pu imaginer un dénouement aussi paradoxal à l'aventure philosophique des « Lumières » ?

Le processus de ce renversement est cependant assez facile à saisir. Avant 1789, la guerre constituait, au sens propre, une activité *extérieure* de la nation ou, si l'on préfère, une activité complémentaire, un luxe. C'était là affaire de princes. Sauf en cas de péril extrême ou d'invasion, l'artisan restait à son établi, le paysan à sa charrue. Tout change à partir de 1792 et de 1793. La

guerre est devenue pour la nation, plus encore qu'une nécessité, une forme de son être même. La nation, rénovée par la Révolution, sait — ou, du moins, croit — qu'elle joue, dans la guerre, son existence. Et pas son existence matérielle et géographique seulement, mais son existence la plus intime, l'âme qu'elle vient de se forger et qui triomphera ou qui périra selon qu'elle sera victorieuse ou vaincue.

Peut-être un jour quelque historien sans préjugé écrira-t-il l'histoire du patriotisme révolutionnaire. Son contenu mystique apparaîtra alors avec évidence. L'État révolutionnaire, après avoir tenté de soumettre et d'absorber l'Église, finit par vouloir être lui-même Église — par vouloir être pensé, aimé, servi comme une société sacrée seule peut l'être. Le plus grave est que cette crise n'a pas été la crise d'un temps seulement; elle a pour longtemps modelé la subconscience républicaine en France. Lorsque les fondateurs de l'école laïque rejetèrent l'enseignement de toute foi explicite, leur bonne foi n'était pas discutable : ils étaient convaincus que le patriotisme républicain pouvait tenir lieu de toute autre foi.

On voudra bien excuser la parenthèse que nous croyons bon d'ouvrir ici. Plusieurs parmi nos auteurs [6] estiment que l'initiative d'une troisième guerre mondiale ne pourrait aujourd'hui venir que de la Russie soviétique. Cela reste à prouver. Mais ce qui ne peut guère être contesté, c'est qu'une guerre russo-américaine, si elle éclate demain, deviendra vite pour les Russes une espèce de *guerre sainte* [7] et, par suite, une guerre inexpiable.

6. Raymond Aron, J. Monnerot, R. P. Fessard.

7. Lénine notait, en mai 1918 : « Si la guerre est menée par le prolétariat après qu'il a vaincu la bourgeoisie dans son propre pays, si elle a pour objet de renforcer et de développer le socia-

L'Américain défendra son *standard* de vie, une liberté qui fait partie de son confort. Ce ne sont point des valeurs méprisables. Elles peuvent provoquer un homme à de grands sacrifices. Mais le communiste, lui, défendra sa raison de vivre — c'est-à-dire une valeur sans commune mesure, dont le triomphe universel justifie par avance toutes les souffrances subies et infligées, tous les crimes.

1793 avait ouvert la voie. R. Caillois montre comment elle fut suivie, tout au long du XIXe siècle, par les théoriciens de la guerre, tant français qu'étrangers, de Clausewitz à René Quinton, Ludendorff et Ernst Jünger. Et, en même temps que s'élaborait une théorie de la guerre sacrale, le perfectionnement des techniques acheminait la guerre jusqu'à un comble de grandeur et d'horreur [8]. Pour reprendre, après Caillois et Raymond Aron, un mot de Guglielmo Ferrero, la guerre moderne est devenue la *guerre hyperbolique,* c'est-à-dire, à la fois, la guerre pour la guerre et la guerre totale.

Les hommes des Lumières avaient cru éliminer la superstition et le fanatisme et toute leur séquelle de guerres civiles et de croisades. On n'élimine pas une exigence fondamentale de la nature humaine. L'instinct religieux a pris sa revanche, et une revanche qui menace d'être terrible. Au prix d'une importante substitution ou transposition, il est vrai. Au « fanatisme » orienté par une révélation, discipliné par une organisation ecclésiastique, a succédé, sans qu'on s'en rendît d'abord bien compte, un fanatisme diffus, faisant alter-

lisme, cette guerre est légitime et sainte. » (Texte cité en note par le P. Fessard, p. 54.)

8. Sur les rapports des techniques et de la guerre moderne, des renseignements précis se trouvent rassemblés dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage de L. Marlio.

ner, avec de longues périodes de silence et de secret, des explosions redoutables et incompréhensibles[9].

La civilisation est une conquête précaire, et d'autant plus précaire qu'elle est plus haute. On peut, pendant des siècles, réussir à réprimer les « bas-fonds » de l'âme humaine. Dans la pénombre de l'infra-conscience, une vie mystérieuse se nourrit et se gonfle d'un butin étranger à la raison.

G. Bouthoul notait la subversion des valeurs qui caractérise une situation pré-belliqueuse. Mais l'explication principalement démographique qu'il en donnait, ne livrait qu'une part de la vérité. R. Caillois nous invite à creuser plus profond. Il faut voir, dans la guerre, comme dans la fête, « une rupture violente avec l'existence profane ou civile ». La propriété cesse d'être sacrée. Le meurtre, tenu pour le plus grand crime dans la vie courante, devient permis et même louable. La guerre, comme la fête, apporte à l'espèce d'ankylose ou d'asphyxie que provoquent les routines quotidiennes, le remède d'un oxygène pur, vivifiant.

Épisode d'un cycle démographique et économique; célébration solennelle, quasi liturgique d'un retour à la primitivité imprescriptible : ainsi, deux sociologues voient aujourd'hui la guerre. Leurs thèses sont loin d'épuiser l'inépuisable vérité, cela est sûr. Leurs thèses ne sont chrétiennes ni l'une ni l'autre, cela est aussi sûr. Prenons garde cependant qu'il ne saurait s'agir pour nous de les rejeter purement et simplement. Ce serait une double faute.

9. R. Aron précise : « Les mythes, chassés du cosmos par le progrès des sciences physiques, ont cherché refuge dans la nature sociale » (ouv. cité, p. 484).

1° Elles contiennent l'une et l'autre une part de vérité : nous avons essayé de le marquer au passage.

2° On serait tenté, en les rejetant, de recourir à une autre, qu'on croirait chrétienne parce qu'elle s'inspirerait de Bossuet ou de Joseph de Maistre alors que, scientifiquement, elle ne vaudrait pas davantage (moins conforme à une information actuelle, elle aurait même de sérieuses chances de valoir moins) et qu'elle ne serait plus chrétienne qu'en apparence. Qui oserait encore soutenir que le fatalisme providentialiste des *Soirées de Saint-Pétersbourg* fournit *la* solution chrétienne du problème de la guerre ?

Il nous semble que la vérité du christianisme, supérieure aux vérités partielles des thèses sociologiques, consiste à les comprendre toutes afin de pouvoir les dépasser toutes. Dépassement aussi malaisé que souhaitable, ne nous le dissimulons pas. Et, d'abord, assurons-nous de bien comprendre : c'est un minimum d'honnêteté indispensable.

II. — Le point de vue historique

Le premier mouvement du sociologue consiste, nous l'avons vu, à s'abstraire du déroulement de l'histoire humaine. Il s'applique à la considérer de l'extérieur. Le milieu social est étudié par lui comme le milieu physique l'est par le savant. Il y décèle des répétitions, des concomitances. Il déduit des lois. Ensuite, seulement, il songe à utiliser la connaissance de ces lois pour modifier le cours du temps. La sociologie appliquée devient la nouvelle politique, la politique scientifique, seule sûrement efficiente. Qu'il s'agisse là d'un idéal vers lequel on ne peut que tendre, il n'est pas de sociologue sérieux qui

ne le reconnaisse. Cette démarche est tout de même assez caractéristique pour qu'on ait le droit de l'opposer à celle de l'historien. Et l'opposition peut être tenue pour valable dans la mesure, aujourd'hui réduite, où l'historien ne cède pas à la tentation d'être, lui aussi, sociologue.

Quoi qu'on en pense d'ordinaire, l'historien ne veut pas être un pur spectateur. Parce que la *sympathie* commande sa recherche, il est acteur autant que spectateur. Il se défend de survoler le passé, d'en dresser comme la carte. Autant qu'il peut, il y adhère, au contraire. Il l'éprouve à la fois dans son intelligence et sa sensibilité. C'est en lui l'homme agissant, « engagé », qui se met à l'unisson des hommes agissants du passé. Son désir d'action prend forme et force dans la rumination des actions d'autrui. Et, réciproquement, sa réflexion, sa reprise des événements sont orientées par le souci de son action. Homme *dans le temps,* il se sert du passé pour infléchir le présent dans le sens de son désir, de son rêve ou de sa foi.

En bref, l'historien se donne pour tâche de retrouver des présents qui furent, dans le passé qui n'est plus, des présents apparentés à son présent et susceptibles d'éclairer celui-ci. Aussi pourrait-on dire, sans paradoxe, que le présent est l'objet privilégié de sa méditation. S'il en vient à étudier quelque guerre que ce soit, son effort reste toujours polarisé par la guerre présente — celle qui vient de se terminer et celle qui nous menace — par cette guerre présente dont toutes les autres ne constituent plus, en un sens, que des répliques plus ou moins éclairantes, des essais, des approximations. Il sait qu'il n'atteindra point à l'essence de la guerre. Mais il en surprendra peut-être le cheminement, un des innombrables cheminements.

Le sociologue compare les guerres. L'historien est persuadé, quant à lui, qu'elles ne sont point comparables. Il ne leur reconnaît rien de commun que leur nom, pas même une définition. Aussi est-ce à en déterminer l'originalité qu'il s'attache. Tentative apparemment condamnée à la stérilité, presque désespérante. Quelle ligne de conduite adopter, en effet, si la leçon de l'expérience s'avère illusoire? Mais, à défaut d'un principe automatique d'action, son analyse pourra, du moins, procurer à l'historien une meilleure connaissance des conditions dans lesquelles son action doit s'exercer. Le bénéfice est autre. Ne disons pas qu'il est nul.

La stérilité des « leçons de l'histoire » est bien connue. Les chefs d'État qui ont voulu en tenir compte, qui se sont appliqués, en toute conscience, à faire le geste que leurs prédécesseurs auraient dû faire et n'avaient pas fait, ont subi de cruels mécomptes. Qu'on se rappelle des événements récents. Pour éviter les reproches encourus en 1914 par Sir Edward Grey, Neville Chamberlain, en 1939, prit grand soin de faire connaître à Hitler et au monde entier que l'Angleterre se trouverait aux côtés de la France dans quelque conflit où celle-ci serait engagée. Mais c'est de Washington qu'il aurait fallu, cette fois, que vînt l'avertissement! « La constellation présente n'avait rien de commun avec celle d'hier[10]. » De même, en 1945, Roosevelt et Churchill entendirent consommer la défaite militaire de l'Allemagne pour éviter une nouvelle légende du « coup de poignard dans le dos ». Leur résolution, consciencieusement perpétrée, ne servit finalement que les Russes. Aujourd'hui, la politique de Truman cherche à relever l'ennemi vaincu pour l'opposer à l'allié auquel on l'avait sacrifié. L'imagina-

10. R. Aron, ouv. cité, p. 40.

tion se libère si difficilement et si mal des souvenirs qui l'alimentent, qu'il se trouve encore des stratèges anglais pour se confier dans l'insularité de leur pays, dans cette insularité qui les garantit contre les entreprises de Napoléon et de Hitler, mais dont il est douteux qu'elle les défendrait demain contre de nouvelles entreprises, rendues irrésistibles par l'utilisation de techniques inédites.

En histoire, les mêmes causes produisent des effets différents — mais sont-ce vraiment les mêmes causes ? Et, de causes opposées, découlent les mêmes effets : en 1914, l'équilibre des forces antagonistes amena l'amplification hyperbolique de la guerre; en 1940, c'est la supériorité de l'Allemagne, affirmée d'une manière éclatante à nos dépens qui provoqua le même résultat. Tout dépend de la *conjoncture présente* (ou, comme dit encore Raymond Aron, de la *constellation*). Et tel est bien l'objet propre de l'histoire : la conjoncture ou la constellation — un objet essentiellement mouvant d'ailleurs et non dépourvu d'ambiguïté. Et tel est le profit qu'on en peut tirer : une aptitude à lire la conjoncture présente plus grande parce que formée à la lecture des conjonctures passées.

On admet volontiers, aujourd'hui, que l'histoire, si elle n'offre guère de répétitions, suppose une ligne de continuité discernable pour qui sait voir clair, un développement. C'est l'hypothèse de type évolutif, chère aux progressistes et aux marxistes. Pour ses tenants, l'action est, par suite, commandée par la connaissance du passé, du *sens du passé*. Il suffit pour bien agir, c'est-à-dire pour agir efficacement, de se conformer à la ligne directrice qu'on extrapole du passé vers le futur. Il suffit de *se plier à l'Histoire*. — Nous croyons que l'analyse de la notion de conjoncture, que nous allons tenter, infirme

aussi bien les hypothèses *cycliques* que les hypothèses *évolutives*.

Raymond Aron nous fournit l'exemple d'une analyse magistrale de la *constellation présente* [11]. Cette constellation se situerait, selon lui, « au point de rencontre de trois séries ».

La première de ces trois séries pourrait être qualifiée de *géopolitique*. Notre monde, rétréci par les progrès des communications, enveloppé dans le réseau de plus en plus subtil des échanges commerciaux, est en marche vers l'unité. Les vieilles divisions nationales apparaissent déjà comme frappées de caducité. Mais, par l'effet des simplifications successives, deux blocs ont surgi et s'affontent. Leur dualité pourra-t-elle être surmontée autrement que par la guerre et par la subordination du vaincu au vainqueur ?

La seconde série nous ramène, comme l'essai de Roger Caillois, au domaine du sacré. En gros, le monde occidental reste fidèle encore à l'héritage chrétien. Mais l'Asie et la moitié de l'Europe ignorent ou répudient cet héritage comme, d'ailleurs, l'héritage de toutes les religions révélées. Leur préférence va désormais à une « religion séculière » qui promet à tous les déshérités de la terre le salut temporel, une épiphanie historique de la Justice et du Bonheur. On a comparé plus d'une fois l'expansion de cette religion à celle de l'Islam — compa-

11. C'est son livre tout entier qui constitue une analyse de la conjoncture présente. Les ouvrages cités de L. Marlio et de J. Monnerot offrent aussi de semblables analyses, mais beaucoup moins complètes et, partant, moins satisfaisantes. Le premier de ces deux auteurs a surtout retenu le divorce chaque jour accru entre les créations techniques de l'intelligence humaine et la décadence morale et spirituelle de notre temps. Le second, dont le livre tourne un peu trop, à notre gré, au pamphlet antistalinien, n'a voulu voir que la montée du fanatisme communiste.

raison valable dans la mesure où l'on prend soin de ne point la forcer.

Enfin — c'est la troisième série — les techniques modernes appliquées à la guerre et stimulées par elle, ont donné naissance à des « armes de destruction massive ». Depuis Hiroshima et Nagasaki, la « peur atomique » s'est emparée de notre monde. Peur d'autant plus difficile à accepter qu'on croyait avoir, je ne dis pas *vaincu,* mais du moins *domestiqué* la mort [12]. Et peur qui n'est pas, hélas, pour grande qu'elle soit, le commencement de la sagesse. Au contraire.

Marche vers l'unité, vers une unité toute proche et dont un abîme pourtant nous sépare encore; montée d'un messianisme ou d'un millénarisme d'un style nouveau; angoisse de l'homme qui sent sa propre création se retourner contre lui : ces trois séries, jusque-là indépendantes, il appartenait à la guerre de 1939-1945 d'en nouer le faisceau. Ou disons, si l'on préfère une autre image, qu'il fallait, pour en réussir la synthèse, que la guerre leur servît de catalyseur.

C'est la guerre qui a réduit à deux le nombre des candidats à la domination mondiale — qui a fortifié le communisme par l'expérience du triomphe et en a favorisé la diffusion à l'est et l'ouest — qui a accéléré, enfin, les conquêtes de la physique nucléaire. Aucun de ces résultats n'avaient été envisagé par les puissances qui entamèrent la lutte en 1939. Il est très probable même que la connaissance prophétique de l'un d'entre eux seulement, si elle leur avait été accordée, les en aurait détournées. Mais, surtout, la guerre, loin d'apaiser les difficultés et les inquiétudes, a créé les conditions d'une

12. V. le premier des *Quatre essais...,* de R. Caillois : « La représentation de la mort dans le cinéma américain ».

nouvelle guerre qui sera, si elle éclate, une *guerre sainte,* donc une *guerre hyperbolique,* et une guerre qui ne manquera plus d'aucun des moyens (chambres de torture, camps de la mort lente, bombardements atomiques, épidémies et famines provoquées) capables de renouveler la barbarie des âges de fer.

On peut critiquer une telle analyse. Le passé est équivoque, ne l'oublions pas. Elle a du moins le mérite de nous indiquer précisément le point où devra s'appliquer notre effort s'il veut être fécond. Elle peut nous fournir aussi le moyen objectif de nous convaincre que l'issue la plus terrible et, il faut bien le dire, la plus vraisemblable, n'est pas forcément fatale.

Pour qui ne veut croire qu'au déterminisme, qu'à la pesanteur mécanique des événements, il est vrai qu'il ne reste guère d'espoir. L'hégémonie d'un des deux rivaux s'affirmera par la guerre, une guerre inexpiable au point que la civilisation, que l'un et l'autre belligérants prétendront pourtant défendre, s'en trouvera compromise.

Pour qui veut croire encore à la liberté, un petit espoir est permis. Une *marge* tout de même est laissée à notre bonne volonté. Mais ce serait une erreur grave que d'en surestimer l'ampleur. Il nous faut prendre garde que l'alternative *guerre ou paix,* aujourd'hui plus que jamais, est devenue illusoire. D'abord parce que nous sommes déjà engagés dans une *pré-guerre* — ou guerre froide ou guerre fourrée, comme on voudra l'appeler. Ce qui subsiste de la paix est à la merci d'une imprudence ou d'une faiblesse. Il est temps de mesurer nos gestes, de contrôler nos sentiments. C'est se flatter beaucoup que de croire qu'on peut toujours choisir la guerre ou la paix. C'est ignorer cette notion de marge que révèle l'analyse de la conjoncture. Vouloir LA paix est simple assurément et séduisant — mais vain aussi longtemps

que l'aspiration représentée par ce mot de paix ne s'est pas incarnée dans un idéal concret et à peu près réalisable. On ne peut vouloir vraiment qu'une certaine paix, c'est-à-dire qu'un certain ordre de choses, exclusif des autres ordres possibles. Vouloir, sous le nom de paix, la non-guerre, c'est ne rien vouloir du tout et c'est se résigner à être le jouet des autres, de ceux qui veulent une certaine paix, avec toutes les contradictions et les risques que la particularisation comporte, y compris, justement, le risque de guerre.

Ainsi, les limitations apparaissent avec évidence. La paix de la seconde moitié du XXe siècle, si nous la gagnons, ne sera ni la paix romaine, ni la paix chrétienne du moyen-âge, ni même la paix capitaliste, précaire mais réelle, du siècle dernier; ce sera une paix qu'il nous appartient d'inventer, d'inventer rapidement et en fonction de la conjoncture, et qui devra sans doute beaucoup moins aux principes qu'à une honnête considération du possible. Il est fou et probablement dangereux d'espérer autre chose qu'une paix de compromis, malaisée à faire et toujours à refaire.

Oui, les libres volontés des hommes arrachent le futur à la conjoncture présente. Encore faudrait-il savoir dans quelle mesure elles sont libres : c'est là une première difficulté — qui dépasse le champ de cette étude. Ces volontés, d'ailleurs, ces volontés *au pluriel,* sont divergentes et contradictoires. L'étude de l'histoire révèle un décalage redoutable entre chacune d'elles et le destin que, toutes ensemble, elles élaborent. Plusieurs manières de vouloir la paix — et notamment des paix de contenus positifs différents — peuvent composer une manière de s'acheminer à la guerre. Voici une difficulté supplémentaire. Toutes les volontés ne pèsent pas du même poids dans la balance de l'histoire. Il y a les volontés des chefs

et les volontés de tous les individus qui se fondent (mais comment ?) dans ce qu'on est contenu d'appeler les masses. On connaît mal le rapport qui unit les uns aux autres, rapport essentiellement variable selon les régimes politiques, le tempérament et les traditions des peuples, les structures sociales, l'usage qu'on fait de la propagande, la place que tient la religion. Dans l'analyse de cette contagion mystérieuse qui court du haut en bas et du bas en haut de la hiérarchie politique et sociale, la raison ne risque-t-elle pas de perdre pied ? Il y avait certainement, en Hitler, à la fois un magnétiseur de foules et un médium. On a beau jeu pour dénoncer l'imposture de la dictature du prolétariat en Russie soviétique. Il nous serait plus utile de découvrir où s'embusquent la ruse et le mensonge, où achoppent les bonnes volontés dans nos démocraties occidentales.

Cette analyse de la conjoncture nous amène à poser le problème de l'intention et du rôle joué par elle. Il n'est assurément ni simple ni négligeable. Pour l'examiner un peu plus à l'aise, prenons le cas, d'une simplicité toute relative, du dictateur. Face à la menace de la guerre montante, demandons-nous : *que veut Staline ?* Si l'on répond la coexistence pacifique des régimes socialiste et capitaliste, la paix n'est plus à faire, elle est faite. Si l'on répond, au contraire, réaliser le vieux rêve de domination des tsars, alors le pire est à craindre. Mais il est infiniment probable que l'on se méprend dans les deux cas, et que la vérité est autrement complexe.

Nous nous aiderons une fois encore d'un développement de Raymond Aron[13]. Sous quelques réserves, il nous paraît valable. Il nous permettra surtout de saisir,

13. Ouv. cité, chap. XIII : « Staline et l'ombre de Trotsky ».

en gros, ce qu'on pourrait nommer *la dialectique de l'intention.*

Que le marxisme-léninisme ait toujours nourri des ambitions universelles, cela n'est guère contestable. Si Lénine lui-même, en 1922, en vint à concevoir un repli momentané du socialisme, c'est seulement qu'il sentait le besoin d'une pause pour consolider l'œuvre déjà accomplie. Ne convenait-il pas, d'ailleurs, conformément aux leçons de Marx, de laisser à l'Occident capitaliste le temps de pourrir un peu plus, de consommer sa ruine ? En 1928, Staline liquidait Trotsky, le champion irréductible de la révolution mondiale. On a le droit de penser qu'au moment où il devenait ainsi le seul maître, il s'était sincèrement rallié à l'idée de la coexistence des régimes rivaux. Et sa volte-face de 1939, le pacte germano-soviétique, donnent bien à penser qu'il voulait avant tout préserver de la menace hitlérienne la patrie du socialisme au risque d'accentuer un peu plus encore son isolement.

On dira qu'une telle attitude n'était et ne pouvait être que provisoire. Cela est sans doute exact. Mais l'histoire quotidienne, à ce compte, ne se nourrit guère que de provisoire. Les longues idées servent surtout à forger de bonnes consciences. Et les philosophes ont beaucoup trop tendance à dédaigner les actions, qui ne s'inscrivent, c'est vrai, que dans des perspectives provisoires, pour ne s'intéresser qu'aux longues idées, dont la belle permanence est très souvent stérile. L'idée proprement historique c'est l'idée qui s'est incarnée et, du même coup, dévoyée, l'idée trahie par sa compromission avec le réel; mais c'est aussi l'idée devenue motrice, fécondée par la traversée du réel. Le commerce de l'intention et de l'action sans cesse infléchit la première dans un sens imprévisible, mais, ce faisant, il la fortifie et l'enrichit de manière indéfinie. Car l'imagination pratique est

fort courte : la mémoire l'oriente ou l'appâte; mais c'est l'expérience qui l'entretient et la développe.

C'est pourquoi, d'un point de vue strictement historique, on peut dire que Staline, en 1939, était converti à un communisme national. La guerre ou, si l'on veut, les fautes de ses alliés occidentaux[14], lui ont révélé la possibilité de reprendre et mener à bien l'aspiration universaliste des premiers bolcheviks, de se réhabiliter ainsi au regard du marxisme le plus orthodoxe et le plus exigeant et d'infliger à la mémoire de Trotsky un suprême démenti. On comprend qu'il exploite à fond la conjoncture. Mais, encore une fois, c'est celle-ci qui a redressé l'intention. Redressement très imparfait, d'ailleurs. Il y a loin des espoirs messianiques originels à la tentative de domination qui s'esquisse sous nos yeux.

Le dictateur heureux apparaît donc surtout comme l'homme du possible. Loin de forcer les circonstances, son art consiste à s'y plier et à en tirer le maximum. C'est le succès et l'échec qui toujours le guident, si souple et plastique est son intention. On se trompe quand on en fait l'homme d'un système[15]. Si l'on nous permet une comparaison, rappelons que Napoléon Bonaparte a pu longtemps passer aux yeux de l'Europe pour le soldat de la Révolution alors qu'il fabriquait en réalité, dans la collaboration quotidienne du réel, et son rêve et

14. Voir, sur ce point, les arguments de R. Aron, ouv. cité, pp. 55-62.

15. C'est ici, évidemment, que nous nous séparons du P. Fessard. Et la raison bien simple en est que le P. Fessard se place sur le terrain *moral* des principes tandis que nous essayons de nous maintenir sur le terrain *historique* de la conjoncture. Nous ne croyons pas à la *nécessité* d'une option pour le chrétien — ni pour quiconque. Il nous semble avantageux, au contraire, que la conjoncture, où les principes doivent trouver leur point d'application, au lieu de se durcir sous l'effet de nos prises de position, conserve un maximum de souplesse.

son aventure, l'un et l'autre étroitement mêlés. Robespierre répondrait mieux sans doute à l'idée qu'on se fait du chef monomane; mais Robespierre a échoué et, en vérité, n'a jamais été un véritable dictateur. Il ne faut surtout pas que la propagande fasse illusion : son rôle est de mobiliser les forces psychologiques en vue de l'action, non de diriger cette action. Les projets divulgués des dictateurs ne sont jamais tellement à redouter; mais, de leur dynamisme, tout est à craindre. On parle d'impérialisme. Qu'est-ce? sinon la force d'expansion qui émane d'un chef ou d'un régime, qui en vient à posséder tout un peuple — une force plus qu'aux trois quarts aveugle. L'histoire s'élabore dans les ténèbres.

Que veut Staline? nous demandions-nous. Cette question a-t-elle seulement un sens? Il veut — et ses partisans, comme lui, veulent — mettons *une sorte de plus-être*. Un tel vouloir est passible de bien des formes, pacifiques et belliqueuses. Il n'est pas question de nier que le programme marxiste-léniniste, déjà revu par Staline, d'ailleurs, ne conserve toujours à ces formes une unité apparente et comme une tonalité commune — assez vagues à y bien regarder. Une fidélité plus grande à l'esprit initial sera acquise si les résistances des hommes et des choses sont faibles. Il est peu probable qu'elles le soient. Le monde, aujourd'hui total, constitue une pâte lourde à brasser.

C'est ainsi seulement que les intentions réussissent à féconder la conjoncture, celle-ci infiniment complexe et toujours ambiguë, celles-là mal assurées et contradictoires, et qu'elles fondent l'histoire.

Il n'en reste pas moins vrai que l'entrée en guerre suppose toujours le franchissement d'*une espèce de seuil*, seuil sacré, fatidique, pour qui considère les choses de très loin, mais seuil auquel l'homme politique se laisse

acculer presque sans s'en rendre compte et qu'il finit par sauter bon gré mal gré. Or, ce seuil une fois franchi, la marge laissée à la liberté s'amenuise singulièrement. Dans la guerre triomphe le mécanisme de la pure conjoncture. Les intentions, les mauvaises comme les bonnes, s'y noient. Les lois qui régissent le monde de la guerre semblent s'apparenter beaucoup plus aux lois physiques qu'à des lois psychologiques ou sociologiques. L'espèce humaine, dans la guerre, se ravalerait au niveau des abeilles et des fourmis.

Sombre était le diagnostic des sociologues. Celui des historiens ne l'est-il pas davantage encore? La guerre n'aurait que des causes immédiates — ou, du moins, les causes dites lointaines ou profondes n'y seraient reliées que par des chaînes d'événements trop hasardeuses pour être jamais contraignantes. Un faux-pas suffit à y précipiter; des efforts surhumains n'arrivent pas à en sortir. En somme, le salut de la paix relèverait surtout de l'habileté des diplomates et de la sagesse et de la prudence des peuples. La conclusion n'est pas neuve, sans doute. Mais à toujours rêver mieux, le fait est qu'on avait fini par la perdre de vue. En contrepartie, l'historien acquiert la certitude que la guerre n'est jamais fatale. C'est un bénéfice appréciable. La guerre n'est pas fatale, mais insidieuse comme la maladie, et cent fois plus absurde. Seule en garantirait, non pas seulement la conversion des élites, mais la sainteté des dirigeants, sinon la sainteté de tous, une sainteté héroïque, proprement impensable.

III. — Le chrétien en croix

J'ai connu des pacifistes. Quand ils m'ont parlé, mal-

gré toute la sympathie que je leur portais, je me suis senti — et, peut-être, m'ont-ils senti — fraternel et différent. Et voici ce qu'aujourd'hui je voudrais leur répondre pour ma justification — et sans doute pas pour la mienne seulement.

Les promesses que Dieu nous a faites et qui doivent se réaliser dans l'histoire ne sont ni nombreuses ni explicites. Elles sont contenues dans quelques textes de l'Écriture inspirée : j'ai nommé l'apocalypse synoptique et l'apocalypse johannique. A lire très honnêtement ces textes, on ne voit pas que l'humanité doive en avoir fini de sitôt avec les guerres. « Lorsque le Fils de l'Homme reviendra... », tout donne à croire que c'est la guerre encore qu'il trouvera. Notre religion, sur ce point, n'est pas optimiste. Et les hommes des « Lumières », qui le savaient, n'avaient pas tort après tout de chercher ailleurs les temporelles consolations qui leur paraissaient nécessaires à l'humanité et à sa bonne marche. Certes, le triomphe est promis au chrétien. Mais l'épreuve aussi, l'épreuve d'abord. Et comment penser l'épreuve dans un contexte atomique ou bactériologique sans que l'espérance défaille ?

Mais, d'autre part, rappelons-nous : « Bienheureux les pacifiques car ils seront appelés enfants du Très-Haut. » Les *pacifiques* : là encore, l'équivoque n'est pas permise. Être pacifique, ce ne peut pas être se résigner à la guerre; c'est indiscutablement la refuser de toutes ses forces. Nous nous devons tout entiers à la Paix, à la paix terrestre, d'abord, qui esquisse et préfigure la paix céleste, et déjà, en plus d'une manière, participe d'elle.

Travailler à éviter la guerre sans penser qu'on puisse jamais que la retarder d'un peu de temps, tel est donc

le lot du chrétien. Nous savons que nous n'abolirons pas la guerre. Peut-être hâterons-nous la fin des temps.

MAURICE CRUBELLIER.

A NOS AMIS, A NOS ABONNÉS

De divers diocèses on nous rapporte que des jeunes prêtres seraient très désireux de recevoir et de lire régulièrement *La Vie Intellectuelle*. Mais le prix en est trop élevé pour eux; chacun sait les sommes dérisoires que touche un jeune prêtre pour assurer son existence. Pourtant il est bien évident qu'une revue mensuelle attentive à la suite des événements peut être d'une grande aide pour le ministère et la réflexion de prêtres trop souvent isolés. C'est beaucoup en songeant à eux que nous travaillons. Aussi serait-il désolant que pour une simple question d'argent ces prêtres soient privés de la revue. Nous leur demandons de nous écrire simplement et de nous dire ce qu'ils peuvent offrir pour leur abonnement annuel en soulignant que cet apport peut être *extrêmement minime*. Si nos lecteurs laïcs connaissent des prêtres que seule la question financière empêche de s'abonner, qu'ils leur fassent part de façon très pressante de notre offre afin que ces prêtres nous écrivent. Leur lettre n'est d'ailleurs requise que pour nous rendre certains que la Revue les intéresse.

A cet appel nous sommes bien obligés d'en ajouter un autre. On sait combien la Revue a de mal à boucler son budget, aussi ne pouvons-nous faire cette offre que grâce à l'aide et au dévouement de nos amis. Nous ne pouvons rien que par nos amis. Nous ouvrons donc une caisse spéciale qui sera alimentée par eux. Déjà un de nos plus anciens lecteurs vient de nous adresser dans ce but trois mille cinq cents francs. Nous remercions d'avance tous ceux qui voudront joindre leur aide à la sienne et permettre à de nombreux prêtres de France de lire régulièrement *La Vie Intellectuelle*.

L'INSURRECTION AU MOYEN-ORIENT : SA FORCE, SES FAIBLESSES

Les puissances occidentales, particulièrement la Grande-Bretagne, avaient mis au point au Moyen-Orient un système de domination qui, depuis un an surtout, subit des secousses répétées. Des dynasties, tenues fidèles par des intérêts financiers communs, le souvenir de services rendus, les honneurs, les dignités, laissaient contrôler leur politique étrangère, se prêtaient aux accords diplomatiques, dans un respect tout formel de leur indépendance. L'attachement des populations pour le principe monarchique, les simulacres de démocratie parlementaire, la force traditionnelle de la hiérarchie sociale, permettaient alors à la puissance étrangère d'implanter sans heurts son économie et même souvent de tenir des bases militaires.

Dès le premier choc, en Égypte, le roi Farouk joua, avec toute la prudence que les circonstances lui imposaient, le rôle qui lui était assigné. Tour à tour, il appelait au pouvoir le Wafd, les Saadistes, les remplaçait par des membres de son entourage, des hommes forts du Palais. Pourtant, le traité anglo-égyptien de 1936 était dénoncé unilatéralement et la tension entre la Grande-Bretagne et l'Égypte augmentait chaque jour. Le dernier effort sérieux pour concilier les forces contraires fut la désignation à la présidence de Sirry Pacha. De fait,

celui-ci, respecté par les partis et par l'armée, à Londres comme à Washington, populaire au Soudan, paraissait seul capable de restaurer la situation. Il appartenait à cette catégorie d'hommes d'État qui, sans être le moins du monde favorables au Wafd, se refusaient à l'exclure systématiquement de la vie politique égyptienne. Dès sa prise de pouvoir, il levait les mesures d'exception qui frappaient les principaux leaders. Son renvoi fut la plus fatale erreur du roi qui, dès lors, ne pouvait plus entraver le cours des événements. Hilaly Pacha, à peine nommé, devait en effet céder le pas au pouvoir militaire, et le 26 juillet dernier, le roi, sous sa pression irrésistible, abdiquait et quittait l'Égypte. Ainsi accédait à la direction des affaires une armée à laquelle les événements du Caire, de janvier dernier, avait révélé déjà qu'elle restait au fond l'unique arbitre de la situation. Pour avoir seule pu sauver le roi, l'armée savait aujourd'hui qu'il ne dépendait que d'elle.

Alors que s'écroulait en Égypte le savant édifice britannique, qu'un avenir nouveau s'ouvrait, le chah de Perse, comme son confrère Farouk, passait par des moments difficiles. Dans un loyal sursaut, il faisait appel à M. Ghavam es Sultaneh, dont on pouvait croire le prestige grand pour avoir sauvé son pays du démembrement après la première puis la seconde guerre mondiale. M. Ghavam, espérait-on, trouverait une formule qui tiendrait compte aussi bien des intérêts iraniens que de ceux de la société pétrolière britannique. Mais les troubles ne tardaient pas à éclater de nouveau et, le 23 juillet, M. Mossadegh, triomphateur à La Haye où la Cour de justice se déclarant incompétente refusait de statuer sur le fond, plébiscité par le Parlement, soutenu par l'enthousiasme général, revenait au pouvoir porté sur les épaules du peuple. Que restait-il alors du chah, battu, humilié, auquel l'interdiction était même faite de recevoir les diplomates étrangers sans le consentement préalable de son premier ministre? Il en restait peu de

chose, et bien moins encore si le Dr Mossadegh n'avait dû son succès qu'à lui-même. Mais ses alliés du parti Toudeh, crypto-communiste, n'étaient pas sans l'inquiéter, et le chah pouvait être un utile contrepoids, à ménager pour l'instant. Ainsi, paradoxalement, en Iran d'où la Grande-Bretagne avait été chassée, quelques vestiges subsistaient qui avaient fait sa force, alors qu'en Égypte les troupes britanniques stationnaient toujours le long du canal de Suez, tandis que le système politique qui les avaient favorisées était complètement écarté.

A ces deux pays ne s'arrête pas la vague rénovatrice. La Jordanie elle-même pose des problèmes. Ils remontent à l'assassinat, voilà plus d'un an, du roi Abdallah. Tout, jusqu'alors, allait fort bien dans ce royaume créé par la Grande-Bretagne, et qui lui devait encore la récente annexion de la Palestine arabe. Abdallah était reconnaissant et d'autant plus soumis que la nouvelle conquête de populations évoluées lui suscitait quelques difficultés. La Grande-Bretagne y trouvait encore l'avantage d'un retour partiel dans l'ancien mandat palestinien, qu'elle avait dû abandonner devant la victoire juive. L'héritier d'Abdallah était peu sûr, et après quelques hésitations les Anglais ne s'étaient résignés à le voir monter sur le trône que pour ne pas s'opposer trop ouvertement à la coutume. Mais Talal, abandonnant les traditions hachémites, était devenu, chaque jour davantage, plus pro-égyptien et, pour ces motifs politiques comme pour des raisons de santé, était mis en demeure d'abdiquer, le 12 août, en faveur de son fils Hussein. Certes, l'actuel premier ministre, Aboul Houda, mène avec succès une prudente politique d'équilibre. Mais le sceptre britannique sera-t-il aussi assuré entre les mains du jeune roi Hussein Ier, d'autant que l'atmosphère générale d'agitation vient, ici aussi, de contraindre à l'abolition de tous les titres de noblesse ?

Non loin de là, dans un Liban républicain mais fort conservateur, où des intérêts anciens semblaient ne pou-

voir être mis en cause, la crise bat son plein et, le 9 septembre, le cabinet Sami Sohl a démissionné. C'est l'aboutissement d'un malaise que M. Sami Sohl a vainement essayé d'apaiser par des concessions incessantes. Le mouvement revendicatif est mené par une opposition chrétienne, intellectuelle, par le bloc socialiste de M. Kamal Joumblat, le tout en dehors des cercles d'influence britannique. Il a débuté par les manifestations d'une presse avide de plus de liberté, s'est poursuivi par des réunions semi-insurrectionnelles dans la montagne chrétienne, alors que le gouvernement, qui vient d'être déposé, se réfugiait dans le Sud. Des réformes immédiates étaient exigées et certains disent déjà que, pour purger une corruption trop évidente, le Liban, lui aussi, attend son Neguib.

L'inspiration commune des mouvements révolutionnaires, dont les centres sont en Égypte et en Iran, semble être le souvenir d'Ataturk. Comme dans le kémalisme, un grand rôle est réservé à l'armée, à la fois promoteur de progrès social, de renouvellement économique et restaurateur de l'indépendance nationale. Les instruments de la démocratie parlementaire sont abandonnés pour l'instauration d'une démocratie véritable, après une période de dictature plus ou moins prolongée. Les développements récents en Syrie répondent tout à fait à cette définition. Le colonel Chichakli, resté jusqu'ici dans la coulisse, assure dès maintenant à la fois la présidence de fait du conseil et les fonctions de chef de l'état-major de l'armée. Il sait bien ce qu'il représente, à quoi il se rattache, se reconnaît dans le général Neguib qu'il félicite très chaleureusement. L'ultime coup d'éclat de celui-ci, le renvoi du président Maher, accentue encore la similitude entre les événements actuels et ceux qui présidèrent à la fondation de la Turquie moderne. Est bien dictateur, le militaire qui élimine le civil Maher pour la seule raison « qu'il faut concentrer les pouvoirs en une

seule main », et prend dans son ministère deux représentants notoires du parti ultra-nationaliste : Fathi Radouan et Noureddine Tarref. Est bien dictateur, le militaire qui, profitant du prestige de l'armée, accru par la victoire sur Farouk, maintient auprès de lui un conseil de douze officiers, dont l'influence est prépondérante. Le général Neguib a bien trouvé chez Kemal Ataturk le modèle de ses déclarations aux soldats et aux paysans, l'initiative d'une réforme agraire, et le courage d'abolir, pour saper les tendances rétrogrades, les titres de pacha et de bey. Chez lui encore il a trouvé l'idée d'un parti unique, vers lequel on tend maintenant, puisque le Conseil d'État décidera souverainement de la dissolution des groupes « entachés de corruption ». Pourtant, le général devrait s'aviser qu'en deux points la situation, en Égypte, diffère de celle que connut son prédécesseur en Turquie. Contrairement à celui-ci, le général trouve en face de lui une coalition restée puissante (malgré les dernières arrestations), où s'agglutinent pour l'agitation les éléments d'extrême gauche, syndicats communistes ou para-communistes; la gauche wafdiste, beaucoup moins compromise dans les prévarications que ses grands leaders; les partisans de l'ancien roi, qui disposent de fonds importants; une partie des grands propriétaires fonciers, des pachas. J'entends que ceux-ci, affublés de l'épithète de B.O.F. pachas, sont bien mal vus. Mais après tout, le roi a déjà servi de bouc émissaire en prenant tous les péchés sur son dos. Toute la bande s'est lancée dans une surenchère démagogique contre les Anglais, où le Wafd est à son affaire. Le traité anglo-égyptien de 1936 fut dénoncé par un gouvernement Wafd, que présidait Mustapha Nahas, seul des leaders en vue à n'avoir pas été arrêté. L'autre différence, entre la situation en Égypte et celle de la Turquie kemaliste, est que Neguib, dans une contrée plus pieuse que la turque, est obligé de chercher appui chez les Frères mulsulmans. Ceux-ci, plus nombreux et mieux organisés

que le Wafd, comptent environ cinq cent mille militants. Des épreuves communes ont créé une alliance de fait entre militaires et Frères. Des bataillons de Frères volontaires ont lutté pendant la « guerre sainte » de Palestine, auprès des meilleurs éléments de l'armée. Mais, nonobstant les déclarations modérées de Hassan el Hodeiby, les Frères ne vont-ils pas créer des obstacles en politique intérieure par les exigences d'un intégrisme musulman, comme en politique extérieure par le souci de protection des croyants ?

Selon certains bruits, l'armée jouerait sous peu un rôle plus marqué auprès du Dr Mossadegh, et précipiterait ainsi l'évolution vers une dictature militaire. La différence resterait pourtant sensible entre les atouts que tient en mains l'actuel président et ceux que possédait le grand rénovateur turc. L'argument principal, dont le Dr Mossadegh tire les meilleurs effets à l'étranger, est l'épouvantail communiste. Il le manie savamment, certains prétendent même que quelques manifestations d'extrémistes ont été soigneusement provoquées par les brimades des partis adverses. La tolérance accordée aux excès des nationalistes, incendies d'immeubles communistes par exemple, n'aurait pas d'autre signification. A vrai dire, la présence de l'U.R.S.S. à la frontière, sa pénétration en Azerbaïdjan où la population rurale, réduite à une pénible condition par l'atroce oppression des grands propriétaires iraniens, l'accueille favorablement; l'atmosphère tendue et complice de Tabriz; l'aspect général de misère dans ce royaume de crève-la-faim où trois pour cent seulement des terres cultivables sont mises en valeur, suffiraient bien à créer l'inquiétude. Elle ne manque pas chez les Américains, continuellement alertés par leur ambassadeur Henderson. Sur son incitation, M. Truman a été jusqu'à promettre dix millions de dollars d'aide financière et à donner sa caution à la dernière proposition britannique. Bien que la victoire économique soit déjà acquise à l'Amérique

(le pétrole iranien à bas prix n'inonde plus les marchés mondiaux, et toute reprise d'exploitation serait plus onéreuse), l'Amérique laisse tomber chaque jour davantage, pour des motifs politiques cette fois, les intérêts de la compagnie pétrolière. Une dernière proposition cédait tout à l'Iran, l'indemnisation de la société étant laissée à l'appréciation de la Cour de La Haye, prise comme arbitre. Si les Anglais tentaient de résister, quelque émissaire officieux des intérêts privés américains, comme M. Jones de la *Cities Service Corporation*, viendrait leur couper l'herbe sous les pieds pour les mettre à raison. Entre temps, l'inquiétude gagne les Anglais eux-mêmes. Récemment, fait sans précédent, un cabinet britannique se consacrait, en réunion plénière, à l'unique problème iranien. Le grave *Manchester Guardian*, jusqu'ici réticent, écrit : « Tous les efforts de la démocratie britannique en Iran doivent avoir pour objectif de convaincre les Iraniens qu'ils peuvent compter sur l'aide britannique afin d'améliorer leurs conditions de vie. » Voilà la force du Dr Mossadegh, d'autant plus grande que son peuple, qui n'avait pas profité des livres sterling du temps où elles abondaient, ne le presse pas. Pour ce peuple, si cela ne va pas mieux, cela ne va pas plus mal. La stagnation actuelle ne le touche guère, tandis que les succès de prestige le flattent, lui donnant l'impression que les Occidentaux ne sauraient se passer des peuples d'Orient. Mais le même Dr Mossadegh est faible en face de M. Kachani, leader politico-religieux des plus fanatiques, élu président du Parlement iranien quinze jours après le retour au pouvoir du docteur politicien. De ce poste, M. Kachani étrangle M. Mossadegh, l'obligeant à s'aligner sur ses plus surprenantes revendications. C'est à son influence qu'on doit l'étrange réponse de l'Iran aux dernières propositions britanniques : les Iraniens, tout le reste leur étant accordé, accepteraient l'arbitrage de la Cour de La Haye pour la fixation des indemnités, à condition que la société pétro-

lière formule d'abord ses exigences et que l'Iran ait consenti que celles-ci soient portées devant les juges. Autant dire, que les Iraniens soient juge et partie. Dans ces conditions, à moins que l'événement militaire auquel nous faisions allusion n'intervienne avant la prochaine session de la Majlis, aucun accord n'est en vue.

Quelles réalisations apporteront aux milieux populaires déshérités ces programmes, ces déclarations, les mesures prises elles-mêmes pour un renouveau économique et une meilleure distribution des richesses? En Égypte, les promesses ne manquent pas de réformes draconiennes rapides, et l'élimination de Maher signifie, affirme-t-on, l'abord d'une période franchement révolutionnaire. Un ministère est créé pour les affaires rurales, à la tête duquel se trouve M. Ghali, la vice-présidence revenant à Soliman Hafez, théoricien de la réforme agraire. Celle-ci est adoptée, sans plus de retard, le 9 septembre. Elle limite à quatre-vingts hectares la propriété foncière individuelle. Cette mesure, qui paraît effectivement draconienne, l'est pourtant infiniment moins à y regarder de près. Cinq cent mille hectares se trouveront seulement lotis, à partager entre un million d'individus, quinze millions de fellahs restant privés de terre. Bien plus, toutes les superficies supérieures à la limite seront réquisitionnées dans cinq ans seulement, les propriétaires de plus de quatre-vingts hectares pouvant, dès maintenant, s'arranger avec leurs enfants pour réduire la part qui tombe sous le coup de la loi. Cette part sera fort bien payée du reste, et le barème est très avantageux. Tellement avantageux, que les milieux officiels se préoccupent des crédits nécessaires, envisagent de solliciter un prêt de la banque internationale, les plus pessimistes suggérant que de plus longs délais devront être pris. L'esprit même de la réforme n'est d'ailleurs pas de spolier, mais de forcer les capitalistes à réinvestir leurs avoirs dans l'industrie. Cette préoccupation de l'économie

générale est bien saisie par les grands propriétaires fonciers, qui assiègent le gouvernement de remarques pertinentes sur la baisse de production cotonnière que ne manquera pas de provoquer la réforme. Entre toutes ces sollicitations, et l'opportunité de jeter du lest pour satisfaire les jeunes Égyptiens extrémistes, il y a bien place pour une entente tacite avec les grands propriétaires. Entre temps, le général déclare que « réforme ne signifie pas anarchie », et les paysans sont invités à s'acquitter de leurs fermages. L'anarchie ne risque pas de s'instaurer dans l'industrie non plus, et l'association capital-travail, envisagée, évoque des mesures modérées aux yeux des Français avertis. D'ailleurs, l'énergique répression des troubles ouvriers de Kafr el Dawar, leurs instigateurs ont été pendus sans délai, achèverait de rassurer qui se serait inquiété. Ce ne semble pas être le cas de M. Aboud, magnat de l'industrie égyptienne, administrateur, entre autres innombrables conseils d'administration, des filatures Misr, lequel accordait récemment à un journaliste parisien un interview euphorique sur les événements d'Égypte. Une fois de plus, l'association nationalisme et socialisme tournerait-elle en mystification du second par le premier ? En Iran non plus, jusqu'ici, les populations laborieuses n'ont profité des dispositions nouvelles. A la misère habituelle est venue s'ajouter une crise économique générale, due à l'arrêt du raffinage, au blocage de la zone sterling. On signale encore la fermeture d'une nouvelle usine de textile, qui met mille ouvriers à la rue. Un homme pauvre sortait l'autre jour une piécette de monnaie de sa poche : « Voilà ce que j'avais avant Mossadegh, disait-il, voilà ce que j'ai encore maintenant. »

La compensation attendue, par les patients peuples du Moyen-Orient, est une indépendance nationale plus grande, la satisfaction d'un prestige retrouvé. Le général Neguib est-il mieux placé pour atteindre ces buts que n'était Nahas Pacha ? On peut se poser la question,

en constatant l'isolement dans lequel le général se trouve après avoir écarté les anciens partis politiques. De plus, le revenu national de l'Égypte est d'environ sept cent cinquante millions de livres, ce qui représente trente-six mille francs annuellement par habitant. Pour que ce revenu soit doublé, il faudrait, d'ici cinq ans, investir quinze milliards de livres. Sans compter les sommes nécessaires au démarrage de la réforme agraire, on voit combien l'apport étranger est indispensable au relèvement du pays. Le général ne cache pas d'ailleurs quels sont ces besoins, et s'attache à rassurer les capitalistes occidentaux en garantissant la sécurité des investissements, qui seront placés sous la protection de l'État. Neguib va même plus loin, et réalise subitement un projet ancien en autorisant la constitution en Égypte de sociétés anonymes où les actionnaires étrangers pourront être majoritaires. Mais la différence essentielle, avec les gouvernements précédents, est que celui-ci repose sur le prestige de l'armée, et qui dit armée dit armes. De ce besoin non plus, le général Neguib ne fait pas mystère : « Les intérêts nationaux et les besoins de l'armée, déclare-t-il, vont de pair. » Mais où trouver des armes? « Nous serons heureux, répond le général, de bénéficier d'une aide militaire de la part de la Grande-Bretagne ou de toute autre démocratie de l'Europe occidentale qui serait disposée à nous la donner. » Il va même plus loin et insiste : « Il nous faut des armes, des armes de guerre modernes et nous devons les obtenir d'un côté ou de l'autre. » Il est certain qu'un nombre important d'officiers de l'entourage du général Neguib estime indispensable la reprise de contacts avec des conseillers techniques militaires. Ainsi le problème est posé d'une collaboration avec l'étranger, dont on ne voit pas bien comment le général imposerait qu'elle fût fort différente des précédentes.

Quelles conclusions peuvent tirer les principaux inté-

ressés, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et les États-Unis, des événements que nous venons d'analyser, pour l'organisation de la défense au Moyen-Orient? La tendance actuelle des Anglais serait de centraliser cette défense à Chypre, en la basant principalement sur la Turquie. En dehors de ce pays, il ne leur paraît pas qu'il soit possible d'associer les États arabes à la défense en les chargeant de leur propre protection. Les Anglais, sensibles au désaccord profond qui subsiste entre eux et les Égyptiens, hésitent à lâcher la proie pour l'ombre, autrement dit le stationnement de leurs troupes le long du canal de Suez, contre l'éventuelle constitution d'une armée égyptienne à la fois solide et fidèle. Ils favorisent donc, pour l'instant, les contacts entre Athènes, Ankara et Belgrade pour assurer une tête de pont. Peut-être se laisseront-ils séduire, par la suite, selon l'évolution des événements en Égypte, par le fameux *Master plan* qui ferait du général Neguib le commandant de toutes les forces alliées dans la zone du canal, britanniques comme égyptiennes, dans un dispositif commun de protection. Simple supposition, pour l'instant, que confirmerait la reprise, par les Britanniques, des livraisons d'armes à l'Égypte. Ainsi s'orienterait-on vers des conceptions restées, jusqu'ici, celles des seuls Américains. A leurs yeux, les mouvements d'émancipation et de rénovation qui secouent actuellement le Moyen-Orient (mis à part ce qui se passe en Iran) ne sont pas dangereux, bien qu'ils forcent la Grande-Bretagne à réviser toute son attitude et à prendre contact avec un personnel politique et diplomatique nouveau. Le *State Department* remarque que les aspirations anticolonialistes n'ont plus, pour seul pôle d'attraction, Moscou. La réputation des États-Unis vient contrebalancer, en Méditerranée, celle des Soviets, particulièrement depuis l'affaire tunisienne et l'éclat marocain. Les Américains notent encore que les éléments politico-religieux se trouvent intimement mêlés au remue-ménage en cours. C'est vrai, chaque jour davantage, en Égypte

où le parti des Frères est officiellement associé au gouvernement, notamment en la personne de Mohamed Bakouri, sans compter la présence influente, dans le Comité des douze officiers, du colonel Mehanna, bien connu pour ses attaches avec la confrérie. Or, la forme historique qu'a pris l'Islam est profondément associée à une structure sociale conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire. La conséquence, favorable en l'occurrence, est un violent sentiment d'antipathie contre l'U.R.S.S. Ce sentiment s'extériorisera de nouveau, lors de la prochaine session des Nations Unies, par une requête dénonçant les persécutions dont seraient actuellement victimes, en Asie centrale et au Caucase, les minorités musulmane et les ministres de leur culte. De plus, les Américains pensent que, si les Anglais ou eux-mêmes (comme en Iran où aucun Anglo-Saxon ne peut, à la moindre émeute, se montrer dans la rue sans risque) sont trop discutés, un intermédiaire occidental de toute sûreté pourrait leur être substitué : l'Allemand. La présence de techniciens allemands ne soulève aucune protestation en Égypte, où l'un d'entre eux dirige le bureau central de la planification au grand quartier général du Caire; alors qu'un autre est à la tête de l'usine aéronautique d'Héliopolis. Le Dr Schacht vient d'arriver à Téhéran, où le Dr Mossadegh désire le consulter sur le financement de l'industrie pétrolière nationalisée. Sans parler des activités des trop fameux nazis iraniens (leur chef, Davoud Zadeh, est d'ailleurs arrêté), les Américains avaient sans doute relevé, en son temps, la déclaration suivante de M. Hussein Makki : « La République fédérale allemande est la partenaire commerciale naturelle de l'Iran. »

Le *State Department,* rejoignant ces éléments d'informations, constate encore que des régions du Moyen-Orient, où les gouvernements et les populations sont particulièrement traditionalistes, semblent échapper à la tourmente et restent des refuges inchangés. L'Irak

est satisfait du nouvel accord, très avantageux, passé avec l'Irak-Petroleum et le nouveau gouvernement de Sayed Mustapha el Omary se déclare prêt à suivre la ligne de conduite prudente tracée par Noury Saïd. Le gouvernement de Riad, comblé par sa participation aux bénéfices de l'*Arabian-American Oil company*, paraît peu tenté par l'expérience iranienne. En coopération avec l'Érythrée, où se prépare une base proprement anglo-saxonne; avec les éléments modernes, mais solides, comme la Turquie et Israël (lequel depuis l'affaire de Corée a progressivement abandonné la politique de non-identification avec l'un ou l'autre bloc); ces pays traditionalistes forment un ensemble qui pourrait être solide.

Ceci serait vrai à condition que les divergences qui séparent quelques-uns de ces pays, entre eux et d'avec leur entourage moyen-oriental, soient aplanies. Passant rapidement sur la tension qui subsiste entre la Syrie et l'Irak, lequel refuse de reconnaître le nouveau gouvernement syrien; sur la mauvaise volonté marquée par l'Égypte à l'égard de la Jordanie, lors de la visite rendue par un officiel égyptien à Choukry Kouatly, ancien président syrien et ennemi mortel de la Jordanie; portant au contraire à l'actif de l'éventuelle union l'influence bienfaisante de l'Arabie séoudite sur la Syrie, qui va recevoir de la première un prêt financier important; le problème capital, pour qu'une telle solution tienne debout, reste les rapports d'Israël avec les États arabes. Sur ce point, les difficultés ne semblent pas venir d'Israël, où M. Ben Gurion réitère les déclarations pacifiques. On relèvera les souhaits de bienvenue dont il a salué l'avènement du général Neguib. Mais Israël s'étonne des protestations qu'a soulevées, même en Amérique (où pourtant cette disposition était prévue depuis longtemps) l'installation à Jérusalem de son ministère des Affaires étrangères, pour regrouper tout l'appareil gouvernemental. Israël s'étonne aussi que la Syrie se soit élevée contre l'accord avec Bonn pour indemnisation des spolia-

tions allemandes. Le secrétaire général de la Ligue arabe (récemment démissionnaire) faisait de nouveau un pas en arrière en suspendant tout rapprochement au règlement préalable de la question des réfugiés. Lorsque cette difficulté centrale aura été résolue, un grand pas aura été fait, quelles que soient les circonstances nouvelles, vers la réorganisation et la stabilisation du Moyen-Orient.

JACQUES NANTET.

L'ART MODERNE DEVANT L'HOMME

La XXVIe biennale de Venise

UNE manifestation de l'ampleur de celle de Venise ne saurait être considérée comme une simple exposition, comme une simple rencontre d'arts et d'artistes venus de tous les pays du monde. Encore que n'existe pas de ligne de conduite esthétique officielle présidant à l'organisation de chaque biennale, et malgré l'accent posé en cette XXVIe sur l'expressionnisme, on ne résiste pas à la tentation de tirer quelques conclusions de cette confrontation gigantesque, et de les généraliser nonobstant le caractère superficiel, fragmentaire ou tendancieux de certaines représentations nationales.

On parle souvent de l'attitude de l'homme devant l'art, et particulièrement devant l'art de son temps. Un autre problème, probablement lié au précédent, consiste en l'attitude de l'art devant l'homme; car si l'homme de 1952 ne comprend pas ou n'accepte pas l'art de 1952, n'est-ce pas parce qu'il n'y trouve pas l'image de lui-

même qu'il souhaiterait? La place de l'homme dans l'œuvre d'art, et l'interprétation que celle-ci en présente sont donc sujets d'étude du plus haut intérêt!

Il est vrai que la biennale de 1952 a été placée sous le signe de l'expressionnisme; mais tout au plus comme la reconnaissance d'une coloration générale. D'ailleurs le mot « expressionnisme » lui-même n'a rien d'un moule précis où se coulerait quelque concept rigide. Puisqu'il n'entre pas dans notre propos d'en discuter le contenu et d'en circonscrire le sens, contentons-nous de quelques remarques relatives à notre sujet.

En premier lieu il existe un expressionnisme de la couleur comme de la forme ou du trait. Le coefficient qui accentue l'accident a son équivalent dans l'opposition plus marquée des tons, dans la tension plus grande des accords. Ensuite, ne pourrait-on pas prétendre que l'expressionnisme est par excellence le style de la représentation humaine? Car le trait expressionniste tend à restituer la singularité de la chose, dans l'instant comme dans l'éternité, dans sa réalité individuelle comme dans l'esprit de l'artiste qui s'en inspire. Où donc plus que chez l'homme trouvera-t-on matière à exprimer aussi mouvante, physique ou spirituelle?

Cependant c'est en donnant à « expressionnisme » son sens le plus étendu — jusqu'à le faire éclater, sans doute — qu'on peut justifier son application à la biennale.

Les manifestations précédentes avaient rappelé que les grands mouvements révolutionnaires survenus depuis moins d'un siècle (impressionnisme, fauvisme, cubisme, abstraction quelle qu'elle soit) avaient passablement négligé la figure humaine au profit du paysage, de la nature morte, de la forme inventée. Il est avéré que, hors la tradition académique pour laquelle la composition à personnages représente le genre noble, hors même les nouvelles écoles réalistes plus ou moins teintées de préoccupations extra-artistiques (politiques, sociales, littérai-

res...) l'homme prend comme sujet une importance de plus en plus considérable depuis quelque trente ou quarante ans.

Mais sous quelle forme ?

Cette petite question revêt une importance exceptionnelle devant la richesse de tendances et d'écoles de notre temps. Pour y répondre, il peut être utile de diviser l'art en trois secteurs, arbitraires, mais commodes et somme toute valables : la figuration, l'interprétation abstraite, la non-figuration. Puisque l'être humain, aux yeux de tous, comporte deux aspects : le corps et l'âme, la nature physique et la nature spirituelle, ce serait une erreur de croire que seul le premier est justiciable d'une expression artistique, et par suite que le seul réalisme — ou même la seule figuration — est capable de s'y intéresser et d'en tirer parti. Il est admis de consentement quasi universel que l'artiste (le voudrait-il) ne peut se limiter à une réalisation de formes sans esprit et sans âme, puisque aussi bien l'acte créateur suppose la mise en œuvre de sa nature tout entière, corps et âme. Mais, outre cette participation totale du créateur à sa création, il existe un intérêt croissant pour l'expression de l'homme non seulement physique mais aussi spirituelle. *C'est un langage qui varie suivant les esthétiques.*

Les uns, figuratifs, nous racontent l'homme à travers le vocabulaire connu des formes naturelles visibles, que les millénaires ont chargées d'un sens précis, et qui prennent une qualité personnelle dans les inflexions que leur fait subir l'artiste ainsi que dans leur agencement entre elles. C'est l'équivalent de l'expression littéraire et poétique usuelle. Ils veulent plus particulièrement nous présenter le sens de l'autre homme, de celui qu'ils ont choisi pour sujet, même si leur interprétation ne peut se concevoir hors de leur manière de voir personnelle, de leur conception du monde. L'homme face au monde extérieur, l'homme dans ses inter-actions avec la nature et la société, ce qui fait évidemment intervenir presque obli-

gatoirement des théories philosophiques, sociales, esthétiques, métaphysiques.

Les autres, dits abstraits, ou non-figuratifs (un sens précis reste à donner à ces termes jusqu'ici employés sans discernement et qui pourraient prendre chacun une spécification, car notre vocabulaire n'est pas riche!) veulent également exprimer la quintessence de l'homme; mais la communication ne s'en fera plus par le truchement des formes naturelles, langage commode déjà chargé de sens et d'autant plus apte à transmettre, à défaut d'un sentiment profond, quelque remarque superficielle, anecdotique ou littéraire sur l'existence de l'homme : elle se fera par l'irruption directe, immédiate dans l'esprit du spectateur de formes dont la naissance même n'a d'autres causes que l'excitation première des facultés créatrices par une émotion dépouillée de tout élément naturel figuratif. On serait assez tenté d'assimiler ce mode d'expression à la création musicale, si ce genre de comparaison ne comportait pas de très graves dangers, mettant en jeu des appels et des références à des sens différents, et réclamant des définitions et des transpositions sur un plan rationnel dont l'établissement scientifique est loin d'être strictement réalisé. De toute façon, même si — comme il est à présumer — cette communication s'opère avec l'aide symbolique d'associations d'idées, de métaphores, le mécanisme nous en paraît encore trop elliptique pour que nous puissions prendre conscience d'autre chose que du résultat. Et ce que nous transmet l'artiste, ce n'est plus une opinion discursive sur le monde extérieur, c'est la forme plastique même que revêt son état d'âme, son activité créatrice première, soit sous l'action de facteurs externes, soit dans l'effort d'isolement d'une sévère introspection. Cette recherche de l'expression abstraite nous ouvre donc un champ doublement neuf : celui de l'expression directe, et celui de l'expression la plus spécifiquement individuelle. Mais, dépouillé des formes familières et du langage plastique

usuel, cet art ne pourra supporter que les œuvres de qualité supérieure, d'où un déchet plus grand dans la production artistique. Et d'autre part, tissus uniquement de lignes, formes et rythmes valables en eux-mêmes, ces œuvres auront souvent le défaut de se satisfaire d'un résultat d'harmonie plastique pure, ce qui peut conduire à la systématisation géométrique, voire mathématique : expériences indispensables et fécondes, mais hors du domaine de l'art tel que nous oblige à le concevoir la présence de l'homme tant comme créateur que comme récepteur.

Laissons à des philosophes le soin de préciser au fond le sens et les tenants et aboutissants de ces aspirations à l'expression de l'humain; et après cette longue mais nécessaire préparation, voyons dans les œuvres réunies à la biennale comment elles se matérialisent.

La vérité oblige à dire que l'art proprement abstrait est très peu représenté : à cela diverses raisons, dont les principales sont que cette forme d'art relativement récente est irrégulièrement répartie dans les différentes parties du monde, et qu'elle n'a pas encore obtenu l'audience qu'elle mérite auprès des personnalités chargées dans chaque pays d'organiser les représentations nationales, personnalités plus attachées en général au formalisme du passé qu'aux aventures plastiques nouvelles. Cependant on en trouve quelques exemples, et on est tenté de conclure — comme nous l'avons fait remarquer voici longtemps déjà — que l'art abstrait par la prédominance fréquente du graphisme, du trait, de la forme accentuée ou des oppositions fortes de tons trouve dans l'expressionnisme une de ses terres d'élection. Il faut cependant se méfier de l'impression première que donnerait un langage nouveau appliqué aux vérités éternelles de l'Art (il y en a bien quelques-unes...).

Parmi les pays les plus riches en artistes abstraits, il faut éliminer les États-Unis : leur représentation a cette année porté sur la figuration, au rebours de la précé-

dente biennale. De l'Allemagne, retenons *Baumeister*, où la perfection de l'organisation, de l'équilibre laisse plus la parole à la qualité de l'artiste qu'à celle de l'homme, et *Théodor Werner* dont l'expressionnisme-romantique abstrait reste à la fois plus en contact avec un esprit organique et avec une manifestation du spirituel. La Grande-Bretagne nous confirme simultanément sa richesse en éléments jeunes, et l'étroit rapport qu'ils ne peuvent ni ne veulent semble-t-il briser entre leur abstraction et le sens de la vie, du réel; le caractère romantique et littéraire de leur art, même dans les productions de la meilleure qualité, reste expressif de leur nature profonde, et serait plutôt à ranger dans la catégorie surréaliste et de semi-abstraction. Le côté humain s'y manifeste toujours avec intensité, parfois même indépendamment du souci plastique qui semblerait pourtant devoir être prédominant. Le fait même que les jeunes sculpteurs sont plus nombreux est un signe de ce goût de la matière, vivante ou non, qu'ils organisent souvent en associations de formes ou d'objets disparates, exprimant et recherchant un champ aux points sensibles de l'esprit. Le Guatemala, dans une abstraction plus stricte, reste inspiré par un esprit surréaliste dans ce qu'il a d'humain, avec des qualités spécifiquement picturales. L'Égypte, où se reflètent toutes les écoles occidentales, avec sincérité et tempérament vraiment personnel, tire parti parfois d'un graphisme qui pourrait, isolé, s'apparenter à l'abstraction, mais reste en rapport avec l'homme d'aujourd'hui corrigé de souvenirs millénaires. Cuba découvre également le genre d'inspiration artistique commun aux pays d'Amérique Latine : de belles qualités de formes, un sens de l'éloquent et du grandiose aussi, et en même temps une extériorisation digne des préoccupations humaines de justice, d'harmonie, d'ampleur.

La Hollande, dont les jeunes se tournent volontiers vers l'abstraction, est représentée par un important en-

semble d'œuvres graphiques. Comme dans leur œuvre peinte, ces artistes offrent une très grande force expressive. Mais leur abstraction — par exemple celle des jeunes du « Groupe expérimental d'Amsterdam » représenté ici par *Constant* — s'est tournée vers des formes d'inspiration naïves, d'un certain automatisme enfantin, et revient à des formes monstrueuses de caractère symbolique. Mais dans tous les cas la matière humaine est très riche, âpre et tourmentée, avec parfois même un entraînement formel expressionniste.

C'est la France et l'Italie qui — relativement — apportent le plus de matière à l'étude de l'homme dans l'abstraction. *Hartung* s'exprime d'un graphisme aux mille possibilités, riche d'inflexions et de retours, soutenu et complété de taches, où la finesse des tons en nombre réduit paraît s'accorder à un esprit de noir et de blanc. *Soulages,* dans une matière sombre et mystérieuse, mais riche, rythme et compose de traits larges et vivants dans leur rectitude un tableau qui est l'aboutissement d'une aventure poétique dynamique strictement individuelle. *Roger Chastel,* moins nécessairement engagé dans l'abstrait, modèle d'un goût très sûr un jeu de formes, lignes, plans, et tons d'une grande subtilité, en tableaux clairs et discrets de densité presque uniforme : c'est un autre aspect d'une âme d'artiste. *Dewasne* représente l'obstination à trouver un langage rationnel, où le tracé de la recherche l'emporte sur le jugement esthétique spontané de chaque phase de la création. *Bazaine,* qui se défend d'être abstrait, réalise la recherche de l'homme dans les aspects de la nature tels qu'ils se projettent en lui-même, et nous en donne une relation toute vibrante d'une instantanéité plastique transposée dans l'éternel.

La section italienne, naturellement la plus nourrie, ne montre pas un plus grand nombre d'abstraits. En sculpture, une seule participation abstraite et de valeur grande d'ailleurs : celle de *Lardera,* dont les œuvres sont

les seules à poser des problèmes d'ordre plastique qui, lentement mais sûrement, voient reconnaître leur acuité et leur importance. Mais pour ainsi mettre le doigt sur ces points sensibles de la création dans l'espace, il fallait un esprit inquiet et pénétrant dont l'armature sobre et classique ne cache pas le caractère profondément personnel.

Ces manifestations expressives de l'homme intérieur, qu'une étude scientifique pourrait rendre justiciables d'une méthode d'analyse et de connaissance analogue à la graphologie, alors que, pour la figuration, le mode d'exploration comporterait des appels à la psychanalyse et à l'interprétation des formes naturelles et de leur association selon des règles connues de la psychologie, ne peuvent revêtir qu'un aspect : il y a ou il n'y a pas présence de l'homme.

Dans le domaine de la figuration, par contre, il y a deux manières de concevoir l'être humain : comme sujet d'expression, ou comme motif plastique. Certes, ces deux aspects ne sont jamais totalement séparés, quoiqu'un certain réalisme passe, involontairement sans doute, à côté de l'expression plastique, rejoignant par là d'ailleurs tel idéalisme, où la symbolique oublie qu'elle participe en premier lieu à une œuvre d'art. Il arrive aussi que la forme humaine très plastiquement traitée soit vide d'âme. Mais, alors que le premier cas est assez fréquent, le second paraît une limite rarement atteinte, et en tout cas plus intéressant au point de vue de l'art que le premier; il constitue la pointe extrême de l'académisme, du traditionalisme, comme celle des recherches très intéressantes de jeunes artistes.

Certaines représentations nationales à Venise sont fières de nous montrer leurs artistes de bonne souche ancienne. Ainsi la Suisse présente le sculpteur *Probst* — quand on pense que *Simecek,* pour qui l'homme ne fut pas un simple prétexte pratique, et qui est l'un des plus grands sculpteurs de notre siècle, n'a jamais figuré

dans ce pavillon — et le peintre *Gubler* aux yeux de qui l'homme ne paraît pas jouir d'un attrait spécial. L'Allemagne par contre, terre bénie de l'expressionnisme, fait revivre le groupe « die Brücke » qui de 1905 à 1913 (donc antérieur au Blaue Reiter de Kandinsky, présenté ici même voici deux ans) exerça en Allemagne, et même hors des frontières, une forte influence. De ces artistes, les uns comme *Heckel, Nolde* (qui reçut le grand prix de gravure), *Schmidt-Rottluff, Pechstein,* vivent encore, tandis que *Kirchner, Muller* sont disparus. Pour eux comme pour leurs confrères *Fuhr, Unold* et le sculpteur *Gerhard Marcks,* l'homme dans son aspect matériel doit être le témoin d'une idée, d'un sens de la vie, d'une *Weltanschauung*; et pour étrange qu'elle puisse nous paraître, à l'improviste, la conception plastique n'est jamais absente de ces réalisations.

La Belgique aussi est terre d'expressionnisme, mais combien différent! Celui qu'on appelle flamand, c'est un homme de génie, *Permeke,* c'est aussi, sans beaucoup de parenté, le groupe de Laethem-Saint-Martin, les *Brusselmans, Caron, de Sutter, F. Jespers, Malfait, Tytgat, Voerten, Van den Berghe,* le très grand peintre *de Smet,* le graveur-sculpteur *Cantré,* le sculpteur *O. Jespers.* Là plus encore peut-être qu'en Allemagne, l'homme est le centre des préoccupations, même s'il ne figure pas dans le paysage ou la nature morte. Son aspect est souvent animal, rude, grossier; il dégage cependant une intense expression de réalité spirituelle, de nature humaine. Seul peut-être le Mexique donne une impression aussi profonde d'intérêt pour l'homme : mais ce dernier pays est représenté uniquement par ses graveurs qui, avec cent trente-quatre pièces, expriment toute la richesse d'imagination, l'invention plastique, la sûreté de main dans la fougue, l'âpreté et le caractère férocement humain des thèmes préférés. La Bolivie est représentée par un seul artiste : *Marina Nuñez del Prado,* chez qui le souci de construction, de stylisation dans la

pierre dure, de simplification, est dominant. Le Brésil n'accuse pas pour l'homme un grand intérêt autrement que comme élément d'un paysage coloré : *Portinari* est loin. Les pays du nord, Suède, Norvège, Danemark, font le portrait fidèle, mais ne s'attachent pas plus à l'homme qu'à la nature à laquelle il s'intègre. Le Japon, même dans l'adaptation à l'Occident, reste dans la conception classique, et d'ailleurs ne peut ici être jugé valablement. Le Canada est un pays à paysage. L'Argentine place, au contraire, l'homme dans chaque œuvre (ou presque); mais son message est d'une faible intensité, plus vivant cependant que celui des personnages de l'Espagne, où les artistes sont enlisés dans des formes héritées d'un passé prestigieux, mais vidées (il y a d'autres artistes espagnols, mais ceux-ci sont les « officiels »).

La Yougoslavie montre un art tout de finesse, de nuance, de qualité de peintres : le visage de l'homme y joue bien son rôle dans le portrait. Des États-Unis disons peu de choses : le choix est trop spécial; il illustre cependant avec *Hopper,* la tendance à placer l'homme comme un objet dans son cadre quotidien (avec humour), et avec *Kuniyoschi,* excellent artiste, le parti plastique domine.

L'Angleterre nous révèle avec *Graham Sutherland* une autre attitude : Picasso nous l'avait déjà proposée. Les formes humaines et les formes naturelles développées, transformées, interprétées sur un schéma expressionniste agressif et hérissé, s'entremêlent, s'identifient, s'échangent. Les monstres naissent naturellement de ces accouplements. Les sujets religieux même (déposition par exemple) en tirent une grande qualité plastique et expressive.

La France présente bien des aspects de l'homme : *Dufy* (qui reçut le grand prix de peinture) le voit élément vivant et spirituel du décor, léger et dessiné ou plutôt évoqué, tandis que *Léger* le dresse de formes massives, amples et évocatrices de volumes stables, ce qui n'exclut

pas le dynamisme. *A. Minaux*, légèrement expressionniste, traite en peintre des formes étudiées et composées avec sûreté que *Rebeyrolle* accuse avec puissante et saine vulgarité, tandis que *Aïzpiri* en accentue le côté inquiétant et expressif, et que *Buffet* dans sa crucifixion introduit des recherches de détail avec son maniérisme aristocratique du trait. *Desnoyer* plus indifféremment traite paysage et homme conçus dans la même construction. *Lagrange* est dans le même esprit, avec une lumière et une décomposition formelle plus frémissantes, plus souples. La qualité de ce réalisme français, outre sa valeur de goût et de peinture, réside dans la matière poétique; ainsi, se référant à la jeune école française, un mouvement a pris naissance à Venise à l'ouverture de la biennale : « le réalisme poétique » des peintures Cesetti, Monachesi, Dolivo.

C'est qu'en Italie les problèmes sont les mêmes qu'en France. L'ampleur de la section italienne permet de mieux les sentir dans le détail. On le voit bien déjà pour la sculpture. Si la France domine avec le grand *Bourdelle*, qui, ne l'oublions pas, fut le maître de la plupart des sculpteurs actuellement vivants, et est le vrai père de la sculpture moderne, avec *Lipchitz*, l'un des deux ou trois initiateurs du cubisme en sculpture et qui conçoit l'homme comme un sujet plastique monumental et dur, avec encore Germaine *Richier* qui de l'humain extrait en modelage une apparence profonde en devenir, riche de de tous les avatars passés et futurs, à la surface frémissante et à la construction expressionniste dans ses recherches d'assimilation de l'espace, l'Italie présente *Fabbri*, modeleur aussi, en terre cuite polychromée, très expressionniste, dont les personnages douloureux semblent boursouflés d'une prolifération physique et biologique. A l'inverse de G. Richier, il conquiert son espace par la surface de ses volumes, et non pas une organisation abstraite de lignes et de plans souvent à peine matérialisés; et *Minguzzi*, qui traite le corps humain en prétexte

à petits modelages rapides, gonflés de vie. *Mastroianni* est abstrait : mais ses formes dans l'espace, d'inspiration biologique et vivante, semblent revenir aux thèmes qui inpirèrent les premiers futuristes : *Balla*, *Boccioni*. Disons en passant que l'influence du futurisme reste vivace et facilement décelable en Italie. Il y a aussi un cas particulier, celui de *Marino Marini*. Considéré comme le grand sculpteur italien, ses figures petites et moyennes, pleines de sève, construites à l'intérieur, justifieraient sa réputation. Mais ses grandes œuvres accusent une construction sans vie à partir de schémas dans l'espace et seul son talent d'exécutant les sauve un peu du vide de la gratuité. Ses dessins d'ailleurs en apportent une preuve. La forme humaine sert de prétexte à un jeu graphique peu expressif, comme le font de nombreux artistes des jeune et moyenne générations : le peintre *Cassinari* entre autres, prix de la biennale pour la peinture, qui hors du graphisme ainsi défini et d'un chromatisme très riche n'apporte rien à la connaissance de l'homme. L'autre prix, *Saetti*, à la personnalité peu marquée, reste aussi dans le domaine plastique plus que dans le spirituel.

Le réalisme qui voici quelques années semblait former un bloc solide et homogène a subi le sort habituel des mouvements et des écoles : les meilleures artistes suivent leur voie personnelle; c'est le cas de *Santomaso*, par exemple, ou de *Mafaï*.

Le grand exemple d'expression humaine profonde et cependant de haute valeur plastique, c'est la rétrospective *Soutine*. Visionnaire, tempérament exceptionnel, il appartient à la lignée hors série des Van Gogh, Modigliani. Nous ne voyons rien d'approchant parmi les artistes de notre temps. La tendance la plus active, c'est celle des plasticiens, pour qui l'homme est un objet de grand intérêt formel, et qui enrichit l'espace où il se situe. C'est ainsi que le considèrent *Carra*, *Morandi*, *Rosai*. Cependant une tendresse plus grande se manifeste

à son égard, ou une recherche d'interprétation et de sens plus poussée. Le graphisme est un moyen précieux qui rapproche le dessin du signe expressif. *Pirandello* en était déjà un exemple il y a deux ans.

Un trait caractéristique, c'est l'absence quasi totale de représentations religieuses. Les pays étrangers en fournissent plus ou moins, mais alors que la France a exposé *Buffet* et *Aizpiri*, le Brésil *Cassio M'Boy* et *Volpi*, la Grande-Bretagne *Sutherland*, l'Argentine *Carlos de la Carcova*, la Belgique *Permeke* avec des Christs, Vierges, Dépositions, Pietas, sur l'ensemble italien on peut à peine découvrir un tableau : le Christ de *Tomea*.

C'est-à-dire pour conclure, que d'une part l'art d'aujourd'hui revient à l'homme pour exprimer des préoccupations plus politiques, sociales, qu'individuelles profondes; et d'autre part que seule la conquête plastique de la figure par les esthétiques modernes donnera le moyen d'en exprimer l'esprit intime. Cela est loin d'être réalisé, mais de notre temps les recherches sont avancées et ardentes. Un grand espoir nous enveloppe d'un retour à l'union du spirituel et du plastique, et que des confrontations et contacts de l'importance de ceux réalisés à Venise doivent favoriser et promouvoir.

15 juin 1952.

ROBERT VRINAT.

A GENÈVE, L'HOMME DEVANT LA SCIENCE

C'EST le privilège des organismes vivants que de savoir se renouveler : les *Rencontres de Genève* ont donné cette année à leurs habitués un spectacle tout nouveau par rapport aux années passées. Alors qu'aux récentes Rencontres on se passionnait pendant les trois ou quatre premiers jours sur les idées les plus générales pour n'en venir que tardivement et comme en passant aux considérations techniques, cette année on entra de plain-pied dans les débats les plus spécialisés qui ne manquèrent pas d'ailleurs de poser les questions les plus universelles et les plus élevées. Il s'agissait de l'homme devant la Science, et parole fut d'abord donnée aux savants. C'est leur dispute sur le plan technique qui suscita les questions des philosophes, des hommes soucieux simplement de culture, ou même des savants eux-mêmes, car ceux-ci, sans toujours vouloir l'avouer, laissent volontiers la science pour la philosophie. Les progrès que la science fait à pas de géant depuis deux ou trois siècles posent en effet de sérieuses questions à l'homme : mettent-ils en question les attitudes ou systèmes philosophiques qui les ont précédés, s'ils reconnaissent dans la pensée de l'homme quelque reflet d'éternité ? Ne manifestent-ils cependant rien de nouveau, c'est-à-dire une nouveauté telle que ce qu'il y a de plus permanent dans l'esprit sera par eux modifié ? Faut-il aller plus loin et penser que seule la science apporte à l'esprit de l'homme conquête durable, et que tout ce qui la précède n'est que bégaiement infantile ? Ou doit-on dire au contraire que la science pourra apporter information et jugements de faits, mais jamais un jugement de valeur, et que la méconnaissance de cette distinction expose notre monde aux pires dangers ? On voit combien les esprits se définissent différemment selon les réponses données à ces diverses questions.

Or l'intérêt des dernières Rencontres fut d'avoir groupé des hommes représentant ces différents esprits. M. Gaston Bache-

lard ouvrit le feu dans la conférence d'ouverture, se posant comme défenseur de la science et des savants (contre Max Scheler, en particulier); recourant à la distinction qui lui est chère entre le diurne et le nocturne, il présenta la science comme l'activité qui, par excellence, éveille l'esprit. A la discussion du lendemain la riposte ne se fit pas attendre, et la première opposition se manifestait avec éclat : tandis que pour M. Bachelard, appuyé par M. Pierre Auger, la science des dernières années transformait l'esprit de l'homme au point que celui-ci devait avoir le courage de rompre de désuètes amarres, pour M. Jean Wahl, ami de longue date du conférencier mais d'aussi longue date irréductible à son optimisme scientifique, la science semble bien ne rien pouvoir apporter à la philosophie que celle-ci ne possède déjà, depuis longtemps, depuis toujours peut-être. Sur un mode mineur, M. Eric Weil, à propos de la valeur, le P. Dubarle, au sujet de l'obscurité inhérente à la science, annonçaient leurs prochaines attaques.

Un spectacle d'une rare qualité allait donner aux Rencontres, après ce premier engagement, leur véritable grandeur, les savants intervinrent en groupe et se disputèrent entre eux. L'un d'eux, M. Max Born, a bien voulu dire que leur combat avait trouvé, du fait des spectateurs aux préoccupations les plus diverses, des résonances humaines qu'il ne connaissait pas d'ordinaire; mais les véritables bénéficiaires furent ces spectateurs que courtoisement il remerciait. Leur dispute fut introduite par la conférence de M. Erwin Schrödinger. Conférence et discussion donnèrent l'impression à un public, peut-être naïf, de voir la science en action. On sait que M. Schrödinger, qui débuta à l'Université de Vienne et enseigne aujourd'hui au *Dublin Institute for advanced Studies,* contribua, contemporainement aux travaux de Louis de Broglie, à donner sa forme définitive à la théorie connue sous le nom de mécanique ondulatoire. Reprenant en son exposé l'histoire de ses travaux et de ceux de ses contemporains, l'actuel maître de Dublin réfléchit avec son public sur leur signification. On sait que cette théorie fait appel simultanément au corpuscule et à l'onde; au non-spécialiste M. Schrödinger sembla dire que si le savant ne peut s'exprimer sans parler de corpuscule, c'est à l'onde seule et non au corpuscule qu'il reconnaîtra scientifiquement une individualité ou même une existence.

Du coup le fameux principe de complémentarité dû à Bohr se voyait mis en question. Ce n'est pas le lieu d'exposer ici les théories auxquelles se référait pareil discours. On veut se contenter de rapporter qu'il suscita à la discussion du lendemain une belle tempête. M. Schrödinger eut contre lui la coalition de tous les autres savants : physiciens, comme MM. Max Born, Pierre Auger, Rosenfeld, Mercier; mathématiciens comme M. Fautapie, professeur à Rome. Et sans doute cet accord pouvait émouvoir, mais M. Schrödinger donnait un tel spectacle de vie, de jeunesse, d'imagination, d'invention, de génie en un mot, qu'aux yeux de l'ignorant il était à même de faire face à tous. Dans tous les cas, l'ignorant se réjouissait de voir science si vivante que ses plus éminents constructeurs n'hésitaient pas à se disputer librement devant lui : seule la pensée morte ne suscite pas de désaccords. L'ignorant appréciait encore le problème qui lui était ainsi posé sur le langage auquel doit bien recourir le savant s'il veut s'exprimer ou même penser, mais qui ne doit pas être pris avec la signification qu'il révèle dans le discours courant.

Mais d'autres spectacles allaient être donnés lorsque la science et la philosophie allaient de nouveau se rencontrer. M. Pierre Auger serait le savant s'aventurant en philosophie; M. Santillana, le philosophe rencontrant la Science. M. Auger prétendit d'ailleurs ne pas quitter la Science ou plutôt tout ramener à la Science; mais ne point philosopher c'est encore philosopher. Pour lui le monde a connu trois grandes époques : l'apparition de la vie, l'apparition du langage, l'apparition de la Science. Les mêmes lois commandent les trois époques. Au delà de la science il n'y a rien; et voulant faire scandale, M. Auger déclara que la philosophie n'est que de la science fossile, les valeurs des informations fossiles. Il fit scandale, en effet, et connut à son tour le lendemain comme une bande d'aboyeurs à ses trousses. Quel dommage que cette discussion n'ait pas eu un meilleur président. Par deux fois un dialogue mordant fut sur le point de s'engager : avec le P. Dubarle pour savoir si les lois de la biologie pouvaient aussi être transportées dans la croissance de la pensée scientifique, — avec Eric Weil sur la question de savoir si la « science du commandement », seule en fin de compte à se prononcer sur les valeurs n'était pas d'un autre type que les

sciences dites exactes, c'est-à-dire si la philosophie n'est pas requise. Mais le président redoutait sans doute les chocs trop violents et détourna la conversation. Pourtant la pensée de M. Auger était assez fermement exprimée pour pouvoir se défendre; et il eût été intéressant de voir si à trop accorder à la science il ne s'exposait pas à donner raison à ceux qui ne veulent rien lui accorder du tout. M. de Santillana, Romain d'origine, aujourd'hui professeur au M.I.T. (l'Institut Technique du Massachussets) et intime collaborateur de M. Wiener, le créateur de la cybernétique, eut dû être le philosophe allant au-devant de la Science. Mais peut-être lui donna-t-on un sujet qui correspondait trop à ses tendances : les mythes de la Science. Sa conférence, peut-être la plus riche de l'ensemble, fut malheureusement mal entendue. A qui eut la chance de l'entendre, elle sembla trop scintiller d'images. Le mythe semblait si naturel à l'orateur qu'il y recourait pour exprimer sa pensée sur le mythe, et qu'il jugea inutile de situer celui-ci par rapport à l'attitude proprement philosophique, qui se fût définie en référence à la raison et à l'action. Ce souci fut tellement étranger à l'orateur, que lorsqu'Eric Weil, à la discussion, en fit la remarque, cela fut concédé, mais sans que réponse fût aucunement donnée. En dépit de la richesse et de la puissance de l'exposé, aucun pas n'avait donc été fait pour que science et philosophie puissent se rencontrer. A l'inverse de M. Auger, M. de Santillana n'avait porté aux savants que de bonnes raisons de se méfier de toute réflexion au delà de la science.

La rencontre jusqu'alors en vain désirée put être enfin entrevue aux deux conférences de M. Guyénot, professeur de biologie à Paris et à Genève, et du P. Dubarle, présenté amicalement par les organisateurs de Genève comme collaborateur de *La Vie Intellectuelle*. On rapproche ici les deux conférences, bien qu'elles ne se soient pas succédé, parce qu'elles contribuèrent plus que toute autre à manifester dans la vie de l'esprit l'apport harmonieux de la science, parce qu'aussi, goûtées également par les spécialistes et le grand public, elles reçurent le plus d'applaudissements. M. Guyénot commença par un exposé scientifique portant sur les *vrais* jumeaux, qui, possédant exactement les mêmes conditions d'hérédité, manifestent de si profondes ressemblances en tout leur être et jusque dans la succession de la vie. Pourtant, continua le

savant, similitude ne veut pas dire identité et entre les êtres les plus semblables reste une marge de différences possibles; de cette marge M. Guyénot, devenant philosophe, s'empare et en fait hommage à la liberté. Pour la première fois enfin, un savant avouait clairement faire de la philosophie, et loin de s'en tenir à la simple conviction, montrait raisonnablement au cœur de la Science la voie ouverte à la vie de l'esprit et à la liberté. Inutile de redire que la discussion qui suivit connut aussi de violentes tempêtes; mais celles-ci ne servirent qu'à donner à M. Guyénot l'occasion de formules encore plus justes et plus équilibrées : « Je ne dis pas, répétait-il en substance, que la Science démontre la liberté, ni même sa possibilité, mais qu'elle met en lumière une marge dans la vie; de cette marge chacun peut faire ce qui lui plaît, il peut vouloir la liberté. » Le P. Dubarle parla en philosophe, mais en philosophe qui connaît les sciences, comme chaque lecteur de la Revue le sait. Il s'appliqua donc à suivre celles-ci dans leur progrès depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes et à l'époque contemporaine. Le monde qui se révèle ainsi à l'homme, que ce soit en physique et astronomie ou que ce soit en biologie, se révèle alors comme un monde plus ouvert aux initiatives de l'homme, en particulier à ces initiatives que sont les actes du savant. Le monde de la science, conquête de la liberté de l'homme, devient de plus en plus un monde ouvert à cette liberté, où l'humanité triomphant du destin fatal que lui imposait autrefois les astres commence à ébaucher sa destinée. Aussi la Science, selon le titre de la conférence, est-elle « miroir du destin de l'homme ». Elle est miroir, mais elle n'est que miroir, car, reprenant le thème qu'il soutint au cours des précédentes discussions mais le justifiant cette fois par l'analyse du progrès des mathématiques (ce qu'il eût pu faire aussi en en appelant à la physique), le P. Dubarle montra que la science en son cœur renferme une obscurité. Pour l'éclairer, autant qu'il est en son pouvoir, l'humanité doit donc s'élever à une réflexion plus haute : la philosophie; à ce prix seulement elle pourra poursuivre la conquête de sa destinée. A l'accent du conférencier, qui d'ailleurs le proclamera nettement le lendemain pour répondre à la question posée par l'auteur de ces lignes, chacun entend bien dans l'assistance que la destinée plénière de l'humanité n'est atteinte qu'en Jésus-Christ et par Jésus-Christ. Mais

pour l'instant le P. Dubarle veut s'en tenir, avec raison, au plan humain sur lequel se sont déroulées ces Rencontres; et il préfère conclure par un éloge mesuré de la science honnête qui en nos temps troublés donne une belle leçon.

Aux applaudissements de la salle, il semble que l'harmonie en vain cherchée au long des Rencontres soit enfin trouvée, et ce n'est pas mince fierté pour *La Vie Intellectuelle* que d'y reconnaître, présentées par l'un des siens, certaines positions qui lui sont le plus chères. Mais la joie ne doit pas nourrir l'illusion. Des philosophes comme Jean Wahl, des savants comme M. Rosenfeld, demeurent rétifs contre si harmonieuse conclusion. Cela vaut mieux, après tout : l'harmonie trop facilement trouvée serait peut-être signe de mort. Or la science est vivante; la philosophie aussi. Il est préférable qu'elles continuent à connaître difficultés à vivre ensemble. Leurs progrès respectifs n'en apparaîtront que plus nécessaires.

A.-J. Maydieu.

Nous prions nos lecteurs dont l'abonnement se termine en octobre de bien vouloir nous adresser au plus tôt leur réabonnement, pour éviter les frais de la formule de contre remboursement.

RICHESSES ET MISÈRES D'UNE SEMAINE SOCIALE

A maintes reprises on a parlé d'une *crise* des Semaines sociales. Et parfois d'une voix chagrine, comme si pour un effort chrétien une crise était un signal de détresse. Comme si ce n'était pas le plus sûr symptôme de la permanence vivante. Ceux que le Seigneur veut garder en vie, il les garde des solutions définitives et du contentement général. D'ailleurs le malade se porte fort bien. La Semaine de Dijon a été une très bonne Semaine sociale. Raison de plus pour aborder sans angoisse l'examen de conscience que suscite une crise de croissance.

La Semaine sociale est une manifestation collective. Des chrétiens se rassemblent, écoutent ensemble, prient en commun. C'est le consentement à suivre avec fidélité et patience dans le même accablement caniculaire les mêmes leçons magistrales. Mais ce serait dérision si une Semaine *sociale* n'était qu'une collection d'individus. Lorsque, au *meeting* animé par Joseph Folliet, les semainiers prennent à l'unisson conscience de leur engagement au *combat contre la misère,* la Semaine sociale ne s'offre pas un divertissement mineur, mais elle est pleinement dans son rôle. Lorsqu'en une veillée religieuse une méditation sur les problèmes et le mystère affrontés fait monter une prière commune, ce n'est certes pas du luxe. Sans cet acte de foi, toute cette rencontre chré-

tienne serait vaine. Encore pourrait-on souhaiter qu'au lieu d'ajouter un complément indépendant, cette méditation et cette prière assument les apports des efforts assemblés. Y compris les fruits inattendus.

Car il n'est pas interdit d'attendre d'une Semaine sociale de l'inattendu. Il est même permis de l'espérer. Et d'un espoir exigeant. Les Semaines sociales récuseraient légitimement d'être jugées sur le nombre des participants, l'ampleur des cérémonies et l'enthousiasme des semainiers. Une Semaine sociale n'est pas un congrès de mouvement ni un *Katholikentag*. Mais elle doit tenir compte de son apport doctrinal. C'est sa raison d'être : elle est là pour cela et vaut ce que vaut ce service.

Encore ne faut-il pas lui demander ce qu'elle ne saurait donner. Il est bon que les chrétiens s'engagent. Il le faut : notre vie consiste à être chrétien ici et maintenant. Mais il n'est point bon et il ne faut pas qu'ils engagent le christianisme en donnant *tel choix* (entre d'autres choix aussi chrétiennement valables) pour *la* solution chrétienne. Plus haute est l'autorité chrétienne du porte-parole et plus grand est le risque de la confusion. Déjà le sens des responsabilités suffirait à empêcher les Semaines sociales de prendre hardiment parti pour ou contre telle échelle mobile ou telle hiérarchie des revenus. Les *Conclusions* de la Semaine sociale de Dijon ne sont pas décevantes. Elles sont conformes à la loi du genre. Elles ne seraient décevantes que si l'on était en droit d'attendre de ce genre autre chose que des propositions circonspectes et générales. Il n'y a là rien d'étonnant ni rien de lamentable, mais une division du travail : ce n'est pas à la Commision générale des Semaines sociales, mais à nous, à chacun de nous, à nous tous, qu'il appartient de tirer les conclusions décisives, d'opter et d'agir. Peut-être ne serait-il pas mauvais qu'à l'occasion des Semaines sociales et grâce à elles, dans leur cadre ou hors cadre, des semainiers se retrouvent, selon leurs affinités,

pour faire en commun *leurs* choix, sans compromettre *la* doctrine à laquelle ils entendent être fidèles.

Dans cette division des besognes, la tâche propre des Semaines sociales semble être de mettre les chrétiens au pied du mur : en nous manifestant, dans une lumière contraignante, non seulement les solutions acquises, mais aussi et surtout les questions qui s'imposent. Ce n'est pas un roseau bien balancé par le vent académique, le divertissement agréable et instructif de conférences pleines de choses et d'esprit, que nous y venons chercher ; mais une mise en question qui nous aide à rédiger la réponse toujours inachevée que nous avons à tracer avec le sang de notre vie. Personne ne saurait sérieusement contester la haute valeur des cours de Dijon. Une fois publié, à peu près tout méritera d'être lu la plume à la main. C'est un ensemble solide et cohérent, désormais indispensable à quiconque voudra étudier les implications humaines de notre croissance économique. La Semaine de Dijon aura été une grande Semaine sociale. Comment se fait-il alors que tant de cours restèrent sans retentissement et ne suscitèrent point la bonne inquiétude, si justement exaltée par le Doyen Piettre ? Comment se fait-il que le plus souvent les auditeurs donnèrent l'impression d'avoir acquis un résumé de leçon plutôt que l'intelligence vivante d'un horizon ouvert ? Mais comment se fait-il aussi qu'après d'autres cours, personne n'eut envie de parler de la pluie et du beau temps, et que comme une grande famille fraternelle les semainiers mirent en commun leur interrogation sur la pauvreté libératrice ou le dépassement de l'économie avare, et qu'il y eut de l'espoir ?

Voilà donc la *crise,* l'heureuse crise, au cœur de la Semaine, non point comme le ver dans le fruit, mais comme une vertu qui germe. Ou faudrait-il se plaindre de voir les jeunes semainiers difficiles à contenter et préférer les efforts austères et exigeants aux exercices plus plaisants et trop commodes ? Qu'y a-t-il à craindre

pour l'avenir d'une institution vivante dont la relève va vers un Jean Mouroux, un François Perroux, un Maurice Byé, un Jean Marchal, un Henri Guitton ou un Robert Delavignette, parce qu'on attend d'eux les vérités dures et pressantes, difficiles à digérer, mais qui, seules, nourrissent? Ne peut-on fait fond sur une jeunesse qui, en ces temps de paresse intellectuelle endémique, préfère aux disques sans surprises et de tout repos, l'éloquence des questions importunes? Tels, en économie humaine, les problèmes du *coût de l'homme* et de la *mondialisation,* dégagés par le grand metteur en question de notre temps, François Perroux, qui ont dominé toute cette Semaine sociale.

Avec grande confiance on peut constater que l'équipage est plus compétent que jamais, qu'il a tâté le vent du large et que ce vent-là est bon. Il est vrai que cette Semaine sociale n'a pas donné tout ce qu'on était en droit d'en attendre. Mais plutôt que de dresser le bilan de ses leçons, il vaudra de retenir la leçon de ce bilan. Les descriptions sans analyse approfondie ont déçu; les nourritures académiques nous ont laissés sur notre faim; les *papiers-lus* qui n'interpellent personne n'ont pas troublé le sommeil. Ce sont les leçons difficiles proposant un effort nouveau et se terminant, inachevées, par une question à nous adressée (et non par une pirouette), qui demeurent comme ferment et comme gage d'avenir. Voilà donc que des chrétiens ont vraiment quelque chose à dire. Et que les Semaines sociales promettent, selon leur vocation, d'*heureuses crises* à quiconque a des oreilles pour entendre.

JEAN THOMAS.

LES SIGNES DU TEMPS

M. Pinay devant le nœud gordien

Au commencement de l'été, les bonnes fées qui avaient présidé à la formation du gouvernement Pinay semblaient avoir disparu et seule la méchante Carabosse attendait le gouvernement au tournant de l'automne : difficultés extérieures, problèmes financiers, fièvre aphteuse, sécheresse, etc., se précisaient et changeaient considérablement l'arrière-plan favorable devant lequel s'était déroulée l'expérience.

Cependant, à la rentrée, l'optimisme est de mise dans les cercles officieux. L'avenir immédiat paraît être moins sombre que prévu. Si M. Pinay n'a pas encore résolu le problème qu'il s'était posé, il a néanmoins passé victorieusement quelques épreuves.

La fixation des prix agricoles a été incontestablement pour le chef du gouvernement un succès, et un succès mérité; tous les arguments avancés par les cultivateurs pour un renchérissement du prix du blé étaient excellents mais ne tenaient pas devant les circonstances de fait : de par le calendrier des échéances politiques, c'étaient les cultivateurs qui, les premiers, devaient constituer le test de la stabilité monétaire. Ce n'est pas une question de technique économique, ni d'intelligence financière, c'était une question de fermeté politique. Paradoxalement, le président du Conseil a réussi contre ses amis et lui seul pouvait peut-être réussir; c'est le triomphe de la formule du président qui n'appartient à aucun groupe et qui peut faire triompher l'intérêt général.

Les autres difficultés, par contre, semblent avoir été plus reportées que vaincues. Ainsi, l'on s'attendait à des difficultés considérables dès la rentrée dans nos approvisionnements en dollars et en monnaie européenne. Or un certain optimisme, modéré certes, mais un optimisme quand même, est de règle en ce qui concerne notre programme d'importation de fin d'année. Pourtant, nous n'avons pas hérité d'un oncle d'Amérique et notre fortune ne s'est pas augmentée d'un seul dollar, ou même d'un seul franc belge. Le commerce extérieur s'est légèrement équilibré, mais cela n'eût point suffi. Nous avons réussi à reporter les échéances. Après tout, c'est là une opération méritoire et quelquefois difficile. Du côté américain, l'escompte des commandes *off shore* destinées à l'Indochine[1] ont pu être escomptées et nous procurent ainsi quelques dollars supplémentaires. Par ailleurs, l'Union européenne des Paiements s'est montrée moins sévère dans l'exigibilité de sa dette et certains pays amis ont fait preuve d'une semblable tolérance. Ayant donc trouvé des banquiers et des créanciers compréhensifs, nous ne risquons plus d'avoir à l'automne le couteau sur la gorge et notre activité industrielle peut continuer à se dérouler au rythme normal.

Or, précisément, ce rythme semble, pour autant qu'on puisse en septembre porter une appréciation définitive, revêtir un caractère relativement rassurant. Une diminution incontestable de l'activité des industries d'équipement serait compensée par une reprise dans la production des biens de consommation. Cette fermeture des ciseaux remettrait en ordre une structure de production

1. Seules les commandes de matériels destinées à l'Indochine, fabriquées en France et payées par les États-Unis (ce qui est une définition du *off shore*) peuvent être escomptées. Au contraire, les commandes de matériels français destinées à l'O.T.A.N. et payées en dollars (présentant eux aussi un caractère *off shore*), ne peuvent pas être escomptées et le bénéfice des dollars ne nous en est donné qu'au fur et à mesure de leur réalisation.

qui avait pendant l'hiver dernier été quelque peu en désordre. Il était anormal, en effet, de constater, comme on avait pu le faire au printemps, un mouvement ascendant des industries d'équipement et une baisse dans la production des articles de consommation. Déceler dans la plupart des économies européennes, une telle remise en ordre de l'économie ne peut présenter que des symptômes favorables. Quoi qu'il en soit, jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement peut espérer ne pas avoir de trop gros soucis du côté de l'activité industrielle.

Du côté des finances publiques intérieures, la situation apparaissait également sous de sombres traits. Certes, l'équilibre des dépenses et des recettes de l'État ne peut guère être assuré dans les circonstances actuelles et il semble bien que, une fois de plus, le compte des avances à l'État dans le bilan de la Banque de France n'a pu être modérément affecté que grâce à un certain jeu dans les écritures. Si l'on voulait être aussi sévère pour le président du Conseil actuel qu'on le fut pour son prédécesseur, on pourrait trouver là un juste titre à remontrance. Mais, pour une fois, ces habiletés de comptable traduisent, peut-être même sans que leur auteur en ait eu une conscience complète, une réalité économique. Un puriste financier peut s'étonner de la facilité avec laquelle le Trésor s'attribue les sommes rendues disponibles dans les comptes de l'Institut d'Émission par l'évolution de nos avoirs en devises et le maintien de la restriction du crédit. Mais un économiste trouve après tout normal que le déficit de l'État, s'il reste dans des limites acceptables, vienne donner à l'activité du pays une impulsion que le crédit et l'exportation ne lui fournissent plus. Nous avons suffisamment insisté lors de la constitution du gouvernement Pinay sur les erreurs des priorités que le gouvernement précédent avait commises entre l'équilibre du budget et le maintien des prix, pour ne pas être indulgent à la politique financière actuelle, si elle n'est que provisoire. Reste à savoir pendant combien de

temps le déficit de l'État peut, sans inconvénient pour la monnaie, jouer le rôle moteur dans l'expansion de l'économie. En l'occurrence, ce n'est pas une échéance qui se présente à un mois près, à moins qu'on ne la souligne complaisamment dans le bilan. Si personne ne remarque d'ici la fin de l'année la cause précise de cette émission de billets, il est vraisemblable qu'une petite reprise dès l'automne en effacera momentanément toutes les conséquences dangereuses.

Ayant donc gagné une manche, s'étant fait accorder la seconde par des partenaires complaisants et ayant escamoté la troisième, le gouvernement paraît assuré de pouvoir continuer son expérience. En outre, ce n'est un secret pour personne que le gouvernement anglais a l'intention de procéder pendant l'hiver à certaines opérations monétaires. Dans ces conditions, il ne semble pas intéressant pour notre pays de prendre des initiatives malencontreuses et de changer quelque chose à l'équilibre économique existant. Aussi, les candidats à la direction de l'économie et des finances réfléchiront-ils plusieurs fois avant de prendre le gouvernail dans cette période intérimaire.

Tout serait donc parfait dans le meilleur des mondes s'il n'y avait pas l'éternelle question des prix et des salaires. Certes, la loi sur l'échelle mobile ne doit s'appliquer qu'à l'indice 149 et, de ce côté-là, le gouvernement aurait un certain répit. Fin septembre, on n'en est encore que vers 145,8. Malheureusement, ou heureusement, au fur et à mesure que l'on se rapprochera de la période critique, l'indice des deux cent treize articles n'aura plus aucune signification. Les physiciens savent bien qu'il est certaines mesures qui changent la valeur même de la grandeur à mesurer. Il en est de même de l'indice des prix de détail : à partir du moment où les intérêts que sa mesure met en jeu deviennent trop importants, il perd toute sa signification. La presse a complaisamment développé des incidents imaginaires entre le

Président et l'Institut de statistiques, les opposant l'un à l'autre sur la valeur de l'indice. Il n'est pas besoin d'arriver à de telles extrémités; il suffit que la composition des deux cent treize articles soit connue pour que d'eux-mêmes les commerçants fassent un sacrifice sur certains points et le récupèrent sur d'autres, afin d'affecter la valeur de l'indice des points ou même des dizièmes de points qui seront nécessaires pour le laisser en dessous du niveau critique.

Au lieu d'un déclenchement automatique, comme le prévoit la loi, c'est un rapport de force entre les syndicats et le gouvernement qui décidera d'ici la fin de l'année si une augmentation de salaire fera ou ne fera pas interrompre l'expérience de stabilité monétaire. Certes, les dirigeants syndicaux savent bien que toute augmentation de salaire dans l'immédiat serait plus que compensée par une augmentation des prix. Aussi, est-ce une question d'opportunité technique et politique à long terme qui peut décider de la force de leurs revendications. Il est possible que l'unité syndicale que l'on voyait l'automne dernier reformée, soit compromise par les purges intérieures au parti communiste ou qu'elle ne puisse se réaliser avant un certain temps. Dans ce cas, un répit pourrait être accordé au gouvernement.

Reste le niveau des prix au détail. C'est le nœud de la question, cause depuis la Libération de l'instabilité monétaire. Certes, quelques baisses volontaires ont pu obtenir un résultat qui n'est pas négligeable; depuis le mois de mars, l'indice des produits manufacturés a baissé de 5 %, mais passée cette marge, la politique libérale du gouvernement s'est toujours heurtée à une inefficacité. Bien plus, les bouchers, qui sont les coryphées de la vie chère, violent ouvertement et publiquement les arrêtés des prix.

Pour une partie de la distribution, notamment pour les petits commerçants, c'est un véritable drame social qui se joue. L'amélioration du niveau de vie de la classe

ouvrière se fera-t-elle aux dépens de celui de commerçants ou, qui pis est, de l'existence de certains d'entre eux ? Dans une tour d'ivoire, l'économiste peut répondre qu'il devra en être ainsi. Mais on ne peut, de gaieté de cœur, en accepter passivement toutes les conséquences sociales. Les mesures à prendre sur le plan économique sont extrêmement simples et il n'est pas besoin d'Institut de la distribution pour les découvrir. Il suffit de supprimer un certain nombre des innombrables lois et décrets qui protègent le commerce contre toute tentative de modernisation. Mais, si l'action du gouvernement doit être rapide, elle ne pourra se faire sans léser de nombreuses situations acquises. L'opinion publique elle-même, qui commence à comprendre que le problème social est mal posé en France, n'en admettrait pas les conséquences trop brutales. Or, il faut faire vite. Peut-être sous la pression des syndicats, M. Pinay finira-t-il par agir, mais alors il rencontrera dans le reste du pays une opposition croissante.

D'autres secteurs, comme celui de la viande, ne posent pas de problèmes sociaux; il suffirait d'y limiter certains profits. Pour y arriver, il faut du courage et une obstination qui peuvent se résumer à cet axiome qu'eût énoncé La Palisse : il n'y a aucune raison pour que les forces politiques qui ont présidé à l'institution de véritables domaines réservés ne réagissent pas devant leur suppression. Cependant, aucune amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière ne sera possible tant qu'au nom de principes libéraux une corporation particulièrement bien placée pour se défendre absorbera une part importante du revenu national et, ce qui est peut-être plus grave, annihilera rapidement chaque effort fait pour améliorer les salaires réels.

Cela fait plus de six mois que le gouvernement de M. Pinay est en selle. Il a duré, et l'indice des prix n'a pas monté : de ce côté il a remporté incontestablement un succès. En outre, les conditions excellentes qu'il avait

trouvées à son arrivée se maintiennent plus longtemps qu'il n'aurait pu l'espérer lui-même et les oppositions suscitées par sa politique financière sont émoussées. Rien ne s'opposerait à l'adhésion de forces nouvelles à ce nouvel immobilisme. Cependant, le temps qui s'est écoulé, la réaction des bouchers à la fièvre aphteuse, mettent en évidence que le nœud du problème est encore intact. Depuis six mois, M. Pinay se flatte de le dénouer, mais la dernière boucle tient toujours. Poussé par les syndicats, il sera peut-être amené à la trancher. Mais alors, le soutien politique de certains de ses amis pourrait être remis en question.

19 septembre 1952.

JACQUES DUMONTIER.

L'épreuve nord-africaine : Tunis-Rabat... La Haye

Pour rechercher le règlement du conflit qui opposait les importateurs américains au Maroc à l'autorité du protectorat, la France a eu recours à la Cour internationale de justice. Lorsque les questions tunisienne et marocaine seront évoquées devant la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le gouvernement français plaidera l'incompétence de l'O.N.U. Que les deux ordres de problèmes soient différents ou que le paradoxe soit plus apparent que réel, l'épreuve nord-africaine échappe de plus en plus à l'initiative de la France pour se trouver posée sur la scène internationale.

Le fait est particulièrement évident pour la Tunisie. A l'heure où nous écrivons, le contenu de la réponse du bey au projet de réforme ainsi que sa lettre au Président

de la République, n'ont pas encore été divulgués. Il n'y a pourtant aucun mystère. Les réformes sont rejetées, il n'est fait aucune contre-proposition, il n'est envisagé nulle nouvelle négociation, le bey suggère au contraire le recours à un arbitre, c'est-à-dire à l'O.N.U. M. Robert Schuman a dû lui-même reconnaître que la France ne gagnerait rien à s'opposer à l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale des Nations Unies, il pense seulement qu'il y aurait à gagner en plaidant *ensuite* l'incompétence de l'O.N.U. Position d'autant plus fragile que la réponse du bey et la manière dont elle a été transmise, en dehors de MM. Baccouche et de Hautecloque, traduit moins peut-être une volonté de rupture que l'effort : 1° d'affirmer la personnalité politique et la souveraineté tunisiennes; 2° de marquer, par la consultation des « quarante », la base représentative vers laquelle l'État tunisien doit évoluer; 3° et pour l'heure, la solidarité entre le peuple et le Palais.

Positions française et tunisienne sont donc devenues inconciliables. Les revendications tunisiennes écartées par la fin de non-recevoir du 15 décembre, les ministres d'un gouvernement doté de la confiance du bey emprisonnés, toute chance de négociation était perdue. Les consultations du souverain et la reprise des conclusions des « quarante », la transmission d'une réponse en dehors de M. Baccouche mettent assurément celui-ci et le gouvernement français dans l'embarras : elles tendent surtout à signifier que M. Baccouche n'a pas la confiance du bey et que celui-ci n'a eu recours à lui que sous l'empire de la contrainte.

Cette situation est grave : le gouvernement français ne peut s'en tirer en présentant des textes de réformes laissant à l'écart les questions considérées comme fondamentales, non seulement par un parti nationaliste, mais par le souverain s'appuyant sur des personnalités dont

le caractère représentatif ne peut être sérieusement mis en doute. Il n'est pas dit que l'espoir des Tunisiens envers l'O.N.U. sera comblé, il se peut que la prochaine assemblée des Nations Unies se déclare incompétente, ou que le débat s'achève sans conclusion, mais il est sûr qu'en persistant dans la voie empruntée jusqu'à ce jour, le gouvernement français soit engagé dans une épreuve de force. Faudra-t-il qu'elle conduise, après la déposition du souverain, à de nouveaux emprisonnements, de nouveaux troubles et la rigueur de nouvelles répressions, aux surenchères d'un gouvernement qui ne représentera que lui-même, pour que l'on se prenne à regretter, là comme ailleurs, le temps des occasions perdues ?

Que la thèse française ait été confirmée sur quatre points par la Cour de La Haye n'empêche qu'en étant infirmée sur deux autres, elle a subi un échec qui risque de se révéler cuisant pour la position économique de la France au Maroc.

Il est indéniable que le dahir du 30 décembre 1948 limitant à certains biens d'équipement et de première nécessité les marchandises importables au Maroc sans attribution de devises, visait essentiellement les importations américaines. Dans le régime antérieur de liberté, le trafic qui s'était institué enrichissait les commerçants américains mais ne pouvait que contribuer à affaiblir le franc.

La nouvelle réglementation entraîna pourtant une telle levée de boucliers — tant parmi les commerçants américains du Maroc, que parmi les républicains qui à Washington firent voter un amendement menaçant de couper l'aide américaine aux pays dont un territoire dépendant aurait institué une législation contraire aux traités avec les États-Unis, qu'au Département d'État qui demanda à Paris le remboursement du montant des taxes de consommation perçues depuis deux ans sur les commerçants américains — que le gouvernement fran-

çais porta le différend devant la Cour de justice internationale. Du même coup se trouvait posée l'interprétation du traité américano-marocain de 1836 et de l'acte d'Algésiras.

La Cour a bien donné du traité de 1836 une interprétation restrictive qui satisfait, en gros, la thèse française. Elle consacre bien le protectorat français établi sur l'empire chérifien postérieurement à l'acte d'Algésiras. Mais du principe de non-discrimination que comportait ce même acte, la Cour de La Haye, chargée de « dire le Droit » ne pouvait que déduire :

1) à l'avantage de la thèse française, que les taxes de consommation perçues sur les commerçants américains en vertu du dahir du 28 février 1948 l'ont été valablement, mais aussi :

2) au bénéfice de la thèse américaine et au grand désavantage de la France, que la réglementation limitant les importations en provenance d'autres pays que de France était rejetable, puisque contraire à l'acte qui avait fondé le protectorat des puissances occidentales.

Qu'un nouveau régime de « porte ouverte » soit institué, ou que les importations françaises soient elles-mêmes soumises à contingentements, appliquées à la lettre, les dispositions de l'arrêt de la Cour de La Haye seraient fort dommageables pour l'économie franco-marocaine. Aussi bien des négociations directes avec les États-Unis, auxquelles Washington ne semble pas hostile, devraient-elles apporter une solution plus favorable aux intérêts des deux parties.

Cette affaire laisse tout loisir de mettre en relief le paradoxe d'une politique américaine, protectionniste au dedans, mais adepte du libéralisme commercial... chez les autres. L'inégalité réciproque des positions américaine et française au Maroc conduit aussi à d'autres réflexions. Des États-Unis, non seulement le fait, mais le droit vient ainsi renforcer la position économique dominante dans l'empire chérifien. Ils n'ont cependant

vis-à-vis de ce dernier, nulle responsabilité politique directe. Au contraire, la France dont la responsabilité politique reste entière, même et surtout lorsque sa tutelle est contestée, risque de voir sa position économique sérieusement compromise. Un curieux balancement se produit entre le pouvoir politique et la force contractuelle des partis en cause. En proie aux attaques du « protégé » (et de ses alliés extérieurs), le pouvoir politique du « protecteur » s'émousse mais sa responsabilité politique n'en est que plus accusée; sa force contractuelle s'affaiblit, elle aussi, mais au bénéfice de la puissance dominante dont il est déjà tributaire dans la métropole. Ne serait-ce pas à dire que la France peut être assurée de perdre à tout coup, tandis que les États-Unis, dont l'influence sera déterminante lorsque la question marocaine sera évoquée à l'O.N.U., gagneront, eux, sur les deux tableaux.

Le recours à la Cour de La Haye, a-t-on dit, serait une opération « payante » par la reconnaissance formelle que l'arrêt comporte du protectorat français. Il est non moins vrai que les avocats français, à l'appui de leur thèse, ont dû arguer du caractère évolutif du droit international, et opposer, par exemple, les principes de Bretton-Woods à ceux de l'acte d'Algésiras. De semblables arguments pourraient fort bien, quelque jour, être invoqués par les Marocains, ou leurs porte-paroles étrangers, en matière de droit comme en matière d'institutions...

Les conclusions si balancées et si mélangées de La Haye seront en tout cas d'un maniement difficile et dangereux. Elles ne font qu'ajouter des difficultés supplémentaires aux échéances auxquelles la France doit faire face à Rabat et pèseront d'un poids sensible dans l'ensemble de l'épreuve nord-africaine.

13 septembre 1952.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Les Assemblées européennes de Strasbourg

En septembre, plusieurs Assemblées européennes se sont réunies à Strasbourg. Cette multiplication des organisations parlementaires internationales pourrait donner lieu à des confusions. Voici donc quelques indications sur le caractère et la compétence de chacune de ces assemblées.

1° L'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe est pour ainsi dire l'institution mère. Elle se réunit, en principe, deux fois par an pour des sessions d'une durée de deux à trois semaines. Quinze pays y sont représentés, c'est-à-dire tous les États de l'Europe occidentale à l'exception de l'Autriche, de la Suisse, du Portugal et de l'Espagne. Ses membres sont désignés par les différents parlements nationaux sur une base proportionnelle, à l'exception des communistes en France et en Italie. Ses pouvoirs sont purement consultatifs. Des décisions ne peuvent être prises que par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, à l'intérieur duquel chaque pays dispose d'un droit de veto.

2° Le plan Schuman, entré en vigueur en août dernier, prévoit une assemblée parlementaire spéciale composée de soixante-dix-huit membres, désignés par les six pays signataires du plan, à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Cette institution a des pouvoirs limités mais effectifs. Elle contrôle l'activité de la haute Autorité et a le droit de la révoquer. En principe, elle ne devrait se réunir qu'une ou deux fois par an, pour se prononcer sur des rapports de gestion transmis par la haute Autorité, mais en pratique, son activité sera probablement plus grande et plus suivie. Ses membres veulent en faire un véritable parlement européen du charbon et de l'acier.

3° Par une décision du Conseil des Ministres de la Communauté du Charbon et de l'Acier, l'Assemblée précédente a été chargée d'élaborer dans un délai de six mois un premier projet de constitution européenne. Pour des raisons tactiques, on l'a élargi de neuf délégués désignés à parts égales par la France, l'Allemagne et l'Italie. Les autres pays-membres du

Conseil de l'Europe, c'est-à-dire neuf États, pourront en outre envoyer dans cette assemblée des observateurs qui y auront tous les droits, sauf celui de vote. Avec ses observateurs, cette troisième institution, qui a pris le nom d'Assemblée *ad hoc,* comptera donc quatre-vingt-seize membres.

Le projet de constitution sera élaboré en collaboration avec le Conseil de l'Europe qui avait de son côté nommé, il y a quelques mois, une commission spéciale, qui a pris l'heureuse décision de se dissoudre. Une commission de quatre juristes européens, également nommés par le Conseil de l'Europe, a transmis à l'Assemblée *ad hoc* comme document de travail un certain nombre de suggestions concernant l'élaboration de la constitution européenne.

Entre les différents organismes européens, il y a une collaboration de fait assez étroite. Tous se serviront jusqu'à nouvel ordre du secrétariat du Conseil de l'Europe à Strasbourg. A quelques exceptions près, les mêmes hommes politiques siègent dans les trois assemblées.

ALFRED FRISCH.

La conférence de Mexico et l'Europe

La conférence annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire et de la Banque internationale, vient de se tenir à Mexico. Un climat de déception, sinon de découragement, a entouré ces débats : 1952 devait en effet marquer la fin de la période de transition jugée nécessaire, lors de la création des institutions, pour que se rétablissent les économies dévastées par la guerre et menacées par l'inflation et pour qu'un nouvel équilibre dans les relations internationales soit réalisé. Aucun de ces résultats n'est évidemment atteint. L'ère du provisoire est donc prolongée. Cette constatation aurait pu amener les États à proposer une refonte des institutions dont l'échec constate leur inadaptation. Mais depuis quatre ans les faits nouveaux se sont succédé et l'organisation du commerce international est désormais soumise à des

conditions politiques qui n'ont plus rien à voir avec celles qu'on imaginait en 1948.

L'absence du chancelier de l'échiquier, M. Butter, à la réunion, et la présence de M. Eden à Strasbourg le 15 septembre sont les indices d'un déplacement d'intérêt significatif. Au Fonds monétaire et à la Banque où les États-Unis mènent la danse, rien d'important ne pouvait être attendu puisque toute décision est suspendue d'ici aux prochaines élections à la présidence.

D'ici l'an prochain il faut pourtant vivre. Alors de grands changements pourront être proposés, pour l'instant les pays européens ne doivent compter que sur eux-mêmes. Or, en Europe, un fait nouveau s'impose : le redressement économique de l'Allemagne et sa lutte pour la conquête des marchés d'exportation. Le vif intérêt pris récemment par M. Eden pour le plan Schuman et pour une conciliation plus large des intérêts économiques de l'Europe de l'Ouest, prend peut-être sa source dans l'inquiétude de perdre certains marchés européens. Depuis quelque temps la concurrence allemande a sérieusement affecté le commerce britannique, surtout en Hollande, en Belgique, en France, en Suède et en Suisse. Les exportations allemandes aux U.S.A. et au Canada ont augmenté aussi de 132 % depuis 1950. Il en est de même pour l'Amérique latine et le Proche-Orient. Cette poussée allemande est évidemment accentuée par le fait que les débouchés germaniques traditionnels à l'Est sont perdus.

Ainsi le souci jusqu'ici dominant, mais unique, d'exporter aux U.S.A. se double, pour les pays européens et spécialement pour l'Angleterre, du souci de maintenir les exportations dans le reste du monde. Ce danger fera peut-être plus pour l'organisation de l'Europe que bien des conférences internationales.

L'intérêt de la conférence de Mexico fut encore diminué par la prochaine conférence des ministres du Commonwealth, qui doit se tenir en novembre à Londres. Les questions qui y seront débattues dominent l'avenir de la livre sterling, comme l'a montré M. Niveau dans le numéro de juin 1952 de la revue.

Toutefois, il a bien fallu parler à Mexico. Les deux préoccupations essentielles furent, d'une part, celle de fournir à l'O.E.C.E. un appui solide; là encore le souci européen

domine. Ce fut l'objet du discours de M. Mendès-France. Son plaidoyer en faveur de la libération des échanges visait à obtenir du Fonds les ressources suffisantes pour ôter à l'Union européenne tout ennui de fonctionnement. D'autre part, on se préoccupa de certaines entorses que font subir la plupart des États européens aux règles du Fonds, en autorisant les exportateurs à revendre à un taux supérieur au taux officiel une partie de leurs dollars « comptes E.F.A.C. ». Cette pratique, qui n'a d'autre but que de dévaluer sournoisement certaines monnaies et de donner, par conséquent, une prime à l'exportation pour les pays qui s'y livrent, a soulevé quelques protestations. Il s'agissait là de cuisine intérieure, mais ce n'est pas l'aspect le moins important des questions de commerce international.

En marge de ces débats et comme conclusion, citons ces paroles prononcées par le sénateur Stevenson, candidat à la présidence : « Il faudra inévitablement trouver des substituts à l'aide en dollars. Ce substitut consistera à créer des marchés chez nous ou ailleurs. Il nous est difficile d'attendre des pays étrangers qui ont perdu leur commerce à l'Est à cause de ce rideau de fer que nous leur demandons de tenir fermé, qu'ils n'exigent pas de nous d'autres marchés. » On en reparlera l'an prochain.

FRANÇOIS SELLIER.

Match électoral aux États-Unis

La bataille électorale est engagée aux États-Unis. D'ici novembre, mieux vaudra s'abstenir de commentaire sur le fond : les discours n'apporteront plus aucune indication sur la politique future des candidats; ils n'auront plus qu'une valeur tactique, ne viseront plus qu'à un but concret immédiat : gagner des voix, abattre l'adversaire. Nous n'assistons plus à un débat d'idées, mais à un match de boxe. Et cette psychologie sportive nous aide à mieux comprendre l'opportunisme déconcertant des Américains, en politique extérieure,

lorsqu'il s'agit pour eux de trouver des alliés contre un ennemi reconnu.

Il eût pu en être autrement cette fois. Le niveau intellectuel des deux candidats laissait espérer une discussion élevée. Le général Eisenhower n'est pas un politicien de carrière; le gouverneur Stevenson a fait preuve d'une finesse d'esprit qui lui a valu la sympathie des correspondants européens. Mais leurs programmes se ressemblaient trop; il fallait chercher un autre terrain; ils n'ont pu se dispenser des personnalités; et s'ils se sont ménagés relativement l'un l'autre, ils ont prodigué les coups de boutoir, l'un contre l'entourage du président Truman et ce qu'il appelle le gâchis de Washington, l'autre contre la vieille garde républicaine dont il accuse son concurrent d'être le prisonnier.

La règle du jeu veut aussi qu'ils cherchent à recruter chacun pour son camp certains groupes influents. Lorsque le général Eisenhower parle d'affranchir — sans en préciser les moyens — les nations tombées sous le joug soviétique, tranquillisons-nous; il ne songe qu'au vote des minorités techniques d'origine slave ou danubienne, nombreuses aux États-Unis. Lorsqu'il met l'accent sur l'Asie, ce n'est pas le moins du monde qu'il entende abandonner l'Europe, mais il faut une concession aux États du Pacifique. Il parcourt le Sud, traditionnellement démocrate, en essayant d'exploiter son mécontentement contre le centralisme de M. Truman. M. Stevenson, de son côté, cherche à s'assurer l'appui des syndicats, hostile à la loi Taft-Hartley. On rivalise de promesses aux cultivateurs, et de démonstrations religieuses et morales pour obtenir la bienveillance des Églises. On met en question la vie privée des candidats : M. Stevenson étant divorcé, mais à la demande de sa femme et sans s'être remarié, un évêque a indiqué que les catholiques pouvaient lui donner leur voix en sûreté de conscience...

Malheureusement la plupart des groupes sont divisés, et les deux partis aussi bien. Les programmes sociaux du général et du gouverneur n'offrent pas aux syndicats de quoi les départager. Le général exploite les dissidences du Sud, mais de leur côté les démocrates ont donné pour acolyte au gouverneur un conservateur sudiste bon teint, M. Sparkman. L'un et l'autre n'en briguent pas moins les suffrages des Noirs. Et si la victoire d'Eisenhower sur Taft le situe « à

gauche » parmi les républicains, si en revanche Stevenson se place nettement plus « à droite » que le président Truman, tous deux sont obligés de se concilier l'aile de leur parti qu'ils ont battue, aucun d'eux n'y parvient entièrement. Les pronostics semblent donc assez vains, et la situation change du jour au lendemain; tout au plus dira-t-on que l'avance initiale d'Eisenhower ne se rattrapera pas sans difficulté. Mais il importe surtout de voir la bataille dans son véritable éclairage, et de se tenir en garde contre les interprétations excessives ou prématurées que les journalistes peu familiers avec les mœurs américaines déduisent quelquefois abusivement.

12 septembre 1952.

AUGUSTE VIATTE.

La Chine à Moscou

Un véritable ministère chinois (quinze ministres, des chefs d'état-major, des hauts fonctionnaires) sous la direction du chef du gouvernement Chou en Lai; un mois de négociations; la présence du chef d'État de la Mongolie extérieure. Et tout cela pour aboutir à quoi ? Au communiqué officiel du 15 septembre ? On se permettra d'en douter.

Deux résultats seulement sont, en effet, enregistrés dans ce texte. L'U.R.S.S. d'une part remet à la Chine l'administration du chemin de fer du Tchang Tchoung (qui traverse la Mandchourie). Mais ceci était prévu dès février 1950 : était-il donc nécessaire de se réunir à nouveau, à l'échelon presque le plus élevé, pour en obtenir confirmation ?

D'autre part, à la demande de la Chine (et pour des raisons faciles à comprendre, étant donnée la proximité du théâtre coréen et du Japon), les forces amies soviétiques demeurent à Port-Arthur, jusqu'à la conclusion d'un traité de paix entre Moscou-Pékin et Tokio.

Si le communiqué du 15 septembre dit tout, il faut bien en conclure à l'échec à peu près total des pourparlers. En fait,

les relations sino-soviétiques posent d'autres problèmes, et il est évident que les deux délégations s'en sont entretenues.

La Chine a une guerre sur les bras, qu'il lui est impossible, semble-t-il, de conclure victorieusement par ses propres moyens. Il ne lui suffit pas de savoir les soldats soviétiques à Port-Arthur, il lui faut encore du matériel. A moins que les déconcertants pourparlers d'armistice ne s'engagent sur une voie nouvelle.

Il faut également à la Chine une aide économique substantielle : l'U.R.S.S. lui aurait accordé en 1950 trois cents millions de dollars, ce qui est assez dérisoire au regard des besoins. Le régime de Pékin a entrepris un grand programme d'équipement qu'il lui faut réaliser s'il veut se maintenir au pouvoir. Mais ce programme, il ne peut, à lui seul, l'exécuter. Il n'est évidemment pas question de solliciter une aide auprès de puissances autres que la Russie, et le blocus décrété par les Américains ne favorise pas l'expansion économique.

Bref, que les conversations aient échoué, qu'elles aient abouti à des résultats secrets... ou qu'elles continuent en attendant le grand événement de l'année, la réunion à Moscou du Congrès bolcheviste, peu importe, la Chine n'a pas le choix. Alliée, et non satellite de la Russie, elle n'a toutefois pas la possibilité de rompre l'alliance. Il s'agit alors pour Pékin de coordonner au mieux de ses intérêts, la politique communiste en Extrême-Orient.

Que les deux grandes puissances poursuivent exactement les mêmes buts en Corée, ce n'est pas tout à fait certain. Il est en revanche un secteur où leurs intérêts sont rigoureusement identiques, c'est le Japon, où se déroulent au moment où nous imprimons la revue, les élections générales. Il est aussi capital pour la Chine que pour l'U.R.S.S. d'empêcher le réarmement du Japon, et son entrée effective dans la coalition occidentale. Il est également essentiel de lier Tokio à Pékin en offrant des marchés avantageux. Cet objectif est affiché sans aucun déguisement. Par quelle voie les deux puissances essaieront-elles de parvenir ? Par l'intimidation, par une offre de pacification générale, ou par un dosage des deux procédés ? C'est le secret — le secret vraiment important pour le reste du monde, dans la conjoncture actuelle — des conversations sino-soviétiques.

BERNARD FÉRON.

La discipline des seigneurs et celle des autres

(*Notes en marge du XIXe Congrès du P. C. de l'U. S.*)

Il faudra bien un jour essayer de déchiffrer dans les textes l'évolution sociale qui caractérise la situation soviétique. En attendant cette étude, je voudrais noter quelques impressions, nées à l'occasion de la lecture des nouveaux statuts du parti communiste soviétique. (*Pravda*, 20 août 1952). Un alinéa proclame qu'il ne saurait y avoir dans le parti deux sortes de disciplines, l'une pour les dirigeants, l'autre pour le commun des membres. Certes, déjà dans les statuts de 1939, il était fortement question de discipline, mais d'une discipline unique. Aujourd'hui le Comité central enregistre le fait qu'il y en a deux. Et Khrouchtev, dans son commentaire, parle d'un *fléau* qui sévit dans le parti et il fustige la discipline des *seigneurs* : la *barskaïa* discipline. « Barskaïa » — seigneuriale — c'est un adjectif qui sent le tsarisme. Les « seigneurs » seraient-ils toujours vivants ? Khrouchtev et le Comité central savent certainement de quoi ils parlent.

Il y a plus : l'article 2 des nouveaux statuts déclare que tout citoyen travailleur de l'Union Soviétique peut devenir membre du parti, s'il *n'exploite pas le travail d'autrui*. Cela est absolument nouveau par rapport aux statuts du passé et l'on peut se demander comment concilier le passage du socialisme au communisme, avec une persistance de l'exploitation de l'homme par l'homme ?

En même temps, on constate que si la dictature du prolétariat est considérée désormais comme un phénomène du passé, la notion de *peuple* tend à remplacer celle de prolétariat. Les rédacteurs des nouveaux statuts sont visiblement hantés par la coupure d'avec le peuple, et l'on songe involontairement à certaine nostalgie de Jean-Paul Sartre. « ... *la force et l'invincibilité de notre parti réside dans sa liaison intime et indéfectible avec le peuple.* » *Intime* n'est pas le mot juste — littéralement, c'est *lien de sang* qu'il faut lire. C'est là une cristallisation presque raciste du patriotisme stalinien [1].

1. *La Réalité russe*, 26, rue Friant, publie la traduction française des nouveaux statuts du P. C. russe.

Que signifient ces changements? Je sais que mes camarades soviétiques n'y attachent pas la moindre importance, qu'ils aiment à dire que plus on change plus c'est la même chose; ils rappellent que le M.V.D. s'est appelé tour à tour Tcheka, Guépéou et N.K.V.D., que l'armée *Rouge* est devenue l'armée soviétique, comme aujourd'hui dans les nouveaux statuts l'U.R.S.S. (Union des républiques socialistes, soviétiques) devient plus brièvement l'U.S. (Union Soviétique). Toutefois il y a dans ces changements des symptômes qui confirment ce que nous savons de la lutte de plus en plus vive qui oppose le peuple aux *seigneurs,* grands et petits.

Il y a deux sortes de seigneurs, les dirigeants de l'industrie et du commerce d'une part, les dirigeants bureaucratiques, policiers et militaires, de l'autre. Et au conflit entre privilégiés se superpose le conflit entre la bureaucratie parasitaire du parti et l'élément représenté par les nouveaux seigneurs du charbon, du pétrole, etc. Visiblement, quand le Comité central parle d'*exploiteurs,* c'est aux dirigeants de l'industrie, du commerce et de l'agriculture qu'il pense. Et c'est un avertissement sérieux qui leur est adressé. En clair, cela signifie : le parti va rétablir son unité en éliminant tous les seigneurs et, appuyé sur le peuple, il mettra la classe des seigneurs techniques à leur place. Et cet avertissement semble prendre toute sa valeur quand on lit dans les directives pour le cinquième plan quinquennal que le chiffre d'affaires des biens de consommation courante devra être augmenté de 70 %.

Assisterons-nous à des purges et des procès « au nom du peuple »? A une épuration plus sanglante que celle de 1937? Cela paraît peu probable. Les structures sociales sont en place et le parti n'a pas la force de faire une nouvelle révolution parce que les éléments les plus actifs de la classe ouvrière ont choisi de se solidariser à travers le stakhanovisme avec la classe des techniciens. Il faudrait aussi une théorie à cette nouvelle révolution. Or, si les statuts de 1939 désignaient le parti comme « *le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière de l'U.R.S.S., la forme la plus élevée de son organisation de classe s'inspirant dans son activité de la théorie du marxisme-léninisme* », il n'est question, dans les nouveaux statuts, que d'un parti qui représente « *une alliance volontaire de combat de compagnons confessant les idées communistes et appartenant à la classe ouvrière, à la paysannerie travail-*

leuse et à l'intelligentsia travailleuse. Sans être complètement oublié, le marxisme-léninisme est relégué à la cinquième place, l'alinéa *e* de l'article 3 qui traite des devoirs des membres.

Sans doute, le parti essaiera de maintenir sa position, à force de purges s'il le faut, mais son rôle ressemblera de plus en plus à celui du parti nazi. Les vraies forces créatrices du pays sont du côté des nouveaux seigneurs, de la classe des techniciens. Cela ressort également des directives très générales sous lesquelles se présente le nouveau plan quinquennal. La bureaucratie se contente de plus en plus d'indiquer le but stratégique, la conception et l'exécution revenant aux techniciens. Et s'il est vrai que les ouvriers entendent de magnifiques promesses au sujet de leur standard de vie futur grâce à de nouvelles baisses de prix, il faut bien constater que le vrai leitmotiv de ces directives est la notion de *productivité.* Dans ces conditions, faire de la dénonciation un devoir aux non-privilégiés paraît relever d'une propagande assez démagogique. Autrefois déjà tout membre du parti pouvait s'adresser directement au Comité central. Instruits par l'expérience, les ouvriers ne prêteront pas trop d'attention à ces appels qui risquent cependant d'effrayer quelque peu les nouveaux seigneurs.

Somme toute, le Comité central, en rédigeant les nouveaux statuts semble vouloir s'appuyer dans l'avenir sur une sorte de front national uni, représenté par un parti lié au peuple. Quoi d'étonnant dans ce cas si les durs, les intransigeants soient un jour sacrifiés. (L'affaire du complot Marty-Tillon en France, s'inscrit avec une grande précision dans la nouvelle politique stalinienne où le lien de sang tiendra de plus en plus lieu de la théorie du marxisme-léninisme.)

Sur le plan extérieur, cette nouvelle politique exigera le maintien de la guerre froide qui crée à l'intérieur de l'U. S. une tension propice au développement des sentiments patriotiques.

Je veux bien croire que Staline ait dit à Pietro Nenni (cf. l'article de Crossman dans *New Statesman and Nation,* 20 sept. 1952) qu'il lui est très difficile de prendre les Américains au sérieux et qu'il trouve un malin plaisir dans une diplomatie faite pour les agacer, mais il est non moins vrai qu'il a besoin de cette diplomatie pour des raisons de poli-

tique intérieure. Cet aspect du problème semble avoir échappé à Pietro Nenni comme à Crossman. En revanche, je suis d'autant plus tenté d'ajouter foi à ce que raconte Nenni que mes propres échanges avec des officiers et des diplomates soviétiques m'ont convaincu que le Kremlin a un complexe de supériorité militaire à l'égard de l'Occident en général et des États-Unis en particulier et que sa propagande au sujet des plans agressifs de l'Occident, propagande lancée dès 1947, est loin d'être prise au sérieux par ses auteurs. M. Crossman parle à ce propos d'une « forme arrogante de l'ignorance » du Kremlin qui lui paraît aussi dangereuse que l'intention délibérée de faire la guerre. Il faudrait, je pense, analyser l'extrême habileté dont le gouvernement soviétique fait preuve en combinant l'art de la guerre froide selon ses besoins intérieurs.

Une seule chose me paraît fausse dans ce calcul soviétique : les techniciens russes savent que s'ils doivent leur situation en partie au régime, ils n'ignorent pas que n'importe quel régime aura besoin d'eux. On ne saurait en dire autant des bureaucrates du parti. C'est là que gît l'inconnu de l'évolution future en U. S. La préparation du Congrès du parti apporte à cet égard chaque jour des renseignements nouveaux [2].

JEAN ROUNAULT.

Désordre social et engagement personnel

Au mois de juin dernier s'est tenu à Paris, au temple de l'Oratoire, le Synode national de l'Église réformée de France. Ce Synode fut marqué cette année par deux grands sujets : 1° le désordre social et l'engagement personnel; 2° l'actualité de la prédication. Ce Synode marquera certai-

2. En lisant les nouveaux statuts du P. C. de l'U. S., M. Tillon sera assez étonné de constater que la nouvelle ligne soviétique correspond somme toute à celle qu'il a défendue lui-même. En réalité, tous ces malheurs viennent de là. Il est dangereux d'être en avance sur l'horaire, car c'est M. Thorez qui doit tenir le volant dans ce nouveau tournant. Le rôle de M. Marty paraît être celui d'un figurant devant camoufler les vraies raisons de la purge de M. Tillon.

nement une date dans l'évolution de l'attitude de l'Église réformée face aux problèmes concrets de notre époque, comme le montrent l'analyse du rapport de M. Maurice Albaric, industriel, qui traita le premier sujet, et la résolution adoptée par le Synode à la suite de son rapport. On sait que les synodes protestants, régionaux ou nationaux, organisés démocratiquement, comprennent un nombre égal de délégués, pasteurs et laïcs.

L'orateur explique d'abord que, après avoir étudié les différents rapports qui lui furent soumis, il lui apparut combien il est difficile de traiter efficacement cette question, et comme on passe facilement à côté du sujet. Il a donc tenté de résumer les préoccupations majeures des Églises. Il a fait surtout œuvre personnelle. Il faut souligner ici avec quelle clarté Maurice Albaric a exprimé cette vision cohérente de l'ensemble des problèmes, qu'il a développée en quatre parties.

1) La question se pose-t-elle valablement, c'est-à-dire avons-nous à ouvrir nos consciences et nos Églises à la détresse et à l'exigence sociale de notre temps ?

Sans doute la dualité est fondamentale entre le monde et son désordre d'une part, et le Royaume de Dieu d'autre part. Si nous cherchons à les concilier, nous serons d'abord saisis par la douloureuse inquiétude qui remplacera la confortable certitude qui remettait toute action à Dieu.

Est-ce nécessaire ? Jésus nous a sans aucun doute confié une responsabilité sociale dans la seconde partie du commandement : Tu aimeras ton prochain comme toi-même. Et Maurice Albaric développe ainsi ce sommaire de la Loi : « S'il nous est indifférent d'avoir froid ou d'avoir faim, si nous acceptons que nos enfants meurent de froid ou de faim, si nous nous contentons pour nous et pour les nôtres d'un taudis lépreux et meurtrier, si nous sommes *vraiment* libérés de la puissance de Mammon, si nous ne pensons qu'à notre âme et si nous méprisons notre corps et ses maladies, alors, *mais alors seulement*, il nous est permis de nous désintéresser du désordre social ... Aimer Dieu c'est aimer son prochain; aimer son prochain, c'est exiger pour lui, de la société, ce que nous attendons d'elle pour nous et nos enfants. »

On pourrait ajouter que même si notre foi est assez haute pour que nous méprisions et supportions toutes choses terres-

tres, ce n'est pas une raison pour nous désintéresser du sort de nos frères, car la misère détourne souvent de la foi. L'Armée du salut a une formule éloquente à ce sujet : les trois S = soupe, savon, salut.

2) Le désordre social est aussi vieux que le monde, puisque ce désordre n'est que la conséquence collective du péché individuel. Quels en sont les plus graves symptômes actuels ?

Le péché de l'homme est une des causes morales permanentes de désordre social, il n'est pas besoin de le démontrer. Mais les causes techniques varient selon les époques et une des plus graves semble être particulière à notre temps : la déshumanisation de l'économie. L'homme n'est plus qu'un rouage, et la technique, au lieu de le libérer, ne fait que l'asservir, jusqu'à présent.

3) L'Église est un corps qui doit assumer, dans le domaine de la vie sociale, certaines *responsabilités collectives dans l'ordre de l'action comme dans celui de la pensée.*

La première vocation de l'Église est la prédication de Jésus-Christ Sauveur et Seigneur. Jésus-Christ qui est venu sauver tout homme et tout l'homme, « le seigneur de ce monde qui, appartenant à Dieu par droit de création, à Satan par droit de conquête, appartient au Christ par droit de victoire » (Jacques Maritain).

Mais une foi authentique cherche toujours à s'incarner. Les premiers chrétiens nous en donnent l'exemple, après la Pentecôte. Ils se rassemblent et partagent leurs biens, non d'après leurs mérites, mais selon leurs besoins, et ils témoignent ainsi que le Royaume vient d'en-haut sur la terre. Toute la vie du Christ, de la Crèche à la Croix, exalte d'ailleurs cet esprit de pauvreté. L'Église ne doit pas craindre de prendre fermement position dans les affaires de ce monde, et, n'ayant aucune prudence politique à observer, elle doit s'adresser directement à l'État chaque fois qu'elle le juge nécessaire.

4) Chaque membre de l'Église, du fait de sa vocation, doit assumer des *responsabilités personnelles dans l'ordre de vie charitable, professionnelle, syndicale et civique.*

Le chrétien doit s'engager là où il est, et les formes de cet engagement peuvent être infiniment variées. Mais il est indispensable, car l'Église est un corps de *témoins.* « Nous

sommes et nous resterons des serviteurs inutiles, mais notre engagement étant la conséquence inéluctable de notre foi, nous ne pouvons nous écarter du monde. La seule valeur de notre geste est une valeur d'obéissance », affirme enfin M. Albaric.

« Là où Dieu nous a semés, il faut savoir fleurir », disait Bergson.

Ces thèses n'étaient pas révolutionnaires. Pour ceux qui, attachés au Christ comme les sarments au cep, cherchent à incarner leur foi, disons même que cela semble être l'A.B.C. du christianisme *vivant*. Certains éléments du protestantisme, comme le « christianisme social » (dont M. Albaric fait d'ailleurs partie), cherchent depuis longtemps non seulement à mettre en lumière ces principes essentiels, mais encore à trouver des solutions pratiques; des pasteurs en sont aussi préoccupés. Mais il faut souligner ici que le Synode *national*, engageant ainsi la responsabilité de toutes les paroisses françaises de l'Église réformée, a pleinement approuvé ces thèses, sans réserve, et qu'il a décidé de les publier et de les recommander. Ceci est assez significatif de l'évolution de ce qu'on a pu appeler justement jadis la bourgeoisie protestante. Non pas, hélas! que cette fraternité soit déjà mise en pratique, mais le geste *moral* ainsi fait, on peut espérer que les fidèles réfléchiront plus à ces problèmes, et qu'avec l'aide de Dieu, des actions positives de justice et d'amour pourront être entreprises.

JANINE BROWN.

AZIMUTS

A ce retour des jours frais et studieux, j'avais un instant caressé le projet de vous entretenir de la philosophie chrétienne, à ce induit par des revues allemandes et parce que le premier article que j'avais lu m'avait semblé accepter pour philosophie chrétienne la scolastique. Or quelques charmes de celle-ci ne me sont pas tout à fait étrangers. D'abord scolastique est un beau nom, comme dit presque une chan-

son; ensuite son étymologie grecque évoque loisirs, promenades sous portiques ou sous platanes, soleil et possession d'esclaves. Traîtresse étymologie! Le problème de la ou des philosophies chrétiennes, scolastiques ou non, n'exige pas pour son étude seulement du loisir. Il fallait manier des concepts et des systèmes, des dates, des textes et des commentaires, sans compter les journaux intimes. Que de dangers pour la santé, passant de régions polaires à des pays à moussons avec pluie et orages. Et on risque de finir dans le brouillard. Car pour quelques-uns de mes auteurs [1] la philosophie chrétienne est malade, toutefois, selon d'autres, moins qu'on ne le pense. Pour certains la scolastique est sans doute chrétienne, mais pas toujours philosophie : en de nombreux livres, elle n'est que philologie ou lexicologie préalable aux manuels de théologie. Et lorsque la scolastique n'est pas seulement dictionnaire mais pensée et parfois même passion, admis, me disais-je, qu'elle soit vraiment philosophie ou philosophies, et non théologies, qu'a-t-elle de commun avec la pensée d'un Ferdinand Ebner, et de ses fils, cousins, ou frères spirituels, qui permette de ranger l'ensemble sous le nom de philosophie chrétienne ?

N'ayant pu discerner ou comprendre dans mes revues la solution de ces apories [2], où mes enfances thomistes, il y a bien longtemps, avaient trouvé un divertissement sérieux, je suis forcé de me rabattre — par des transitions faciles, on le verra, car tout se tient chez nous — sur des problèmes plus familiers, plus terre-à-terre, ce qui heureusement n'exclut pas les incursions dans les cumulo-nimbus. *Wort und Wahrheit* m'offrait ici, à son ordinaire, des articles provoquant soit l'accord, et les compliments, soit la discussion et donc les remerciements, soit des sentiments mêlés. De ces

1. Thomas Peters : « La maladie de la philosophie chrétienne » (*Wort und Wahrheit*, février, pp. 85-93). Courrier suscité par cet article (*ibid.*, mai, pp. 401-404). — Robert Braun : « Ferdinand Ebner et son père » (*Hochland*, août, pp. 525-534). Ce dernier évoque à plusieurs reprises Karl Kraus dont *Frankfurter Hefte* (août, pp. 616-621) donne un portrait. On peut de là passer à Kafka dont Max Brod étudie le judaïsme dans la *Revue de la pensée juive* (nº 10, pp. 87-104).

2. Apories : ce mot technique, venu du grec, signifie difficultés intellectuelles dont on ne se débrouille pas tout de suite ni toujours.

derniers, le plus récent, en septembre (pp. 649-655), est intitulé : « Les catholiques sont-ils catholiques ? » du penseur espagnol R. Paniker, un des maîtres de l'*Opus Dei,* terme qui, outre-Bidassoa, n'évoque pas seulement des tournois liturgiques.

A cet article fait pendant aux dernières pages du Cahier, un échange assez vif provoqué par les réflexions anonymes que la revue avait publiées en avril (pp. 251-261) sous le titre « Le sommeil des disciples ». Je me suis reporté donc à cette série de vingt paragraphes dont je citerai quelques phrases, sans, je l'espère, en déformer le sens ni émousser la pugnacité.

Les catholiques commencent à négliger dans leur vie de foi l'élément rationnel... Le besoin de mettre d'accord sa foi, sa connaissance philosophique ou sa cosmovision [3] politique n'existe plus qu'à peine... On trouve des positivistes catholiques, des existentialistes catholiques, même des marx-lénine-stalinistes catholiques, etc. Une schizophrénie intellectuelle menace l'unité mentale des catholiques. Au passif de ce désintérêt à fonder et travailler rationnellement la foi il faut mettre qu'on n'exploite pas à fond les circonstances favorables à une philosophie chrétienne vivante ni à une théologie créatrice (251-252).

Fausse patience à l'égard des pensées étrangères ou hostiles au catholicisme, hérésies sous-cutanées qui se manifestent pourtant parfois dans des romans de convertis, eschatologisme, néo-manichéisme, autant d'oxydes qui attaquent cette confiance dans le monde caractéristique du catholicisme, confiance positive et active. De là cette résignation, ce désespoir apathique, ce sentiment fin de siècle (en français), toutes attitudes plus dangereuses que le communisme même (pp. 252-253).

L'affaiblissement du sens dogmatique a pour conséquence que l'esprit de lutte catholique s'évapore... Le radicalisme chrétien n'est plus qu'une rareté... L'esprit d'adaptation l'emporte; on veut à tout prix être moderne, agir et penser à la mode. Nous n'avons plus l'équivalent de l'ancienne prédication à la cour : un avertissement aux puissants. Qui mènera la lutte, si les chrétiens eux-mêmes deviennent aveugles à ce qu'il y a dans notre époque de satanique et de démoniaque, pour la seule raison qu'il revêt souvent une apparence humanitaire, sociale ou scientifique ? (p. 252).

3. J'emprunte ici à l'espagnol l'équivalent un peu bâtard de *Weltanschauung.*

Le pullulement à l'intérieur du catholicisme des orientations les plus diverses qui la plupart du temps répondent à des mouvements d'idées et à des types de comportement, de pullulement dépend naturellement de l'affaiblissement de la faculté dogmatique de discernement et de la paralysie du sens théologique. De là vient pareillement qu'il ne se produit entre elles aucune lutte à la régulière. Entre les tendances les plus diverses il y a voisinage sans oppositions; il est de plus en plus difficile de provoquer une remarque par quelque thèse que ce soit... On n'assiste à aucune discussion loyale... C'est de là que naît ce manque d'amour si typique du milieu catholique, ces propos malveillants qu'on chuchote, ce goût de l'intrigue, cette tactique réciproque du silence de mort. Sous le couvert d'une monotone phraséologie d'unité, nous ne déployons que trop d'énergie à des guérillas clandestines. Restaurer la discussion entre catholiques est une question de vie ou de mort; la condition préalable en est le courage de sa propre opinion (p. 254).

Cette dernière phrase ne manque pas de sel, dans un article anonyme. Je passe sur les reproches d'inefficacité que notre auteur fait aux catholiques; leur évasionnisme, leur dégoût de la politique; leur sentimentalité qui se repaît de clichés et de récits édifiants; qui rêve de « baptêmes » sans transformation intime des choses baptisées.

Plus loin (p. 257) c'est au provincialisme des catholiques qu'il s'attaque, à leur défaut de conscience concrète d'emmembrement dans un grand organisme. Il nous manque cette solidarité réelle que le patriotisme à l'égard du pape ne peut remplacer; les Églises souffrantes de l'Est comme les Églises de l'Ouest n'éveillent en nous au mieux qu'un intérêt superficiel, et de brèves condoléances sans compassion réelle.

Au paragraphe XIII (pp. 257 sq.) la conjoncture apparaît plus spécifiquement germanique, mais elle n'est pas sans intérêt pour des lecteurs français.

Beaucoup d'entre nous regrettent trop le temps des « Mouvements » à l'intérieur de l'Église : liturgique, biblique, dogmatique, ascétique et mystique, paroissial, mouvement des laïcs, mouvements de jeunesse, « printemps monastique », « éveil de l'Église dans les âmes », etc. Mais l'époque de ces surgissements des profondeurs est à sa fin (le mouvement marial forme exception et est d'une essence particulière).

C'est une dangereuse erreur irrationaliste que de penser que toute activité ecclésiale ait besoin pour sa justification d'une prétendue « expérience vitale authentique ». Une seule possibilité demeure, l'*Action* sciemment planifiée, orientée vers des buts con-

crets, rationnellement organisée; ce qui la différencie du « Mouvement » est son caractère absolument rationnel. L'*Action* est la forme d'activité catholique du présent : au lieu de s'abandonner à des espoirs romantiques en des transformations de l'âme et en des flammèches charismatiques — purs dons de Dieu, avec lesquels on ne peut calculer — nous devons concentrer toute notre énergie sur une activité ordonnée, aux buts précis, et accélérée. L'heure des stratèges est venue. Ce qu'ont obtenu les Mouvements ne doit pas se perdre, bien sûr, mais il devra pour se conserver accepter l'organisme de l'Institutionnel.

De ces phrases il ne faut pas conclure que l'Action signifie une totale réglementation à partir d'en haut. L'Action a en vérité besoin de spontanéité, de l'activité autonome, responsable,...

Laquelle précisément fait défaut — peut-être parce que dans le passé l'autorité ecclésiastique a tenu trop court les rênes, et que pratiquement le clergé se réservait la toute-puissance de conduire le travail. De là le malaise des laïcs et leur peu de goût à s'exposer ou à s'attirer par des tentatives originales des remontrances.

Aujourd'hui ces raisons n'existent plus. Une activité dynamique s'impose de jour en jour davantage, aux clercs comme aux laïcs, mais spécialement aux laïcs. Qu'on songe d'ailleurs à la possibilité d'une domination totalitaire : le clergé est relativement facile à paralyser par des mesures de force ou de surveillance; mais comment le pouvoir pourrait-il venir à bout d'une Église qui en des milliers de croyants serait réellement vivante et active. De là l'urgence d'une solide et fondamentale formation des laïcs, qui les prépare à toutes les situations... Un centralisme clérocratique ne pourrait sauver l'Église dans des époques de persécution (p. 258).

Comment accorder cette nécessaire spontanéité avec la nécessaire organisation du tout ?... Notre article la voit dans un refus des vieilles organisations sans but défini. Il faut au contraire remembrer les catholiques dans des cadres, des cellules, des équipes spécialisées, des groupes d'activistes.

On en vient ensuite aux rapports des catholiques avec leurs autorités. Ils flottent

entre le byzantinisme et la révolte, l'empressement et la résistance passive, l'apothéose sentimentale et le ressentiment, au lieu de tenir le sage milieu de l'obéissance digne, qui loin d'exclure, suppose au contraire l'opposition faite avec responsabilité et la critique pertinente, à la face des supérieurs, mais qui, pour l'amour de

l'unité et de la charité, sait se plier même à une décision qui exige le sacrifice de l'opinion personnelle.

Il arrive d'entendre à la fois des catholiques se plaindre et d'un centralisme trop poussé et d'une direction insuffisante. Sans doute on ne peut nier que ces deux reproches contradictoires soient sans fondement [...]

Là contre notre auteur signale qu'on pourrait écrire l'histoire de l'indifférence en matière d'encycliques (p. 259).

Il critique ensuite les fausses notions de la charité chrétienne, tantôt masochiste à l'égard des adversaires, tantôt renonçant à l'activité fraternelle envers le prochain, pour laisser le travail à des spécialistes. D'où il passe au pharisaïsme et au « petit-bourgeoisisme » des catholiques. On leur rappelle que l'œuvre salutaire, dès lors que l'homme est aussi charnel, ne peut se restreindre à l'âme individuelle; le monde aussi est besogneux et capable de salut et de transfiguration; changement qui ne peut automatiquement résulter de la conversion des individus, ni émaner de l'esprit chrétien, mais qui exige travail, efforts et projets créateurs, sans idéologie, et où doivent jouer la confiance et le scepticisme chrétiens.

Je croyais pouvoir renvoyer après l'analyse de l'article de R. Paniker les réserves que j'aurais aimé faire aux thèses de l'auteur anonyme, à son diagnostic et à son ordonnance. Mais je m'aperçois que la place me manque. J'attendrai donc le prochain numéro pour faire entendre la voix espagnole, et dialoguer avec l'un et l'autre. Car il me paraît plus utile de consacrer les quelques pages qui me restent à des réflexions du P. Karl Rahner, S.J., théologien très écouté dans les pays germaniques. Parues dans *Wort und Wahrheit* encore (septembre, pp. 712-714), elles portent sur le thème « Liberté et Dignité de l'homme » que devait traiter le *Katholikentag* de Vienne qui vient d'avoir lieu, et où Hugo Rahner, frère et confrère du précédent, a donné un des principaux rapports.

Après quelques considérations générales sur les rassemblements catholiques, il aborde le sujet.

Il faut espérer que les chrétiens à cette réunion de chrétiens ne parleront pas sans précaution le vague langage des païens. Sans doute, il y a une liberté et une dignité de l'homme qui peuvent nous conduire un bon bout de chemin de conserve avec l'homme sensé qui ne croit pas au Message de la Révélation... Mais nous

chrétiens devons être sobres sur ce point. Disons nettement que nous chrétiens demeurons sur la réserve devant tout discours sur la liberté et la dignité des chrétiens, où l'on ne croit plus à une vie éternelle et à un jugement éternel; car nous avons des raisons de craindre qu'à la longue cet héritage ne soit vendu ou gaspillé par celui qui ne croit pas que cette dignité et cette liberté doivent être défendues pour une vie éternelle, sous la sanction d'une damnation éternelle. Si nous ne célébrons que les bienfaits immanents à ce monde temporel, de cette liberté et de cette dignité, si nous ne disons que des paroles comme : « gardez nos principes, ce monde-ci s'en trouvera mieux », alors premièrement nous parlons autrement que la parole de Dieu et perdons notre plus propre légitimation; secondement nous devenons sujets à caution, car on nous demandera si au bon vieux temps on a tellement joui de cette félicité terrestre; troisièmement enfin nous privons notre message de sa force propre : bien peu estimeront cette liberté et dignité un assez haut prix pour sacrifier à leur défense dans une situation désespérée leurs biens et leur vie si avec la vie terrestre la réalité même de la dignité et de la liberté leur paraît disparaître à jamais...

K. Rahner en vient ensuite aux questions sur la liberté posées par les temps actuels à l'Église. Et il donne quelques exemples, qui ne doivent être pris que comme tels, de ce que la liberté chrétienne dans l'Église aimerait offrir à l'expérience des catholiques aussi bien qu'à la contemplation des incroyants :

Il doit y avoir dans l'Église aussi une opinion publique, et donc place et tolérance pour son expression. Pie XII lui-même a attiré l'attention sur ce point et dit que le manque d'une opinion publique dans l'Église serait une faute imputable aux bergers et aux ouailles. Existe-t-elle à suffisance parmi nous; est-elle à suffisance supportée et encouragée ? Ou bien pensons-nous que l'unisson catholique, de la Presse à la littérature théologique, est toujours et partout un signe d'unité et de netteté des principes, alors qu'en réalité il est assez souvent conséquence de la paresse d'esprit et du dégoût de s'occuper de questions neuves ? Respectons-nous partout et toujours dans l'espace ecclésial la « liberté de coalition » des chrétiens, là où elle est légitime ? Nous est-il évident que les formes supérieures de l'organisation ecclésiastique ne doivent pas opprimer la vie spontanée des communautés ecclésiales qui poussent en bas, au profit d'un étatisme bureaucratique ecclésiastique qui règle tout d'en haut ? Peut-être est-il toujours nécessaire de dire qu'à exagérer certains principes, paroissial, etc..., on risque de blesser la liberté du chrétien dans sa vie religieuse... ?

Et passant à une application qui élargit heureusement et

approfondit le contexte où notre anonyme de tout à l'heure parlait du laïcat, K. Rahner continue :

Si un rassemblement catholique invite les laïcs à être des collaborateurs responsables à la mission de l'Église hiérarchique, alors à la longue il sera fatal qu'on s'interroge si le droit des laïcs dans l'Église n'est pas une construction possible et nécessaire... La responsabilité et l'initiative propre ne peut à la longue continuer à s'exercer que là où un droit garantit d'avance un champ à une telle activité.

K. Rahner en vient ensuite à l'impression de liberté vécue que doivent donner à l'extérieur les catholiques.

L'Église est aujourd'hui, plus que jamais, un rempart indispensable à la liberté des hommes, même dans le domaine profane. Les chrétiens doivent donc avec soin se donner de garde que l'Église apparaisse aux yeux des hommes d'aujourd'hui comme la forme cléricale, déguisée en religion, d'un système totalitaire. Elle ne l'est pas. Mais cela ne veut pas dire que les chrétiens n'aient jamais donné occasion à pareille méprise. Les questions sur la tolérance civile et religieuse que traitent et discutent souvent avec vivacité les théologiens américains, espagnols, français, italiens, ces questions sont-elles si inactuelles en Autriche que nous ne devions y réfléchir ?

Pour terminer je signalerai deux événements qui touchent de plus ou moins près à ces questions brûlantes. D'abord l'émotion suscitée à nouveau par la dernière lettre du cardinal Segura (10 août) sur les droits qu'accorde aux cultes non-catholiques la Constitution; le cardinal reproche à celle-ci de reprendre une position combattue par le Saint-Siège en 1876. A en croire le *Tablet* (6 sept., p. 197) on regrette généralement en Espagne cette obstination. L'autre incident est une récente intervention du Saint-Office aux États-Unis. Je crois avoir déjà fait allusion ici à cette histoire du P. Feeny, suspendu en avril 1949 par l'archevêque de Boston, pour — je cite à nouveau le *Tablet* (13 sept., p. 216)

soutenir que hors de l'Église il n'y a pas de salut. Le Saint-Office explique que « la bonne disposition de l'âme, par quoi une personne désire conformer sa volonté à celle de Dieu, est suffisante pour le salut en cas d'ignorance de la doctrine catholique; bien que « nul ne soit sauvé qui, sachant que l'Église a été divinement instituée par le Christ, refuse néanmoins de se soumettre à l'Église ou d'obéir au pape ».

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

KURT SCHUMACHER

Le jeu curieux de l'histoire a choisi pour la reconstruction de la démocratie allemande deux personnalités à caractère autoritaire, le chancelier Adenauer et son ennemi politique, Kurt Schumacher, premier chef de la social-démocratie allemande ressuscitée. L'impossibilité d'une entente entre ces deux hommes politiques d'une conviction démocratique sincère a marqué, dès le début, l'évolution de l'Allemagne nouvelle, en durcissant inutilement sa vie politique intérieure.

Le docteur Schumacher, décédé le 20 août dernier, a été l'un des hommes politiques d'après-guerre les plus contestés et les plus remarquables. Par ses qualités et ses défauts, il touchait les extrêmes. En même temps, il ignorait totalement la faiblesse qui l'eût pourtant rendu plus humain, plus accessible à son prochain. Les forces infaillibles qui émanaient de lui le séparaient inévitablement de la masse, qu'il savait impressionner par ses discours presque fanatiques, qu'il dominait d'une manière souveraine, mais qu'il n'attirait guère vers lui par le sentiment. La popularité de Schumacher sortait du cadre commun, elle concernait beaucoup plus le chef et le lutteur que l'homme.

Cet éloignement des masses est une conséquence de sa victoire surhumaine sur son destin et sur son propre corps. Depuis l'avènement d'Hitler, cet invalide de la première guerre mondiale, où il avait perdu un bras, se consumait dans la résistance morale et physique. Douze

années de camp de concentration sans compromis ni concessions, sans renonciation ni abandon, ont constitué pour Schumacher un triomphe de l'énergie. Par la suite, ses succès politiques ont été accompagnés de nouvelles souffrances physiques, allant jusqu'à l'amputation d'une jambe.

A cette énergie extrême en face de la maladie s'ajoutait une probité intellectuelle et politique sans réserves. Il fut antinazi du premier jour jusqu'au dernier de son existence et ne rechercha jamais des avantages personnels.

Dans le domaine politique, l'Allemagne lui doit une triple reconnaissance. Dès la reconstitution des partis politiques, il se distança très nettement du régime d'occupation. Par son attitude franche et critique, il évita aux partis démocratiques allemands tout soupçon de collaboration. Lorsque, un peu plus tard, les émissaires de l'Est arrivèrent à Hanovre pour conseiller aux socialistes allemands la fusion avec les communistes, il refusa catégoriquement et sans hésitation, ne laissant à aucun de ses collaborateurs la possibilité d'engager des pourparlers. Ce refus de Schumacher eut d'autant plus de poids qu'au même moment l'idée du front national et de l'action ouvrière commune avait encore beaucoup de défenseurs dans d'autres pays occidentaux.

Son troisième mérite politique est d'ordre intérieur. Lors de l'élaboration de la constitution de la République fédérale en 1948-1949 il défendit avec obstination et contre la forte volonté des puissances occupantes le minimum de pouvoirs du gouvernement central, à son avis indispensable pour donner à l'Allemagne une base politique solide. En effet, dans les conditions actuelles, un fédéralisme excessif n'est pas moins dangereux qu'un centralisme poussé. Lorsque Adenauer fut près de céder, Schumacher se montra toujours intraitable et obtint finalement gain de cause.

Malheureusement, sur l'autre plateau de la balance,

les défauts du chef socialiste allemand pesaient lourdement sur la politique d'outre-Rhin. Son intransigeance, digne d'un inquisiteur, heurta forcément un monde continuellement aux prises avec des difficultés dont la solution exigeait un maximum de souplesse. D'une certaine manière, Schumacher fut victime de son énergie et de sa probité, qui enracinèrent en lui des convictions inébranlables. Une forte dose de pessimisme et d'impatience rendirent sa politique encore plus insupportable. Sa vie, trop dure, l'avait privé d'illusions et d'enthousiasme. Les réalisations seules comptaient pour lui, il manquait d'imagination pour concevoir d'un point de départ peu favorable une évolution heureuse de la situation. Son pessimisme s'opposait naturellement à l'optimisme foncier du chancelier Adenauer, dont les arrière-pensées politiques semblaient lui échapper. Il voulait pratiquer la tactique du « tout ou rien » dans la certitude, sans doute erronée, que le refus constant des compromis assurerait à sa cause ou à celle de son pays la victoire complète.

Schumacher ne fut jamais un doctrinaire. Il voulut arriver au pouvoir. Son état physique ne lui permettait pas d'attendre. Peu à peu, il accorda donc une trop grande place à la tactique et se laissa tenter par la démagogie. Autrement, il ne se serait pas abaissé à recevoir d'anciens généraux S.S., il n'aurait pas pris contact en vue de collaborations futures avec le parti des réfugiés, dont les convictions politiques sont incertaines, et il n'aurait surtout pas sacrifié le vieil idéal de l'internationalisme socialiste à une propagande nationaliste souvent extrêmement choquante.

La responsabilité du pouvoir aurait peut-être transformé le docteur Schumacher d'un chef d'opposition trop critique et démagogique en un véritable homme d'État. Son décès prématuré laissera cette question sans réponse.

ALFRED FRISCH.

ARTS ET LETTRES

CHRONIQUE DE LITTÉRATURE

En dehors des livres qui ont secoué notre attention à l'actualité, comme ceux de Hougron sur la guerre d'Indochine, de Stil sur l' « occupation » américaine, de Cesbron sur les prêtres ouvriers; en dehors des livres qui découvrent d'un auteur déjà classé une part oubliée ou perdue, tels les inédits d'Apollinaire et le *Jean Santeuil* de Proust; à l'écart enfin des gros tirages qui alimentent cette lecture passive et massive comparable à une fonction non nutritive mais ludique, des œuvres sont nées. Seules, sans doute, à mériter ce nom d'œuvres et qui font que la littérature existe. Entre tant de naissances, d'enfances et d'adolescences d'écrivains nouveaux, entre tant de possibles Mauriac, de Gide éventuels ou de futurs Thibaudet, il faut choisir. Mais si je n'avais à citer qu'un seul romancier pour montrer l'existence des lettres par rapport à toutes les autres existences, Jean Cayrol me suffirait. *Le vent de la mémoire*[1] est son cinquième roman, et voilà une œuvre déjà faite, singulière, forte, dont je crois qu'elle compte aujourd'hui parmi nous plus que toutes les autres. Mais sa grande beauté exige bien plus qu'une admiration, si l'admiration est cet accueil immobile qui ne coûte rien. Jean Cayrol le non-violent est pourtant celui qui cingle en nous la manière de lire la plus habituelle. *Le vent de la mémoire* est un livre gênant.

Je m'explique : gênant comme la présence physique d'un homme, d'un homme dont on voudrait ouvrir le crâne pour qu'il se souvienne plus vite. Car Gérard ne se souvient de rien. Parvenu au milieu de la vie, cet écrivain qui n'a souci que des mots écrits sent brusquement en lui le vide d'un passé pourtant plein. Incroyablement léger en son cœur, son

1. Jean Cayrol, *Le vent de la mémoire* (Éd. du Seuil).

passé lui pèsera-t-il enfin ? Il le recherche férocement, comme on gratte une plaie pour réveiller la douleur et il en convoque tous les témoins, tous les signes, tous les porteurs, et d'abord cet ami de caserne, l'ignoble Roger, qui détruit tout et qui sauve tout à la fois. Car, au moins, il détruit le présent, appelant donc de toute sa veulerie la venue du passé. Ce Roger est un extraordinaire personnage. Jean Cayrol n'a peut-être dépeint aucun être avec cette puissance et que ce soit un bouffon est dans la règle de la tragédie, dans l'ordre de la grandeur. Il conduit Gérard dans l'ignoble, il l'amène à plonger celle qui l'aime, une Jeanne transparente et sans secret, dans le vertige de la reconquête du passé. Gérard retrouve tout, même son double meurtre, même son enfance et ses paysages, reconnus dans une simple douleur de l'œil gauche. Et une fois que tout est là, entre ses mains, l'avenir est possible.

Je résume et je résume mal. Mais c'est difficile. Gérard n'est pas l'un de ces personnages que l'on aime tout de suite. Non, il faut apprendre à l'aimer et on ne l'accepte qu'au moment où il s'est accepté lui-même. C'est la puissance de Cayrol, c'est aussi sa monotonie, exactement celle de tous les grands romanciers, car Gérard est le frère de l'Armand de *Je vivrai l'amour des autres*. L'un et l'autre n'ont pas à vivre, mais à reconquérir la vie, à traverser une zone vide et blanche, à ceci près qu'Armand est un nouveau-né et Gérard un imposteur. Mais ils sont la création d'un art qui répare la vie. C'est en quoi Jean Cayrol blesse en nous le désir de dormir et l'envie d'en terminer avec les questions.

Il y a un roman allemand [2] qu'il ne faudrait pas manquer, et que Stefan Andrès n'a pas écrit pour notre repos. C'est l'histoire d'un homme fait prisonnier pendant la guerre d'Espagne. Paco attend son exécution. On l'a enfermé dans une cellule de couvent. Et il la reconnaît. Voici des années, avant la guerre civile, cette cellule était la sienne quand il avait choisi d'être moine. En ce temps-là, le P. Julio lui avait conseillé de limer les barreaux afin qu'il fasse de la grille un « symbole de la captivité volontaire ». Paco pourrait

2. Stefan Andrès, *Utopia*. (Traduit de l'allemand par Claire Champollion. Éd. du Seuil.)

donc fuir, rien ne l'en empêche. Mais son geôlier, le lieutenant Pedro, a découvert que Paco est prêtre et lui demande de l'entendre en confession. Tel est le piège où se sent pris le captif. A mesure que son passé et sa foi lui remontent à la gorge, il mesure à la fois son indignité et sa force. « Dieu aime le monde — lui disait un vieux Père — parce que le monde est imparfait. Nous sommes l'utopie de Dieu. »

Stefan Andrès raconte cette confession. Elle est le drame de deux hommes affreusement faibles — l'un mendie des cigarettes, l'autre tremble de peur — et pourtant magnifiquement grands. Elle est l'image pure où se réunissent le Christ et l'Histoire avec la force et la lâcheté et d'où se lève l'homme dans sa petite vérité vacillante.

La dernière scène du livre est l'une des plus belles qui aient été conçues par le roman de ce temps. Entre Paco qui avait décidé de poignarder Pedro sitôt après l'absolution afin de libérer les autres prisonniers et ce même Pedro qui veut réunir ces prisonniers pour que le prêtre les bénisse, l'accord s'est fait. Paco sait ce qui les attend tous : au moment où les dernières paroles de bénédiction s'éteignent, une mitrailleuse répand la mort là où la Vie venait d'apparaître. Ne doutons pas de la grandeur d'*Utopia*. Après avoir lu, vous pouvez essayer de compter les livres qui bouleversent à ce point.

Un autre livre allemand nous conduira plus loin, et dans l'histoire et dans l'esprit [3]. En ce temps-là, les illuminés et les bandes parcouraient la région de Magdebourg et y détruisaient les images sacrées. Or dans le couvent de Sainte-Agnès, une jeune nonne du nom de Mlle de Barby sentait s'inscrire le même événement dans son âme. Ravie en extase, c'était pour endurer l'effacement en elle de toute représentation de Dieu; retirée du monde, c'était pour mesurer le mystère du délaissement divin. La forte femme qu'est la Mère supérieure répond aux bandes en quelque sorte avec les muscles de sa foi : ne pas pardonner, dit-elle, car elles savent ce qu'elles font. Et elle répond à Barby : il n'y a d'appel que le mien, sans en comprendre l'affirmation : « Si, douce Mère, un amour qui se meurt, c'est encore de l'amour, rien de plus.

3. Gertrude Von Le Fort, *La Demoiselle de Barby* (traduit de l'allemand par André Starcky. Éd. du Seuil).

Dans l'amour, la vie et la mort ne font plus qu'un. » Fixée par la menace extérieure, la Mère supérieure ne veut donc pas que sa nonne puisse ne pas faire ce qu'elle veut. Pourtant, devant le corps de Barby assassinée, c'est elle qui dit : « ... je ne savais pas ce que je faisais. »

D'un récit aussi ramassé, aussi bref et simple, presque rustre, on ne peut parler comme d'un autre. Il ne doit rien aux sciences de raconter et il n'en attend rien. Il se réduit tout de suite à l'essence des grandes tragédies parce qu'il est à leur hauteur dans l'âme même de celle qui l'a écrit.

On ne peut toujours lire à grande hauteur. A qui voudra simplement prendre du plaisir dans un roman et voyager sur un oreiller, je conseille vivement Georges Arnaud, belle réussite dans le picaresque[4]. Voilà un romancier qui ne prend personne en traître, qui parle tout de suite le langage canaille et coquet qui fait le meilleur et le pire de son livre. S'il met des rubans roses à son voyou, c'est qu'il est dans la tradition : on ne joue jamais complètement au dur sans montrer un cœur d'or ni consommer abondamment de la sentimentalité. Arnaud va plaire aux lecteurs de Blaise Cendrars et de *Confidences,* aux tatoués et aux midinettes. Son livre comporte même cette espèce d'étrave qui divisera gentiment le public en deux parties bien égales — d'un côté, ceux qui n'auront d'yeux et d'oreilles que pour les aventures d'un maquereau-contrebandier-poursuiveur-poursuivi; d'un autre, ceux qui s'intéresseront au passager clandestin crevant de faim et de misère et dont on ne sait s'il sortira de la cale fermée, car ce mauvais garçon revient vers sa belle.

J'avoue avoir pris à le lire un plaisir d'intellectuel, celui de voir réunis en un seul volume Rocambole et Carco, Le Sage et Apollinaire, Alexandre Dumas et Don Quichotte — et j'en passe. La contraction est étourdissante. Arnaud a, si je puis dire, la conscience de l'histoire du roman d'aventures au bout de la plume. Il écrit avec des siècles et des espaces, avec toute une civilisation du conte. Le tout sous le soleil sud-américain et avec force coups de revolver.

Et c'en serait assez de faire, en lisant *Le voyage d'un mau-*

4. Georges Arnaud, *Le voyage du mauvais larron* (Julliard).

vais larron, une histoire de la littérature si ne perçait l'oreille. Georges Arnaud écrit là un roman contre les romans; un roman où tout n'arrive comme n'arrivent les choses que dans les romans, où le sang ne tache pas, où les revolvers n'ont pas besoin d'être rechargés, où les coups ne font pas mal et qui ruine l'ordre même de l'aventure écrite. Un roman-*western.* Souvenons-nous que nous avons pris plaisir à voir les films du Far-West à partir du moment où nous avons cessé de croire en eux.

Il est temps de parler de littérature critique. Et on ne saurait le faire sans qu'il soit question de Victor Hugo, pas plus qu'il ne peut être question de Victor Hugo sans passer par Claude Roy.

L'affaire Victor Hugo est connue : entre Paris et Moscou on parle plus de l'auteur des *Misérables* que de ceux des plans économiques, militaires ou financiers. Pour le moment, bien entendu, mais voilà un prodigieux événement. Il faut être le *Figaro littéraire* pour n'en pas goûter la grandeur, il faut avoir une bien petite bouche pour faire des mines. Admirez que le monde puisse si facilement se diviser en deux : ceux qui n'aiment pas Victor Hugo et ceux qui l'aiment, et admirez davantage que les refus d'aimer viennent de gens occupés qui déclarent avoir tout autre chose à faire qu'à lire Victor Hugo. En bref, lisez Victor Hugo et vous l'aimerez.

« Je ne m'attendais pas tellement à être *ému,* dit Claude Roy [5]. Mais le destin de Victor Hugo est profondément émouvant. On croit qu'on va donner la parole à un demi-dieu fabuleux, improvisant sur sa lyre en délire, au Grand Pan rataplan. Mais c'est un homme qui parle... » Exact. Il est exact aussi que l'évolution politique de Victor Hugo s'explique et se justifie par le sentiment de s'être *fourvoyé.* Le vilain jeu qui consiste à monter en épingle une phrase antisocialiste d'Hugo! Jeu d'ailleurs d'ignorant. Victor Hugo est un grand bonhomme. Il est même le seul auteur français qui permette l'emploi du mot « sublime ». On peut en dire autant de bien qu'on veut sans jamais passer la mesure.

5. Claude Roy, *La vie de Victor Hugo racontée par Victor Hugo* (Julliard).

Voilà pourquoi les fêtes qu'on lui fait sont bonnes, saines, équilibrées. Et puis, pour une fois, les slogans prennent de la beauté et deviennent honnêtes : fêter Victor Hugo est une œuvre qui favorise la paix du monde. Là est le sens du travail de Claude Roy. Je défie bien qu'on puisse honnêtement lui trouver de la naïveté. De plus, c'est un très beau travail : fusant d'esprit, pittoresque comme un voyage, écrit à merveille et plein de vérité.

Un autre travail critique à signaler est l'ouvrage d'Edgar Morin, *L'homme et la mort dans l'Histoire*[6]. La première partie, au nom de l'*anthropologie génétique,* tente de voir la mort « nue », débarbouillée, défardée, de la cerner dans sa pure réalité biologique, de la *coperniciser*. On imagine bien que ce n'est pas une mince besogne et l'enquête d'Edgar Morin, qui fait appel à de multiples sources, à vingt ordres de connaissance et charrie d'énormes lectures, est extrêmement neuve. Mieux encore, cette retraversée de la préhistoire, de l'ethnologie et de la psychologie de l'enfant rafraîchit considérablement autant de régions qu'elle fréquente. La deuxième partie du livre a quelque chose de banal et de gênant. Quand, pour répondre à la question : « L'homme est-il adapté ou inadapté à la mort ? », l'auteur trouve une réponse toute faite dans la macrobiotique, science de la prolongation de la vie, il n'échappe à aucun moment au positivisme le plus désuet et à un délire scientifique très XIXe siècle. La religion est « la névrose obsessionnelle de l'humanité » (Freud), le christianisme est un folklore, Péguy exemple de régression névrotique, etc., on ne nous passe rien. Et le simplisme est aussi ailleurs, ne serait-ce que dans la manière de voir la mort : une astuce de la nature... « On meurt par habitude », dit Edgar Morin.

Mais il n'empêche que l'ouvrage, énorme concentré, fasse preuve d'un surprenant savoir et de beaucoup d'intelligence. Il ne sort des limites que parce qu'il déborde de richesses.

Pour finir, la *Carthage* de Pierre Hubac[7]. Livre ravissant, humain, affectueux et délectable. Est-ce bien dire pour un plaidoyer chargé d'érudition et de colère ? Mais oui. Pierre Hubac veut sauver Carthage de la conjuration de Polybe et

6. Edgar Morin, *L'homme et la mort dans l'histoire* (Corrêa).
7. Pierre Hubac, *Carthage* (Éd. Bellenand).

les historiens. Comme il le dit, « C'est Rome, Rome seule qui a parlé. L'histoire de la victime a été écrite par l'assassin. » Et de réhabiliter. Mais quel ton! Reportage historique et enquête économique, le livre nous rend Carthage aussi proche que si nous y vivions, il nous fait carthaginois. Voilà comment il faut comprendre l'histoire. Je recommande affectueusement l'œuvre de Pierre Hubac.

GABRIEL VENAISSIN.

M. Bigne de la Villeneuve, *Satan dans la cité* (Éd. du Cèdre). — Forte odeur de sapin.

P. Eluard, *La jarre peut-elle être plus belle que l'eau?* (Gallimard). — Eluard est celui qui réussit toujours. Il a lâché un trousseau de clefs dans la ville et elles ont trouvé leurs serrures toutes seules, ainsi qu'un vol de pigeons leurs pigeonniers.

Albert Camus, *L'homme révolté* (Gallimard). — Penser, c'est nourir un peu.

Gilbert Cesbron, *Les saints vont en enfer* (R. Laffont). — Quoi de plus dangereux que les écrivains inoffensifs?

La petite peur des mal-pensants

Journal d'une tentation, par H. von Einsiedel (Julliard).
Maïakovski, par Elsa Triolet (Pierre Seghers).
Littérature présente, par Maurice Nadeau (Corrêa).
Miroirs de l'amour, par Paul Zumthor (Plon).
Gide tel je l'ai connu, par Maurice Lime (Julliard).
La Vie de Victor Hugo, par Claude Roy (Julliard).
Aspects de la Littérature européenne, par B. d'Astorg (Le Seuil).
Le problème de Gide, par le Dr Henri Planche (Téqui).
La paix de l'âme, par Mgr Fulton Sheen (Corrêa).
Les mille et une nuits du chrétien, par Jean Cayrol (Téqui).
Éducation de plein vent, par Louis Raillon (Téqui).
Christophe Colomb redécouvre l'Amérique, par Louis Merlin (Julliard).

Ce ne sont ordinairement pas les victimes qui prononcent les réquisitoires. Ceux-ci, d'ailleurs, tendent plus rarement à réparer les torts commis qu'à dresser des remparts pour la

sécurité de ceux qui n'ont pas encore subi d'atteintes. Procureurs et dénonciateurs ont enfin ceci de commun qu'ils servent une cause qui les dépassent ou qu'ils dépassent. Dans les deux cas, l'incompréhension l'emporte.

Qu'a bien pu saisir du communisme stalinien le comte Heinrich von Einsiedel, arrière-petit-fils de Bismarck ? Inséré dans un contexte historique qui fut celui de la débâcle de Stalingrad, de la vie des prisonniers allemands chez les Russes, des discussions au sein du Comité national de l'Allemagne libre en U.R.S.S., le jeune comte (vingt-deux ans) tâte du marxisme, coquette avec les pontes, s'étonne pour finir des rigueurs de l'armée Rouge en Prusse orientale. Rapatrié, il se défend de revenir sur ses opinions avancées mais se flatte — dans *Journal d'une tentation* — de « choisir la liberté ». Tout cela accompagné de velléités philosophico-littéraires, de jugements tout à fait dans le sillon de l'arrière-grand-père. Écrivant, par exemple, de Maïakovski, qu'il voua sa poésie aux robinets des éviers socialistes et aux femmes qui, à Paris, gardent les toilettes.

Nous connaissons pourtant un *Maïakovski* (celui d'Elsa Triolet) moins primaire, un Maïakovski écrivant au moment de se tirer une balle au cœur : « Camarade gouvernement, ma famille c'est Lili, maman, mes sœurs et Veronica Pilonskaïa. *Si tu leur rends la vie possible, merci.* » Il convient de distinguer en toute œuvre (et *a fortiori* dans la vie d'un auteur) les slogans, les adhésions publiques, et l'essence même du témoignage. Ainsi, Prévert journellement professe un athéisme incisif; ses poèmes ne sauraient pour autant être résumés dans cette seule attitude. Le trait vif de son inspiration, n'est-ce pas — comme l'écrit justement Maurice Nadeau dans *Littérature présente* — l'accès au « merveilleux tangible, perçu par les sens et tel qu'il émane des spectacles les plus quotidiens et les plus banals de la vie quotidienne, une rue, une affiche, une chanson d'enfant, un accident, une femme qui passe, une étoffe qui sèche à la fenêtre d'un taudis de banlieue » ? Les prostituées de Prévert aussi font partie du merveilleux populaire. Bagage du montreur, dont à propos des poètes maudits Paul Zumthor remarque (*Miroirs de l'amour*) : « Dans la prostitution, l'auteur s'offre pour un peu d'argent aux désirs du public, il prodigue les mystères de son âme... »

Tour à tour avocat général et dénonciateur — peu importe sur le plan formel — l'écrivain prend parti pour lui-même. S'il éprouve le besoin de s'opposer en s'exposant, n'est-ce pas pour exclure de sa propre vie les risques expiatoires ? Bien ou mal pensant, il attaque — et se replie. Ceux qui ont usé leur encre et leur liberté à faire face aux érosions de l'injustice, au travail de sape des termites de la tyrannie, jusqu'où ont-ils accepté *d'être* victimes — et pas simplement *du côté* des victimes ? On devine la réponse — aisée, trop aisée — que l'on peut faire à cette question en prenant le cas de Gide. Et Maurice Lime la fait, cette réponse, brutalement, sans nuances, mais avec le mérite d'avouer son peu d'estime pour le styliste (*Gide tel je l'ai connu*). Du même homme, le docteur Henri Planche montre comment il sut tirer parti de ses infirmités physiologiques : il est clair que la peur d'être découvert par autrui poussa Gide à se découvrir lui-même (*Le problème de Gide*)[1].

On n'en pourrait dire autant de Victor Hugo, que Claude Roy amène habilement à se raconter lui-même (*La vie de Victor Hugo par V. Hugo*) et d'où il ressort que l'auteur des *Châtiments* a pris lentement conscience de l'Histoire, celle qui se fait à coups de plume et à coups de fusil. « Être né royaliste et devenir [...] démocrate, disait Hugo, c'est risquer sa vie. » Le propos semble exagéré. Mais, avec cet homme, est-on sûr de rien ? De combien d'autres écrivains la destinée a paru suivre le flot de l'Histoire, jusqu'à la rupture ou la noyade! Plus nombreux aujourd'hui sont les noyés, auxquels Bertrand d'Astorg (*Aspects de la littérature européenne*) consacre de vives analyses. Noyés et parfois naufrageurs, tels Malaparte, Ponchardier, Bazin (Hervé) première manière, Cioran, Paroutaud... Ce que d'Astorg baptise « littérature de dérision ». Mais les autres, ceux qui ont possédé leur âme ? Il semble presque que se réalise la menace évangélique : leur âme, ils la perdent en la voulant trop sauver! A lire, dans ce sens, le beau chapitre de B. d'Astorg sur Saint-Exupéry.

1. On a pu lire dans *La Vie Intellectuelle* (avril 1952, p. 75) un compte rendu de *Et nunc manet in te*, par le Dr H. Planche. Ces pages qui ont servi de point de départ à cette plus longue étude peuvent donner à nos lecteurs une idée de sa pénétration. Journaux et revues ont été unanimes à la signaler.

La paix de l'âme est-elle d'ici-bas ? Oui et non, explique un convertisseur célèbre des U.S.A., Mgr Fulton Sheen. Cet Américain taille et fauche de grand cœur. Il livre par-ci par-là quelques vérités respectables sur le freudisme, la confession, le sens de la mort... Et tout naturellement nous amène à ouvrir le précieux petit livre de Jean Cayrol : *Les Mille et une Nuits du chrétien.* De cette plume un peu tremblante qu'on dirait mouillée de modestie, l'auteur de *La Noire* rappelle la grande angoisse de Gethsémani à laquelle s'ajoutent les fragiles craintes de l'homme. Il nous donne en quelques pages comme un bref essai sur la petite peur des mal-pensants. Petite peur qui pousse l'élite à se fixer des bornes, à se forger des boucliers, à mesurer au compte-gouttes sa générosité. Petite peur que Louis Raillon dénonce chez tels pédagogues abrités derrière les absolus principes qui leur font oublier que la liberté « présente toujours le visage énigmatique de l'homme et de son destin ». (*Éducation de plein vent.*). Petite peur qui apparaît, sans que l'auteur le dise, dans l'intinct grégaire et l'engouement de tant d'Américains devant l'écran de la télévision (*Christophe Colomb redécouvre l'Amérique,* par Louis Merlin)...

Quelle mission reste-t-il dans cette perspective à la littérature qui se fait jour après jour ? Peut-être l'aveu seulement d'une certaine impuissance, l'aveu que toute révolution pourrit sitôt atteinte l'illusion du bonheur — et, comme le dit Nadeau, qu'elle « porte en elle les postulations contraires vers son assujettissement, sa perte et sa propre négation. »

MAURICE CHAVARDÈS.

HENRI HATZFELD : *La flamme et le vent.* Éd. du Seuil, 1952.

Le chapitre de la littérature protestante au XVIe et au XVIIe siècle comporte quelques-uns de nos meilleurs écrivains. Au XIXe siècle sans doute y a-t-il eu aussi des écrivains protestants; mais le protestantisme de Constant, de Guizot ou de Gide vaut le catholicisme frelaté de Chateaubriand ou de Barrès. Mais parallèlement au renouveau littéraire du catholicisme depuis soixante ans, il n'y a pas eu de

littérature protestante. Le grand talent de Jean Schlumberger d'ailleurs injustement oublié à l'heure actuelle est un cas isolé. Aussi est-ce avec plaisir que l'on accueille aujourd'hui le premier livre de Henri Hatzfeld. Certainement son intention n'est pas de faire œuvre littéraire; il n'est cependant pas indifférent que son livre soit écrit d'un style nerveux, sans bavures, qu'il évoque avec une sobre mais pressante poésie les paysages pleins de pluie ou de soleil, qu'il dessine avec humour ou tendresse, en quelques lignes, des « types » toujours vivants : les paysans, la rebouteuse, les commerçants, l'instituteur. L'auteur semble volontairement n'avoir pas donné à son « roman » un plan très rigoureux; il situe par exemple, au beau milieu, une admirable méditation sur Job (pp. 122-134). Hors-d'œuvre, diront les « petites bouches ». Qu'importe! Il est appétissant, substantiel, et en définitive on saisit aisément le lien avec le reste du livre. *La flamme et le vent* est donc un livre bien fait et bien écrit.

M. Hatzfeld, sans faire une œuvre à thèse, nous propose ses réflexions de « pasteur de campagne ». Disons-le tout de suite : cela n'a rien de commun avec Bernanos ni dans le ton ni dans le sujet (« Ah! dit Hatzfeld, les prêtres de Bernanos qui ont toujours quelque chose de surnaturel à dire! », p. 109).

En quoi ce livre est-il protestant ? Il serait absurde, malgré certaines convergences d'inquiétudes, d'atténuer les réactions de cette sensibilité protestante; et, s'il faut noter des lignes admirablement compréhensives sur les contemplatifs (p. 36) ou des formules où l'on sent avec nous une identité profonde :

« On ne peut concevoir le salut en dehors de la communion des saints; il n'y a pas de salut individuel » (p. 94).

Ou bien :

« La fin de l'homme ce n'est pas lui-même, mais le Christ. Je suis entraîné par ce dépassement de moi qu'est la communion des saints » (p. 97).

On saisit par ailleurs une méfiance décidée à l'égard de l'Église catholique soit sous forme de boutades :

« Pour un catholique, quelle nouveauté d'entendre la parole de Dieu! » (p. 12).

Soit sous forme d'interrogations passionnées :

« On ne peut prévoir où Dieu mènerait l'Église catholique si elle retournait à la loi, aux prophètes et à l'Évangile. »

Ce ne sont là d'ailleurs qu'égratignures : le pasteur présenté par M. Hatzfeld est un pasteur moyen; il a les préjugés du protestant moyen. Plus profonde est la divergence indiquée en quelques lignes (p. 12) entre le « naturalisme » avoué du catholicisme et le refus de la nature du protestantisme qui aboutit parfois à un naturalisme camouflé.

Ainsi donc *La flamme et le vent* est le livre d'un bon écrivain, et d'un écrivain profondément protestant. Ceci présente déjà un grand intérêt et cependant ces deux points semblent secondaires par rapport à ce qui, semble-t-il, est le fond véritable du livre : le monde, en général, et spécialement le monde actuel, tourne-t-il le dos au Christ ? et ce qui est plus grave : l'Église, les Églises sont-elles avec le monde ou avec le Christ ? A ce point de vue aucun doute n'est possible : toutes les réflexions de M. Henri Hatzfeld sont indifféremment applicables au prêtre ou au pasteur et il le dit bien souvent. Aux yeux de la plupart des fidèles, le chef d'une paroisse est un « technicien du sacré » un « préposé au mystère » un « spécialiste du bien ». Le malentendu s'accentue avec des ouvriers ou des paysans, des ecclésiastiques étant bon gré mal gré, des bacheliers et « des mains blanches ». Entre notre culture — (ce système chéri d'allusions et de références!) — et la vie secrète de ceux qui travaillent de leurs mains, le contact est tragiquement impossible.

Que faire pour dissiper le malentendu et établir un vrai dialogue ? « revaloriser l'administration des sacrements » ? (p. 28); « rendre la liturgie plus vivante » ? (p. 60); faire comprendre qu'un acte religieux comme un enterrement n'a de sens que dans la foi ? (admirable dialogue pp. 22-25); montrer que le christianisme engage avant tout à choisir clairement l'honnêteté contre le marché noir ? que les pauvres ont une place éminente dans l'Église ?

Mais par un paradoxe tragique ces efforts accentuent ou compliquent le malentendu : on accuse le pasteur ou le prêtre de tout bouleverser (pp. 59-62) ou de se mêler de ce qui ne le regarde pas (pp. 136 et 166). Ces ruptures et ces renouvellements font heurter tant de préjugés, froisser tant d'intérêts! Aussi le responsable de la paroisse peut avoir ainsi le douloureux sentiment d'un échec, peut-être pour avoir trop présumé de ses forces et oublié qu'il n'était qu'un « serviteur inutile ».

Tel est le fond de ce beau livre. Tous les prêtres, tous les catholiques lancés à l'heure actuelle dans le renouveau liturgique et l'effort d'apostolat ouvrier et paysan sentiront dans cette inquiétude un écho profond et retrouveront, à chaque page, dans le fond et jusque dans les termes, leurs propres préoccupations. A sa manière, ce livre, comme ceux des abbés Michonneau et Boulard, ou du P. Loew, situe dans son exacte perspective le mystère du contact entre le monde et le Christ.

J.-A. LESOURD.

THÉATRE

Chronique

A la veille d'une nouvelle saison dramatique, que dire de la précédente ?

A certains égards, le fait important a été l'expérience tentée par M. Jean Vilar au Théâtre National Populaire. Ce qui semble définitivement acquis, c'est d'abord une extension géographique du théâtre parisien : la troupe de Jean Vilar joue sur les scènes de la banlieue. Ce qui semble non moins définitivement acquis, c'est que la tentative de Jean Vilar répond à un besoin réel : si je n'ai pu voir tous ses spectacles, c'est simplement parce que les places sont très vite enlevées. Enfin, la diversité des spectacles, les remarquables notices qui commentent les programmes, le désir émouvant d'un continuel dialogue entre l'animateur et les spectateurs, la volonté de n'être esclave d'aucune école ni même d'aucune esthétique en allant du *Cid* de Corneille à *Nuclea* d'Henri Pichette, de *L'Avare* de Molière au *Prince de Hambourg* d'Henrich von Kleist, et à *Mère courage* de Berthold Brecht, tout cela révèle une intention très opportune de repenser le théâtre et d'unir les hommes de notre temps dans des fêtes

dramatiques *analogues,* au sens précis de ce mot, à celles qu unissaient jadis les Grecs d'Athènes ou le peuple fidèle du Moyen-Age. Il faudrait analyser chaque représentation du T.N.P. pour montrer les multiples inventions artistiques et techniques que sa foi inspire à l'imagination du metteur en scène.

Ceci reconnu, l'expérience d'une année permet de poser quelques questions. D'abord il est regrettable qu'un théâtre « populaire » ait pour quartier général le palais de Chaillot, c'est-à-dire une salle où une large partie du public est condamnée à mal entendre. D'autre part, ce que souhaite M. Jean Vilar exige des œuvres adaptées à l'espace scénique qu'exige un grand public : ce n'est pas le cas du théâtre classique français. Chaque pièce porte en elle certaines exigences architecturales : une analyse proprement dramatique du texte de Shakespeare fait surgir, sous une forme ou sous une autre, les trois plans de la scène élisabéthaine : proscenium, scène sous l'auvent et loggia. On l'a bien vu en juin quand M. Jean Dasté a donné *Macbeth* au Théâtre de la Renaissance avec sa troupe de la Comédie de Saint-Étienne, un peu écrasée, cette fois, par son ambition. De même, *Le Cid* a son espace scénique propre, celui que lui impose la petite scène de l'hôtel de Bourgogne éclairée aux chandelles; les proportions peuvent changer, et les procédés d'éclairage, et la machinerie... : le style de l'architecture scénique semble bien rester le même quand *Le Cid* est joué au Théâtre français, mais sur le plateau du Théâtre de Chaillot et surtout dans la vision-du-monde dramatique de M. Jean Vilar ? Cet homme qui arrive du fond de la scène sans décor, est-ce le Cid ou M. Gérard Philippe qui vient jouer son numéro ? Au contraire, *Nuclea* ne pouvait être joué que dans la vision-du-monde de M. Jean Vilar : une espèce de communion des sensibilités par delà les concepts peut s'établir dans une vaste arène où les mots plus ou moins entendus, le brouillard des bruits, les mouvements toujours précis, la géométrie métallique des lignes mettent, si l'on peut dire, le système nerveux en état de grâce lyrique. « On se souviendra, a dit fort justement un critique, du choc que l'on a ressenti dans la première partie où la guerre devenait un ballet expressionniste et hallucinant. » (L'œuvre peut se passer de la seconde partie.)

Les expériences du T.N.P. ont donc une portée limitée et

il n'est nullement impossible que demain comme hier les vraies révolutions dramatiques partent de petites salles. C'est pourquoi on continuera à suivre avec intérêt des efforts comme ceux de M. Raymond Hermantier, à travers ses succès réels, ou ses échecs, ou ses demi-réussites, cette *Lysistrata* qu'il donne au Théâtre de l'Humour, et qui montre du moins la qualité de sa troupe féminine.

Un dernier mot doit être dit pour signaler *Les Compagnons de Tivoli* (appartenant à l'Union artistique et intellectuelle des cheminots français). Au concours national du Théâtre universitaire et amateur, ils ont présenté *Ceux du Vendredi,* jeu dramatique en deux parties, dont le texte et la musique ont pour auteur l'un d'entre eux, M. Henri Vincenot. « Ceux du Vendredi », entendez : ceux du vendredi saint. Laissons de côté quelques efforts un peu faciles quand on transpose dans la vie d'aujourd'hui un drame d'un autre temps : il reste que ce spectacle révèle une exceptionnelle intelligence dramatique. Ces amateurs ont un sens de la mesure qui manque bien souvent aux professionnels : ils savent s'arrêter au moment précis où continuer serait insister; ils ont mieux utilisé les masques que le metteur en scène grec des *Oiseaux* à la Comédie-Française; ils ont montré à la fois un vrai sens dramatique et un tact exemplaire en se servant « d'équivalents plastiques » pour remplacer le Christ aux outrages. L'œuvre est violente, satirique, amère. Grandeur et vanité du sacrifice, grandeur du sacrifice dans sa vanité même, ... si le Christ ne servit dans aucune « église », quelle autre signification donner à sa Passion ? Du moins est-il vrai que le drame du Vendredi semble avoir été bien souvent oublié le samedi... D'ailleurs, puisque les Compagnons de Tivoli ne prêchent pas un évangile revu et corrigé mais font du théâtre, constatons que leur théâtre dépasse — et de très haut! — un simple jeu d'amateurs : *Ceux du Vendredi* représente une *création,* au sens fort de ce mot.

HENRI GOUHIER.

Le festival de Venise

Il est de bonnes années pour le cinéma comme pour le vin. C'est le cas de 1952 pour la France si l'on en juge par les résultats obtenus aux festivals. *Fanfan la Tulipe*, de Christian Jaque et *Nous sommes tous des assassins*, d'André Cayatte, nous avaient valu à Cannes des prix de premier ordre. A Venise, *Jeux interdits*, de René Clément enlève le premier grand prix, *Belles de nuit*, de René Clair, est placé hors concours et reçoit un hommage spécial du jury, à *La bergère et le ramoneur*, le dessin animé de long métrage de Prévert et Grimault, est attribué un prix spécial et la *P... respectueuse*, de M. Pagliero, d'après Sartre, figure au palmarès (avec le prix de la meilleure partition musicale attribuée à Georges Auric).

Ce qui frappe dans cette sorte de sélection annuelle qu'il est possible d'établir en tenant compte des deux festivals, c'est la diversité des œuvres de premier plan ainsi distinguées par le jury : film d'action sur le mode ironique avec *Fanfan*, film à thèse avec *Nous sommes tous des assassins*, film à la fois satirique et esthétique avec *Jeux interdits*, divertissement brillant avec *Belles de nuit*, pièce à idées avec l'œuvre de Sartre, et légende poétique avec le dessin animé de Grimault, les genres les plus différents sont représentés dans ces réussites dont la plupart d'ailleurs sont assez originales pour susciter autant d'adversaires que d'admirateurs quant au fond mais dont l'ensemble est d'une qualité technique et artistique qui est reconnue par tous.

Malgré cette diversité il est un courant auquel le cinéma français semble décidément réfractaire, sauf dans quelques œuvres mineures, c'est le néo-réalisme. Tous les films cités sont marqués par un intellectualisme certain qui leur donne comme un air de parenté. Inutile d'insister en ce qui concerne

le plaidoyer de Cayatte contre la peine de mort ou le débat instauré par Sartre sur le racisme et la double aliénation des Noirs et des prostituées. Le film de Clément malgré son esthétisme est construit lui aussi sur des idées plus que sur des choses vues, ce qui nous vaut l'artifice (voulu mais maladroit) de ses personnages paysans. Mais les divertissements eux-mêmes sont intellectuels : *Belles de nuit* est construit comme une mécanique de précision par un René Clair qui sait faire sourire avec un esprit très voisin de celui du XVIIIe siècle; quand Christian Jaque décide de tourner un western il en demande le scénario à René Wheeler et le dialogue à Jeanson qui en fait une satire du militarisme et de l'autocratie; quant au dessin animé il est conçu par Jacques Prévert dans un ton poétique ironique qui fait fureur à Saint-Germain-des-Prés.

Le néo-réalisme s'il semble incapable d'inspirer le cinéma français a pourtant passé l'Atlantique; il est directement à la source du beau film de John Ford, *The quiet Man* (*Un homme tranquille*) qui vaut aux États-Unis un prix international et le prix de l'*Office catholique international du cinéma*. L'influence européenne sensible dans le film est d'ailleurs double : à la fois celle du cinéma italien (*Un homme tranquille* évoque en la transposant sur le mode plaisant la vie d'un village irlandais comme R. Castellani évoquait dans *Deux sous d'espoir* celle d'un village napolitain) et celle des comédies anglaises comme *Whisky à gogo* avec leur sens de l'humour et leur fidélité à dépeindre le cadre très localisé d'une intrigue volontairement ténue.

Le reste des films présentés par les États-Unis reçoit le prix de la meilleure sélection. En quantité la supériorité des U.S.A. était incontestable : sept films présentés contre quatre français, trois italiens et trois anglais. Il serait injuste de ne pas reconnaître d'ailleurs que l'échantillonnage ainsi fourni de la production d'Hollywood était dans son ensemble réussi et d'une variété intéressante. Après *The quiet Man*, *The death of salesman* (*Mort d'un commis-voyageur*) de Laslo Benedek figure au palmarès pour l'interprétation de Fredric March qui reçoit le prix du meilleur acteur. Si *The quiet Man* peut se réclamer de la tendance néo-réaliste, *The death of a salesman* semble influencé tout au contraire par la tendance intellectualiste telle qu'elle peut être conçue

outre-atlantique : adaptation d'une pièce de théâtre à idées, le film, à travers les souvenirs d'un homme mûr au bord de la folie et du suicide, évoque les raisons de l'échec de sa vie qui tiennent toutes à une sorte de mégalomanie assez significative d'une forme typiquement américaine de la volonté de réussir et de la volonté de puissance.

Les autres films de la sélection américaine sont moins insolites par rapport à la production moyenne. *Phone call from a stranger* (*Coup de téléphone d'un inconnu*), de J. Negulesco, reçoit le prix du meilleur scénario : c'est sans doute le seul qui semble spécialement conçu pour le cinéma, dans la bonne tradition d'un « cinéma spécifique » qui ne subit l'influence ni du théâtre ni du roman. *Carrie* au contraire est l'adaptation d'un roman de Th. Dreiser par William Wyler, histoire de la déchéance sociale d'un homme qui cède au démon de midi.

Pour compléter l'échantillonage américain, *Ivanhoë,* magnifique imagerie médiévale en technicolor qui ne semble guère avoir place dans un festival, malgré son incontestable perfection technique et une œuvre religieuse, *Le miracle de Notre-Dame de Fatima,* qui raconte sagement l'histoire des apparitions — comme l'avait déjà fait un film espagnol récent, sans nous épargner les truquages qui font apparaître la Vierge sur fond de nuages et les signes du soleil. Nous avons déjà dit ici notre opinion sur cette utilisation du cinéma pour *reproduire* des miracles grâce aux truquages du cinéma : il nous semble que leur portée religieuse est non seulement contestable mais négative. Autre chose est de raconter une apparition ou un miracle et de le reproduire par les mêmes moyens qui servent dans les films fantastiques à donner l'illusion du merveilleux.

Le cinéma italien et le cinéma anglais auxquels il faut toujours revenir quand on veut dégager les tendances les plus nouvelles de cette après-guerre présentaient cette fois l'un et l'autre une sélection assez faible. Les Italiens qui avaient enlevé à juste titre le prix de la meilleure sélection à Cannes, ne présentaient à Venise qu'un film important sur trois, *Europe 51,* de Rossellini, œuvre ambitieuse et très discutée qui raconte l'itinéraire spirituel d'une femme de la bourgeoisie romaine qui découvre la misère du prolétariat et se voit successivement déçue par le marxisme et le christianisme

pour finir enfermée dans un asile d'aliénés par sa famille. Quant aux Anglais ils reçoivent un prix de consolation (celui du décor) pour la mise en film de la brillante comédie d'Oscar Wilde, *The importance of being earnest*. Leurs deux autres films, *Mandy*, sur la rééducation d'une petite sourde-muette et surtout *The brave don't cry* (*Les braves ne pleurent pas*), sur un drame de la mine, sont pleins d'intentions généreuses et de qualités soit pédagogiques soit documentaires mais distillent un pesant et irrésistible ennui. Quand on sait que le réalisateur de *Mandy* est Alexander Mackendrick, auteur de *Whisky à gogo* et de *L'homme au complet blanc*, on ne peut manquer de regretter que la veine des comédies humoristiques anglaises semble, de son propre aveu, en voie de se perdre.

Signalons enfin le prix international *ex aequo* avec *The quiet Man* et *Europe 51*, attribué au film japonais, *La vie de O'Harn, femme galante*, de Kenji Mizoguchi. Sans doute la révélation de l'année dernière avec *Rasho-mon* (si bien fait par la rigueur de sa construction pour être goûté en Occident) ne s'est pas exactement renouvelée. Toutefois, après avoir vu à Cannes, *La Vague* (Nâmi) et le *Roman Genji*, nous est-il possible d'entrevoir la richesse et la diversité du cinéma japonais que seuls les festivals nous permettent de découvrir. Tiré d'un roman du XVIIe siècle extrêmement long, le film *La vie d'O'Harn* est d'une durée inhabituelle dans nos productions. Construit comme une chronique à épisodes plus que comme un drame, il déroute et lasse parfois l'attention, mais ces caractères d'une esthétique différente de la nôtre ne peuvent faire méconnaître des beautés elles aussi inhabituelles, et le charme d'un dépaysement à la fois géographique, historique et artistique.

J.-L. TALLENAY.

DOCUMENT

LE PATRONAT FRANÇAIS DEVANT SES RESPONSABILITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Les problèmes d'une amélioration de la productivité, de l'équilibre de la balance commerciale, du rapport salaire-prix, et les campagnes menées à l'occasion de l' « expérience » Pinay ont provoqué des réactions et suscité des prises de position plus ou moins claires dans les divers milieux de la population.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner, à ce propos, certaines réactions d'une partie du patronat français. Nous ne parlons ici ni du C.N.P.F., ni des petites et moyennes entreprises, mais d'organisations patronales qui, sans représenter l'ensemble de leurs pairs, ont des liens avec les deux organismes précités.

Le Congrès du Centre des Jeunes Patrons

A la fin du mois de juin, se sont réunis à Vittel quatre cent délégués du *Centre des Jeunes Patrons*, qui représentaient deux mille sept cents chefs d'entreprise dont l'activité s'exerce dans une soixantaine de départements.

Le Centre des Jeunes Patrons fut fondé en 1938 par certains chefs d'entreprises que les événements de 1936 avaient amenés à réfléchir sur leur rôle dans la société

et sur la valeur des structures économiques existantes. Leur volonté était, et demeure, de rendre ou de donner à ces dernières, dans la société capitaliste, une forme plus humaine. Depuis la fin de la guerre, cette orientation s'est affirmée aux congrès du Touquet en 1948 et à celui d'Évian en 1950.

Les congressistes avaient cette année la possibilité d'envisager un bilan de leur action depuis ses débuts et surtout depuis la Libération. Dans quelle mesure ont-ils réalisé leur programme, qui consiste à placer l'économie au service de l'homme, au lieu de réduire l'homme au rôle d'instrument au service de l'économie de profit ?

Dans ce but, aux rapports plus ou moins spectaculaires et plus ou moins impressionnants, les congressistes ont préféré des récits d'expériences, des présentations d'enquêtes, des témoignages concrets autour desquels s'engageaient les débats.

Cinq grandes commissions étaient créées autour des centres d'intérêt suivants :

1. salaires et productivités;
2. création d'un climat de confiance par la sécurité de l'emploi, la promotion ouvrière, la décentralisation du commandement;
3. création d'un climat de confiance par l'information du personnel et les « public-relations »;
4. formation des cadres et de la maîtrise;
5. problèmes du logement.

Au travail de ces cinq commissions venaient s'ajouter des « carrefours » ou discussions libres sur des problèmes tels que la Sécurité sociale, la formation des chefs d'entreprise, l'organisation professionnelle, les structures économiques, l'unification de l'Europe, etc.

Nous ne pouvons pas envisager de donner ici un compte rendu complet et détaillé des travaux du congrès d'Évian. Quelques exemples suffiront à préciser l'esprit et les intentions du Centre des Jeunes Patrons.

Salaires et productivité

La première commission a cité et présenté quelques réalisations locales. Dans telle filature de coton, une *prime d'intéressement aux économies* a été accordée. Dans une papeterie, on a préféré la formule d'une *prime collective de productivité,* tandis que dans un groupe textile du Nord était institué le *partage des bénéfices.* Ailleurs, comme dans ce réseau de magasins de la région stéphanoise, on créait une *prime d'intéressement à la productivité.*

Ce sont là des faits concrets, dont on peut discuter la valeur, mais qui n'en constituent pas moins des expériences de pionniers, et qui ont amélioré le niveau de vie dans une marge de quinze à cinquante-cinq pour cent, cela grâce à une participation des salariés aux avantages nés d'un accroissement de la productivité.

Car le C.J.P. pose, en principe, que « *l'objectif général à atteindre est de procéder à une hausse de salaires qui ne doive rien à l'inflation et qui ne risque pas de la provoquer* ». L'inflation a, en effet, fait augmenter les salaires, mais non pas le pouvoir d'achat. Si, d'autre part, une hausse des salaires provoque l'inflation, le bénéfice en sera perdu, et la situation générale de la communauté risque même d'en être aggravée.

Pour atteindre cet objectif, il faut donc, déclare le C.J.P., augmenter la productivité en intéressant la main-d'œuvre à cet effort; l'augmentation des salaires sera alors accompagnée d'une baisse des prix de revient, ces deux mouvements devant bénéficier aux salariés et aux consommateurs.

Cela n'est possible qu'avec un renversement des données économiques classiques. Le problème est, à la fois, économique et humain. Il faut rendre à l'entreprise, ou lui donner, un caractère de communauté humaine.

C'est ce qui amène le C.J.P. à déclarer :

La notion de rentabilité issue des conceptions économiques

libérales envisageait le seul bénéfice de l'entrepreneur. Elle a contribué à produire la désespérance ouvrière, la lutte sociale et le marasme économique. Il ne s'agit pas de nier purement et simplement cette notion de rentabilité qui demeure le fondement nécessaire de l'économie, mais d'affirmer qu'elle n'est pas inséparable d'une autre conception des rapports entre capital et main-d'œuvre... Le consentement psychologique des exécutants est le facteur essentiel, et pour l'obtenir le moyen le plus simple est encore l'application de la justice.

A cet égard, une action isolée du patronat ne saurait atteindre sa pleine efficacité. Une collaboration avec les organisations ouvrières s'impose. Le Centre des Jeunes Patrons l'a compris et a décidé de prendre contact avec le *Centre d'étude intersyndical de productivité*, créé d'un commun accord par Force ouvrière, la C.F.T.C. et la C.G.T.

Le C.J.P. reconnaît que la collaboration des syndicats ouvriers est « *de première importance* ». L'objectif qu'il fixe à ses adhérents est le suivant : « *Avec les meilleurs prix de revient, payer les plus hauts salaires et vendre au plus bas prix des produits de haute qualité* », ce qui est la saine définition de toute économie capitaliste à caractère dynamique et expansionniste.

Le problème du logement

Humaniser les structures de l'entreprise, humaniser les rapports entre employeurs ou cadres et employés, humaniser les conditions techniques de production, tout cela est à la fois un impératif d'ordre moral (il n'est nullement besoin de le démontrer), mais aussi d'ordre économique, car le travailleur placé dans des conditions humaines fournit et peut fournir un effort que l'on n'obtiendra jamais de lui, même par contrainte, s'il est réduit au rôle d'instrument mécanisé à peine supérieur à la machine et jouissant, parfois même, de moins de considération que certaines machines perfectionnées.

Ce besoin *d'humanisation* a retenu l'attention du C.J.P., et nous citerons simplement pour mémoire les discussions, pendant le congrès, des initiatives qui visent à atteindre ce but : public-relations, journaux d'entreprise, formation des cadres, respect de l'homme dans l'exercice du commandement, accueil aux nouveaux ouvriers, assurance contre les menaces de chômage, problèmes et moyens de la promotion ouvrière, etc.

Autant d'aspects qui doivent concourir à rendre le travail plus humain, à lui permettre de s'exécuter dans un « *climat de confiance* », bref, d'en faire autre chose qu'une dure contrainte imposée à des hommes par d'autres hommes qui n'ont que le souci d'accroître leurs profits, en vendant cher et en payant des salaires aussi bas que possible.

Mais la condition ouvrière n'est pas circonscrite par l'enceinte de l'entreprise. Elle offre aussi de dures réalités à l'extérieur, en particulier dans le domaine du logement.

Le C.J.P. s'en est préoccupé et considère que l'atmosphère sociale ne sera pas saine tant que la crise tragique du logement ne sera pas résolue. C'est pour cette raison que, par exemple le C.J.P. participe activement au *Comité interprofessionnel du Logement.*

Les jeunes patrons regrettent les conceptions désuètes et l'absence de plan à long terme, toutes causes rendant très élevé le prix de la construction. Ils considèrent qu'il est nécessaire de « *continuer à développer l'aide bénévole à la construction* », mais ils se rendent bien compte que ce moyen n'est pas à l'échelle du problème à résoudre. Ils demandent donc, en outre, à l'État d'intervenir en simplifiant les formalités administratives, de relever les crédits et les primes à la construction, et de lui accorder des facilités fiscales.

En outre, — et c'est peut-être la décision la plus importante prise par le C.J.P. lors de son congrès de Vittel, — les jeunes patrons considèrent que « *l'objectif*

national est de loger tous les Français dans un délai raisonnable » et que pour cela il faut immédiatement « *diriger sur le logement une part suffisante du revenu national* », le patronat devant lui-même participer à cet effort financier.

A cet effet, le C.J.P. s'est engagé à « *faire participer ses entreprises aux programmes* (de construction) *de leur région et à poursuivre dans les milieux patronaux la propagande en faveur de cette aide financière, et demande au C.N.P.F. de prendre les mesures nécessaires pour rendre générale une cotisation bénévole dont l'emploi restera du domaine de l'initiative privée* ».

Si le C.N.P.F. ne partage pas toutes les préoccupations et conceptions sociales du C.J.P., cet appel a toutefois des chances d'être entendu. Le patronat, en effet, pourrait l'envisager favorablement afin d'éviter la menace, évoquée plusieurs fois par M. Claudius Petit, d'une loi rendant obligatoire un prélèvement destiné à financer la construction de logements. Le C.N.P.F. a d'ailleurs adressé à ses adhérents plusieurs circulaires concernant la généralisation de la cotisation bénévole aux « centres interprofessionnels du logement » (C.I.L.).

Esquisse d'une doctrine sociale du patronat français

Nous tenons à attirer l'attention sur un texte fort important qui, sous le titre de *Déclaration commune*, vient d'être publié par les quatre organisations patronales suivantes :

— *L'Association des Cadres Dirigeants de l'Industrie pour le progrès social et économique* (A.C.A.D.I., 30, rue Gay-Lussac, Paris-V^{e}), qui groupe des cadres directeurs de grosses entreprises privées ou nationalisées. En général, ses membres ne sont pas propriétaires de l'entreprise qu'ils dirigent. L'Association fut créée après la guerre.

— Le *Centre Français du Patronat Chrétien* (100, rue de l'Université, Paris-VIIe) qui existait déjà avant la guerre et qui place son plus grand espoir dans l'accession des travailleurs à la propriété par la création de « sociétés ouvrières d'épargne ».

— Le *Centre des Jeunes Patrons* (C.J.P., 19, avenue George-V, Paris-VIIIe) qui a pris un grand développement depuis quelques années et qui compte aujourd'hui deux mille sept cents membres environ. Rappelons simplement qu'il fut créé à la suite des grands remous sociaux de 1936.

— L'*Union des Chefs d'Entreprise — Action pour des Structures humaines* (U.C.E.A.C.T., 14, boulevard Mermoz, Neuilly, Seine), créée après la Libération, ne possède pas des effectifs très nombreux, mais n'en est pas moins agissante : elle affirme dans sa dénomination même sa volonté de transformer les structures de la société, et non seulement de rechercher des « compensations » aux abus nés des structures actuelles.

La « Déclaration commune » de ces quatre organisations est axée autour de cinq têtes de chapitres qui définissent :

a) *La fonction sociale du chef d'entreprise,* dont le but est « *l'amélioration réelle et durable du niveau de vie du plus grand nombre* ».

b) *L'économique ordonné au social* en ce sens que l'amélioration des conditions de vie est « *l'objet même de l'activité économique* », et non le profit, et qu'il importe de satisfaire « *l'aspiration ouvrière à plus de justice et à la perspective d'un avenir meilleur* ».

c) *L'effort de justice* à la fois envers la société tout entière et envers ceux qui vivent de leur travail dans l'entreprise.

d) *L'effort de productivité,* celle-ci devant signifier un abaissement des prix de vente, des rémunérations plus élevées sans fatigue supplémentaire et même avec moins de peine, et, enfin, la création d'activités nouvelles pour absorber la main-d'œuvre ainsi rendue disponible.

e) Enfin, la nécessité de *comprendre et faire comprendre* les problèmes, difficultés et aspirations de ceux qui, occupant une fonction sociale différente, n'en participent pas moins au même circuit économique et à la même communauté d'hommes.

Quelques insuffisances d'un programme

La « Déclaration commune » des quatre organisations patronales apparaît à Jacques Sommer, de *Témoignage chrétien,* comme l'esquisse d'une « *doctrine sociale du patronat* », et il prend la précaution de noter dans son titre, qu'elle « *n'échappe pas à certaines contradictions* ». S'il se réserve de formuler quelques remarques sur des points précis, il met plutôt l'accent sur l'importance qu'il attache à ce texte :

Les représentants du patronat, écrit-il, sont généralement trop discrets sur leurs idées et leurs intentions pour qu'on n'accueille pas avec beaucoup d'intérêt un texte qui a pris volontairement la forme d'une affirmation solennelle de principes. C'est en quelque sorte la « doctrine sociale du patronat » que l'on cherche à édifier — ou à renouveler — et le seul fait qu'une telle préoccupation se soit emparée de certains esprits, sans préjuger encore des résultats auxquels ils ont abouti, est significatif de leur évolution vers une meilleure compréhension des problèmes sociaux.

J. Sommer note que ces quatre organisations sont « *assez hétérogènes tant pas leurs buts que par leur composition* ». Toutefois, le fait qu'elles se soient mises d'accord « ... *sur un texte qui, en certains points, les engage assez profondément, donne cependant la mesure de leur volonté d'aller de l'avant* ».

Après avoir résumé le programme social exprimé dans la « Déclaration commune », Jacques Sommer affirme qu'elle : « ... répond, ou du moins tente de répondre franchement aux problèmes de la condition ouvrière, tout en combattant ouvertement, sur la base du libéralisme traditionnel, pour les prérogatives essentielles de la fonction patronale. On ne peut que se féliciter, pensons-nous, de cette tentative de loyauté. Il faut reconnaître toutefois que la nécessité d'aboutir à un accord, c'est-à-dire à un compromis, entre plusieurs interlocuteurs a été la cause de certaines imprécisions, insuffi-

sances ou même contradictions que le manifeste laisse percer. Sur la plupart des points qu'il soulève, le congrès du Centre des Jeunes Patrons, qui s'est ouvert deux jours après la publication de la déclaration commune, a d'ailleurs pris des positions plus constructives ou plus tranchées. La signification du manifeste ne sera que plus profonde lorsque les questions laissées dans l'ombre auront été élucidées ».

Et voici maintenant les réserves que, sur un ton d'ailleurs très modéré, exprime *Témoignage chrétien*. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

Le chômage : Il semble que les auteurs se soient résignés à l'existence d'une certaine marge de chômage : « *Il est des périodes de crise,* écrivent-ils, *où l'opposition entre les préoccupations sociales et le maintien du potentiel industriel peut se traduire par le chômage, total ou partiel.* » Certes, ils en déplorent les conséquences sociales, mais ne proposent comme remède que « *mécanismes compensateurs... pour qu'en circonstances exceptionnelles, la solidarité nationale se traduise par des faits* ». Autrement dit, le chômage doit être pallié par un système d'assurances du genre des assurances sociales, réalisant la compensation des risques entre les seuls travailleurs. Comment n'ont-ils pas vu que cette conception est en contradiction avec celle, exprimée ailleurs, « ... d'une production croissante, offerte à l'ensemble des consommateurs doués d'un pouvoir d'achat lui-même ascendant » ? Le remède au chômage se trouve dans une économie en expansion et non dans les palliatifs charitables comme l'allocation de chômage.

L'Épargne et l'autofinancement : « A plusieurs reprises, le manifeste fait appel à l' « épargne, fruit du travail, à laquelle nous voulons que tous puissent accéder ». Or, on ne voit guère comment les ouvriers pourraient épargner sur leurs salaires actuels. Comme on invite, d'autre part, l'État « *à éviter le superflu et même l'accessoire dans ses programmes d'investissements* », il eût été utile qu'on précisât le jugement porté sur la seule autre modalité possible d'accumulation, c'est-à-dire l'autofinancement, que les entreprises pratiquent depuis la Libération sur une vaste échelle. » On a déjà démontré le caractère néfaste de cette pratique, qui opère la relève de l'épargnant par le consommateur, au grand dam des prix et du pouvoir d'achat. Mais le manifeste n'en souffle mot.

Le Profit et les interventions de l'État : « *Profit et liberté,* nous dit-on, *trouvent à nos yeux leur pleine justification seulement si l'intérêt général est finalement bénéficiaire.* » D'accord, mais on sait quel usage beaucoup d'entreprises font de la liberté : on supprime les méfaits de la concurrence par des ententes de prix qui sont, certes, « préjudiciables au bien commun ». Ces ententes seraient-elles les « disciplines indispensables » qu'on nous propose pour « adapter l'économie aux besoins » ? Nous ne pensons pas que telle soit la pensée des auteurs; mais alors, pour les combattre, il faut bien reconnaître à l'État le droit d'intervenir, ce qu'on ne semble pas disposé à accepter.

La Justice fiscale : « Le manifeste stigmatise « la fraude et la déloyauté fiscale », et préconise un système plus équitable. Suffirait-il donc de réprimer la fraude pour réaliser la justice en ce domaine, ou bien ses auteurs accepteraient-ils également de remanier l'assiette et la structure des impôts actuels, au moins aussi injustes que les conséquences de la fraude ?

En conclusion de son article, Jacques Sommer déclare qu'on peut approuver l'esprit qui a inspiré cette « déclaration commune », mais il observe que « *la bonne volonté patronale ne résoudra pas le problème social* sans se heurter à un certain nombre de difficultés internes ». On regrette qu'il n'ait pas développé sa pensée en exposant ce qui lui paraît être les « difficultés internes » du patronat d'aujourd'hui, en France.

Le cadre plus vaste d'une civilisation du travail

Les perspectives du C.J.P. à son congrès de Vittel, celles des autres organisations patronales signataires de la « Déclaration commune » et les remarques de Jacques Sommer apportent une contribution non négligeable à la solution des problèmes posés par la forme actuelle de notre société.

Cependant, ces lignes de recherche et d'action, pour être bien comprises avec leurs côtés positifs et leurs insuffisances, doivent être situées dans un cadre plus

large qu'ébauche précisément, dans la revue *Esprit* (juillet 1952), un article d'Henri Bartoli : « Les chrétiens vers une civilisation du travail. » Car des signes multiples annoncent la fin d'une économie fondée sur le profit : c'est sur le profit que s'alignaient l'organisation de la production et de la distribution, le travail lui-même n'étant considéré que comme instrument de profit. Peu à peu s'est imposé un droit protecteur du travail. Mais, de plus en plus, les structures anciennes révélant leurs déficiences, nous nous orientons vers une conception nouvelle de la société économique, qui tendrait à se fonder sur le respect d'une certaine conception du travail, l'organisation technique et économique se modifiant en fonction de cette conception.

L'homme devait jadis s'adapter à la machine. Il importe que ce soit la machine qui s'adapte à l'homme. L'article que nous invoquons montrera comment H. Bartoli rencontre sur certains points les préoccupations patronales d'humanisation, mais surtout comment et pourquoi il les dépasse, à la fois sur le plan économique, sur le plan sociologique et sur le plan philosophique.

Centre d'Informations Catholiques,
163, boulevard Malesherbes, Paris-XVIIe.

Nous nous excusons de n'avoir pas signalé que le « Document » du numéro d'août-septembre sur l'intégrisme émanait, comme à l'habitude, du Centre d'Informations Catholiques.

On nous a signalé les fautes d'orthographe suivantes; il faut lire :

P. 137, *Dabry* et non *Debry*.
P. 138, *Tixeront* et non *Tixerant*.
P. 138, *Podechard* et non *Pochedard*.
P. 139, *Pianum* et non *Pionum*.
P. 141, *Coubé* et non *Coulé*.

Imp. Aubin, Ligugé (Vienne). *Le Gérant :* G. Chifflot.
D. L., 4e trimestre 1952. — Imprimeur, n° 776.
N.M.P.P.